revue politique militante
vol. 3 no 9 juillet 1974

mobilisation

$0.50



DEUX ANS DE TRAVAIL POLITIQUE DANS LE QUARTIER ST-MICHEL

Bilan du comité d'action politique de St-Michel

aussi

- La syndicalisation dans une petite usine de Montréal
- La lutte et l'organisation en Angola

SOMMAIRE

Dans notre dernier numéro, nous avions annoncé la parution d'un texte sur un travail de syndicalisation dans une petite usine de Montréal pour continuer le bilan de la lutte chez Rémi Carrier. Voici ce texte qui réflète en quelque sorte les leçons pratiques apprises chez Rémi Carrier et appliquées différemment dans cette petite usine. En plus de poursuivre le bilan de Carrier, nous pouvons y trouver de nombreuses indications sur les questions politiques qui se posent dans de telles situations, les acquis politiques et syndicaux qui s'en dégagent, le rôle des militants socialistes, etc... Aussi, vu que l'usine en question était située dans le quartier St-Michel, nous pouvons y voir l'intervention des militants du CAP St-Michel et cela concrétise ainsi encore plus leur bilan.

Le Cap St-Michel est un groupe de militants qui travaillent depuis plus de trois ans dans ce quartier du nord-est de Montréal qu'est St-Michel habité en grande majorité par des ouvriers et des travailleurs. Leur bilan tente de situer les grandes lignes et les grandes contradictions de leur développement à travers les différentes étapes de l'histoire du mouvement populaire à St-Michel. Ils tracent des perspectives pour le travail de quartier que plusieurs militants politiques dans d'autres situations en milieu populaire pourront apprécier et appliquer dans leurs milieux respectifs. Ce bilan se complète ensuite de l'analyse des différentes pratiques développées par les militants du CAP: dans un comptoir alimentaire, dans une garderie, avec d'autres groupes populaires et syndicats locaux, leurs relations avec le PQ, etc...

Pour nous, ce texte contribue beaucoup à remplir le vide de réflexion et d'analyse du travail en milieu populaire que tous les lecteurs de Mobilisation *ont certainement ressenti dans le cours de cette année.*

En avril dernier, des dirigeants et des militants du *Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) étaient de passage à Montréal pour susciter l'appui du peuple québécois pour la lutte de libération nationale déclenchée en Angola en 1961.* Mobilisation *a rencontré des militants du* MPLA *qui ont exposé en gros l'organisation de leur mouvement et les leçons politiques qu'ils jugent les plus importantes à diffuser. Nous avons écrit aussi une courte analyse historique pour retracer les grandes étapes de la lutte de libération en Angola qui précède cette entrevue qui touche à de multiples aspects de la révolution angolaise et desquels nous pouvons apprendre beaucoup.*

mobilisation

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

Comité de rédaction:
J. Grenier, D. Gravel, A. Lavoie (APLQ), J. Massé (APLQ), G. Raymond (CRIQ), F. Lemay (Librairie progressiste), P. Beaudet (secrétaire à la rédaction).

Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

Diffusion aux librairies à Montréal

Agence de Presse libre du Québec,
2074 Beaudry, Montréal,
Tél.: 522-1175

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**,
40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

Bilan de militants dans une usine

LA SYNDICALISATION DANS UNE PETITE USINE

Le présent texte est un bilan d'une lutte dans une petite entreprise, menée par deux militants du Noyau Petite Entreprise [N.P.E.] du Cap Maisonneuve, au printemps '73. Déjà Mobilisation a reproduit dans son numéro 2 Vol.3 un bilan du N.P.E. "Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes" où est analysé l'ensemble de leurs pratiques [luttes, organisations, propagande, etc...], ainsi que le développement de leurs capacités de comprendre et d'expliquer le sens de notre lutte [formation et analyse politique].

De plus Mob. dans son dernier numéro a présenté le bilan de la lutte à Rémi Carrier, qui est important de comprendre car elle a beaucoup influencé celle-ci. Malgré le fait qu'à l'époque n'existait pas comme tel de bilan de la lutte à Rémi Carrier, plusieurs erreurs commises dans cette dernière ne furent pas répétés [cf. conclusion du bilan de lutte à Rémi Carrier]. Contrairement à ce qui s'est produit dans le développement de la lutte à Rémi Carrier celle-ci fut encadrée politiquement et organisationnellement par le N.P.E. et dans le temps lorsque nous sommes entrés en grève, c'était mort à Rémi Carrier, la grève était terminée et les militants qui avaient participé à cette lutte comencaient à l'analyser. IL faut ajouter qu'à l'époque au N.P.E., l'expérience de lutte en usine est très limitée, le groupe n'avait aucune expérience d'un travail collectif dans ce domaine. A part deux militants qui avaient suivi de très près la lutte à Rémi Carrier, en y assumant des tâches importantes, le reste des militants n'avaient pratiquement aucune expérience de travail politique.

Pour ce qui est des deux militants présents dans l'usine lors du déclenchement de la grève, le premier [le président du syndicat] y travaillait depuis 2 ans et il était déjà dans l'usine avant son entrée au N.P.E., tandis que le deuxième était un nouveau autant à l'usine qu'au N.P.E. Tous les deux en étaient à leurs premières armes dans le travail politique en usine.

I - L'usine et les travailleurs

L'usine

L'usine, dont il sera question est une petite entreprise familiale qui existe depuis 20 ans. Dans cette usine, on fabrique des boîtes de métal qui servent de support aux fluorescents et dont le prix varie entre $2.00 et $100.00 l'unité. Sans être le principal fabricant de ce produit, cette compagnie occupe une place certaine sur le marché, et sa situation financière est assez bonne. D'ailleurs son chiffre de vente en 1971 a été de l'ordre de $1,500,000.00, ses principaux clients étant d'important contracteurs en construction à travers le Canada.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

On retrouve dans cette usine des conditions de travail typiques à la petite entreprise familiale. Au moment de la lutte, on y travaillait 45 hres par semaine à raison de 9 hres par jour, entrecoupé par 2 "breaks" de 10 minutes et par une demi-heure pour diner. En ce qui regarde les conditions de salaire, la compagnie respecte le salaire minimum, ce qui fait que la moitié des travailleurs gagnent moins de $2.00 de l'heure (avril 73).

Une augmentation de salaire est "possible" pour un travailleur individuellement, s'il fait plusieurs demandes à son contremaître, mais la plupart du temps celui-ci va lui répondre: "Travaille plus vite, tu auras plus". Le fait que chaque travailleur soit à la merci de son contremaître pour obtenir une augmentation de salaire a pour conséquence que ce sujet est tabou dans l'usine. Il n'existe aucune norme salariale, un gars est engagé pour tel type de travail à $1.75 hre, la semaine suivante un autre est engagé pour le même type de travail à $2.00 hre. Un tel procédé favorise la division entre les travailleurs, en accentuant l'esprit de compétition entre eux.

Aucune norme d'hygiène et de sécurité n'est respectée dans l'usine. Depuis 2 ans au moins, aucun inspecteur de la santé publique n'a visité l'usine. Le fait de ne pas respecter des normes de sécurité aussi élémentaires que l'entretien des machines provoque des accidents qui peuvent aller jusqu'à la perte totale d'un doigt. IL est à noter que la majorité des accidents suviennent lorsque les employés sont poussés par les contremaîtres, ceci surtout pour les nouveaux employés. Lorsqu'on sait que les contremaîtres maintiennent un rythme de travial à une vitesse constante et progressif, on peut imaginer le nombre d'accidents de travail.

D'autres faits nous montrent que pour les "boss" le travailleur ce n'est pas important. La cafétéria est une pièce très petite où il y a quelques tables, 3 machines distributrices dont la marchandise n'est pas toujours fraîche. On n'a pas la possibilité d'y prendre un repas chaud et elle est si mal tenue que plusieurs mangent dans l'usine. IL y a seulement 2 cabinets de toilette pour 50 personnes, et très souvent il n'y a même pas de papier, et si tu y vas trop souvent, tu risques de perdre ton emploi.

Il y a 3 ans, l'usine est déménagée et encore là le bien-être des employés est une chose secondaire. En effet, rien ne fut fait pour atténuer le bruit causé par les machines et les pièces de métal. Pour ce qui est du système de chauffage, on gèle l'hiver, on crève l'été.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL DANS L'USINE

L'usine est divisée en 4 départements que sont la production, la peinture, l'assemblage et l'expédition. Ces 4 départements se complètent les uns les autres. La division géographique de l'usine est telle que les travailleurs ne savent pas ce qui se passe dans les autres départements. Ceci favorise la division entre les travailleurs des différents départements et permet aux contremaîtres une répression constante.

LA PRODUCTION: 17 EMPLOYES.

C'est le début du travail, le métal entre au département sous la forme de feuille de métal très mince pour en ressortir, après plusieurs opérations, sous la forme de boîte de métal rectangulaire. On retrouve dans ce département plusieurs machines; des "sheers" (qui coupent le métal), des "punch press" (qui percent le métal), des "Power brake machine" (qui plient le métal). Les travailleurs dans ce département comme dans tous les autres d'ailleurs sont constamment sous pression à cause des cadences qui sont très élevées ce qui provoque de nombreux accidents de travail. De plus, les contremaîtres se servent d'une ruse inexusable pour pousser les hommes à fournir un effort constant. Ils vont les voir régulièrement et leur demande d'aller plus vite car la "paint shop" attend ces fixtures pour continuer son activité. Ainsi, ils obligent les hommes à fournir la "Paint shop", ils ont à peine le temps de respirer. Evidemment à la "paint shop", on répète le même manège. C'est souvent sans raison valable que les contremaîtres poussent, car la plupart du temps les fixtures une fois peinturées, demeurent des semaines sur le plancher avant d'être expédiées.

Les salaires dans ce département sont les plus élevés de l'usine, car c'est là où l'on retrouve les travailleurs les plus spécialisés. Les salaires varient entre $1.75 à $2.50 hre. Cette division économique est très marquante dans le rapport entre les travailleurs. En effet, lors des périodes de repos à la cafétéria par exemple, il y a une table où l'on retrouve des hommes travaillant sur une machine et une autre table où l'on retrouve les assembleurs qui sont considérés par ces derniers comme des enfants.

LA "PAINT CHOP": 5 EMPLOYES

Le travail de ces hommes consiste principalement à accrocher les fixtures sur une chaine mobile et à les décrocher. La peinture se fait automatiquement avec l'aide d'une mécanique complexe qui nettoie, peint et sèche les fixtures. Pour ces 5 employés le salaire varie entre $1.65 à $2.00 hre.

L'ASSEMBLAGE: 19 EMPLOYES

Une fois peintes, les fixtures sont envoyées à l'assemblage qui est la phase finale du travail. C'est le travail le moins rénumérateur de l'usine et qui exige le moins d'expérience, ce qui explique en partie la grande concentration de jeune dans ce département. Malgré le salaire peu élevé qu'ils obtiennent ces jeunes travaillent beaucoup.

Leur travail se fait manuellement. Les assembleurs sont l'un à côté de l'autre sur 2 longues tables et le produit fini arrive au bout de la table comme sur une chaîne de montage. Sur ces tables existe un climat de dissention qui est accentué par le contremaître. Pour augmenter la production, on place aux 2 bouts de la table les travailleurs les plus expérimentés pour que ceux du milieu qui sont moins expérimentés, allent plus vite, ce qui n'est pas de nature à favoriser l'unité face aux augmentations constantes des cadences. C'est ici que les salaires sont les plus bas, ils varient de $1.65 à $1.75 hre.

L'EXPEDITION

La plupart du temps, il n'y a qu'un seul homme qui travaille dans ce département. Son travail consiste à envoyer les commandes dans les différents camions.

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION ET LA REPRESSION

L'organisation du travail, nous montre que tout est mis en oeuvre par le patron et ses contremaîtres pour contrôler, réprimer et diviser les travailleurs. On fait travailler ensemble des employés expérimentés avec des employés non-expérimentés pour hausser la production, mais aussi cela a pour conséquence direct de diviser les travailleurs. Le climat de peur qui existe dans l'usine est constamment entretenu par les contremaîtres. La majorité des travailleurs n'osent pas contrarier son contremaître, car c'est lui qui décide des augmentations de salaire.

Il est à noter que les contremaîtres adoptent des comportements différents vis-à-vis les travailleurs. Il y en a deux qui adoptent très souvent une attitude très paternaliste, tandis que l'autre qui est considéré plus ou moins comme le surintendant de l'usine (c'est lui qui engage et congédie) emploie les menaces constantes de congédiements dans un langage irrespectueux parfois accompagné de violence physique.

De plus la compagnie fait en sorte d'identifier le travailleur individuellement à leur travail en faisant semblant de leur donner des responsabilités. L'appartenance sociale est individualisée et déformée, on en retrouve l'expression dans des choses comme: "Ma machine", "Ma place", "Ma job"...

Les travailleurs

La moyenne d'âge des employés est peu élevée, la moitié ont moins de 20 ans. Il y a environ une douzaine d'employés qui ont plus de 35 ans.

La scolarité moyenne est la septième année et parmi les

moins instruits, il y a surtout les "vieux" et quelques jeunes. A part, 6 employés que l'on retrouve au département de la production, la majorité des employés sont peu ou pas spécialisés. Ce fait procure à la compagnie le loisir de congédier un employé, si elle juge qu'elle n'est pas satisfaite de ses services ou s'il se montre un peu trop combatif à son goût. Le "turn-over" est très élevé.

Pour bien comprendre la situation lors du début de la lutte, il est important de faire ressortir les origines sociales et ethniques des travailleurs. Sur 45 employés à un moment donné, il y avait 20 Québécois, 9 Italiens, surtout du Sud, qui parlaient mieux le français que l'anglais, 5 Espagnols et 2 Portugais qui étaient de nouveaux immigrants. Il y avait aussi des Hongrois, des Polonais et des Allemands, environ 9, tous de vieux immigrants parlant uniquement l'anglais.

Ces faits ajoutés à d'autres produisent qu'il n'existe aucune conscience de l'exploitation. Plusieurs en sont à leur premier emploi et n'on aucune expérience dans le monde du travail. D'autres peu instruits, demeurent inconscients de leur état économique et social. Pour les imigrants, cette situation est accrue du fait qu'ils n'ont pas pleine connaissance de leurs droits, et qu'ils éprouvaient beaucoup de difficulté à communiquer avec les autres travailleurs. Cependant quelques uns étaient prêts à s'organiser et à prendre les moyens nécessaires pour revendiquer leurs droits. Dans l'ensemble, ce qui limitait le groupe entier à passer à l'action, était la crainte du "boss" et la peur de perdre son emploi. Plusieurs s'étant habitués à travailler dans un tel climat, développaient un défaitisme très marqué: "Il n'y a rien à faire, c'est partout pareil".

Le fait d'être syndiqué à la F.C.A.I. n'aidait nullement les choses. Tout en reconnaissant que la F.C.A.I. est vendue au patron, les travailleurs en général ne se sentaient pas assez forts (inexpérience de lutte, très divisés entre eux, le climat répressif très grand dans l'usine) pour entreprendre une lutte.

II - La lutte

Avant la lutte

L'enquête, nous révéla premièrement le fonctionnement de l'usine et deuxièmement elle nous permit de mieux connaître les travailleurs de l'usine. L'enquête nous permit de constater que: le niveau de conscience même syndicale était très bas, que la grosse majorité des travailleurs n'avait aucune expérience de lutte en usine (syndicale ou autre), que plusieurs ne savaient ni lire ni écrire, le niveau moyen de scolarité était très bas, qu'on devait tenir compte dans notre travail de la présence de travailleurs-immigrants, qu'il y avait parmi les travailleurs un problème sérieux d'alcoolisme, que les relations mari-femme étaient très tendues dans plusieurs ménages, que l'influence de l'idéologie dominante était très prononcée, avec tous les clichés que cela comporte tant auprès des "boss" que des syndicats, etc...Aussi, et cela est très important, dans cette usine les travailleurs les plus combatifs se retrouvaient parmi les plus âgés.

Suite à cette enquête deux objectifs furent mis de l'avant: 1) Entreprendre une lutte pour se donner un syndicat fort comme moyen de défense pour éventuellement passer à l'offensive, 2) identifier les travailleurs les plus conscients en vue de la mise sur pied d'un noyau de travailleurs à l'intérieur de l'usine.

Se donner un syndicat fort signifiait éliminer dans un premier temps la F.C.A.I. Devant cette première tâche, il fallait mettre sur pied un réseau de contacts à l'intérieur de l'usine et agir de telle façon que la compagnie et la F.C.A.I. ne se rendent pas compte de ce qui se passait. Cette façon d'agir eut pour résultat que lorsque la F.C.A.I. a réagi, il était trop tard. Durant la même période, une enquête était entreprise sur les centrales syndicales pour voir quel Union répondait le plus à nos besoins. Le choix se porta sur les Métallos, car on avait appris qu'il existait ches les Métallos un local regroupant d'anciens syndicats de la F.C.A.I., d'où une expérience dans ce genre de lutte. Il faut cependant ajouter que nos connaissances étaient très limitées en ce qui regarde le syndicalisme en général et les Métallos en particulier. Lorsque ce choix fut fait, on (c. à. d. 2 militants J et R) croyait rester dans l'usine alors qu'après discussion on décida de quitter l'usine à plus ou moins brève échéance. On peut déjà constater que l'organisation était perçue de façon très mécanique et qu'on oubliait les capacités énormes de récupération que possède une Union Internationale comme les Métallos.

Le travail entrepris pour éliminer la F.C.A.I. permit l'identification d'éléments progressifs (4 à 5 travailleurs) qui ont composé par la suite un réseau de poteaux assez solide pour mobiliser les travailleurs en période de répression plus aigue. Notre travail à l'intérieur de l'usine à

l'époque en fut surtout un de discussion avec les travailleurs constituant le réseau de poteaux pour en élever le niveau de conscience. De plus, il y avait un travail de préparation (contenu syndical) en vue de la négociation du prochain contrat de travail. Ce début de participation des travailleurs aux affaires de leur syndicat développa un climat de solidarité dans l'usine, ce qui était impensable avec la F.C.A.I. et nous ouvra les yeux sur l'appui qu'on devait attendre des Métallos.

Lors de la préparation de la convention collective, il fut élaboré au N.P.E. une stratégie en vue des futures négociations. Il fut entendu: 1) qu'on devait éviter d'amasser toutes les tâches en favorisant une participation la plus grande possible 2) de développer la solidarité entre eux et 3) que l'on devait garder le contrôle de la lutte en critiquant constamment les Métallos et le syndicalisme d'affaire. Cette stratégie avait pour objectifs: 1) d'élever la conscience de classe des travailleurs, 2) de développer la solidarité entre eux et 3) de démontrer le caractère affairiste et opportuniste des Métallos, pour montrer clairement aux travailleurs que c'est principalement sur eux que repose l'issue de la lutte.

En mars-avril 73, le regroupement d'un noyau de travailleur n'a pu être résolu. Ce fait nous amena à se poser les questions suivantes: 1) Est-il essentiel avant d'entreprendre une lutte syndicale dans une usine d'avoir un regroupement de travailleurs structuré pour diriger la lutte? 2) Quel est la priorité du travail politique en petite usine?

Après discussion au N.P.E., il fut décidé: qu'à cause des conditions objectives et subjectives dans l'usine (voir la première partie) et tenant compte du fait qu'il faudrait de 1 à 2 ans de travail dans l'usine pour mettre sur pied un comité de travailleurs, que notre travail se limiterait à 1) négocier un contrat de travail qui répondrait le plus possible aux besoins des travailleurs, 2) préparer notre départ (2 militants du N.P.E.) de l'usine en rendant le syndicat combatif. Il n'était pas question cependant de rompre les liens avec eux dans le futur.

Les deux militants en question en étaient à leur première expérience de travail politique en usine. R. y travaillait depuis 2 ans, il était le président du syndicat et assumait un leadership certain auprès de l'ensemble des travailleurs de l'usine. J., lui, y travaillait depuis 1 an, il ne travaillait dans aucun comité ce qui lui permettait de mettre plus d'énergie au travail politique.

Enfin, ajoutons que la direction de la lutte fut totalement assumée par le N.P.E., mais que la plupart des solutions concrètes pour faire avancer le travail d'organisation venait de la cellule de l'usine, composée des deux militants cités plus haut et d'un militant intellectuel. Ce dernier, en plus d'une formation théorique avait acquis de l'expérience dans ce genre de lutte surtout lors de la lute à Remi Carrier. (Mob. vol. 3 no. 8)

LES METALLOS: REFLET PARFAIT DE SYNDICALISME D'AFFAIRE

Au fur et à mesure que se développait la lutte, nous avons appris à mieux connaître les Métallos. Les Métallos par leurs actions, nous ont clairement montré leur caractère affairiste et opportuniste. Dès le début des négociations, le permanent syndical (une nullité) tent de monopoliser l'information, il accepte au nom du comité de négociations, le permanent syndical (une nullité) tente de sur le futur contrat de travail sont secrètes. Pour les Métallos la participation des travailleurs à la base est une chose très secondaire.

Ils font des discours sur la solidarité ouvrière uniquement lorsque c'est payant pour eux. Cette tentative de monopoliser l'information s'explique en partie par le fait que les Métallos ne sont pas trop empressés à offrir un service de formation même syndicale à leurs membres. Ces cours peuvent développer chez les syndiqués un esprit critique dangereux pour leur "job". Pour être honnête, il faut ajouter que le syndicat faisait partie d'un local jeune qui était en train de se construire.

Pour rendre la participation des travailleurs encore plus difficile, le permanent accepta de négocier un document de travail qui était incompréhensible pour la majorité d'entre-eux, accentuant ainsi la division entre les experts, le permanent syndical et la base. Un tel procédé montre le caractère paternaliste des Métallos et ce caractère est accentué par le langage et les attitudes d'hommes d'affaires qu'adoptent les permanents syndicaux. Le permanent syndical joue au père de famille, possédant une vaste expérience et de part ce fait lui seul est en mesure de mener à bien les négociations.

Plusieurs déclarations dans les journaux ou à la T.V. nous laissent l'impression que les Métallos sont une Union combative. Mais on s'est très vite aperçu qu'entre leurs déclarations fracassantes et leurs pratiques, il y avait un monde. Tout au long de la lutte, le permanent insista sur l'entente et la collaboration de classe qui doit exister dans notre société; "Il y a un problème de communication entre vous et la compagnie, c'est par un dialogue ouvert et franc qu'on peut s'entendre," et sur les lois bourgeoises qui sont les mêmes pour tous!!! S'ajoute à cela, l'attitude "de lèche cul" qu'adoptent les Métallos pour montrer aux boss que la compagnie peut faire des profits avec eux et que ce fait n'est nullement remis en question. D'ailleurs lors du retour au travail le permanent a beaucoup insisté sur le fait que la compagnie avait perdu beaucoup d'argent pendant la grève.

Dans ce climat, nous avons continué les négociations jusqu'en avril en critiquant d'une part, l'attitude des Métallos et d'autre part, les tactiques de désolidarisation de la compagnie. Les négociations aboutirent le 19 avril aux propositions finales de la compagnie (voir annexe I).

En terminant, il est important de souligner les dangers que comportent le type de négociation que préconise le syndicalisme d'affaire. Il tente d'amener toutes les contradictions entre les classes à se résoudre provisoirement par un contrat de travail à l'avantage des boss. Ses pouvoirs récupérateurs et idéologiques peuvent entrainer les travailleurs combatifs dans un cul de sac si on ne fait pas la critique constante de cette arme favorite des compagnies et des syndicats.

LES NEGOCIATION:

Les négociations entre le syndicat et la compagnie commencèrent en janvier 73 au rythme d'une rencontre toutes les trois semaines. Rien de sérieux ne fut discuté avant le début d'avril. Voici les moyens d'action avancés par les deux militants;

Tentative d'impliquer la masse des travailleurs à participer à la rédaction d'un projet de convention collective. A partir d'échange avec d'autres militants et après avoir pris connaissance de d'autres contrats, nous avons essayé de dégager sous forme de revendications ce qui correspondait le plus aux besoins des travailleurs. Ce travail s'est fait de deux façons: par des discussions au sein du comité de négociation (surtout le président du syndicat) et naturellement par des discussions à l'intérieur de l'usine avec les travailleurs. La participation des travailleurs fut à peu près inexistante, elle s'est très vite transformée en un appui total et inconditionnel au comité de négociation qui en plus du président regroupait trois autres travailleurs, (AGES PAR RAPPORT A L'AGE MOYEN). Plusieurs éléments expliquent cette situation: l'absence d'expérience de lutte et le faible niveau de conscience de ces travailleurs, les conditions objectives d'un tel milieu qui poussent les travailleurs les plus

avancés et les permanents syndicaux. Ajoutons à cela que le permanent des Métallos est arrivé pour négocier avec un "projet type" loin de nos besoins réels et qu'il tentait constamment de monopoliser l'information uniquement dans les mains du comité de négociation.

Cependant lors de la suspension du président du syndicat, les travailleurs de l'usine ont réagi. Une assemblée a eu lieu dans l'usine et elle fut suivi d'un arrêt de travail. A ce moment-là, on n'avait pas le droit de débrayer, ce débrayage fut décidé suite à une information erronnée du permanent syndical. La compagnie savait qu'on avait pas le droit de débrayer et elle communiqua avec les Métallos pour leur signaler ce qui se passait dans l'usine. Aussitôt le permanent est arrivé pour nous expliquer pourquoi on ne pouvait sortir et rejettait l'erreur sur le président du syndicat. Après une heure de discussion entre le permanent et la compagnie, la suspension du président fut réduite de trois à une journée et les travailleurs acceptèrent de rentrer lorsque le président leur demande, le permanent ayant perdu toute crédibilité aux yeux des travailleurs de l'usine.

En dépit de cette situation, le comité de négociation ne tomba pas dans le piège du paternalisme et dans le jeu de syndicalisme d'affaires. Il diffusa oralement (plusieurs travailleurs ne savent pas lire) toutes les informations relatives aux négociations, annulant ainsi l'entente intervenue entre la compagnie et les Métallos stipulant que les discussions entre la compagnie et le comité de négociations étaient secrètes. Cette action permit aux travailleurs les plus "intéressés" et "combatifs" de suivre au moins le déroulement des négociations.

Pendant la période de négociation la compagnie a prouvé sa "bonne volonté" de plusieurs façons: elle engage un négociateur professionnel reconnu dans les milieux syndicaux comme un provocateur et un briseur de syndicat, - elle étire les négociations le plus longtemps possible (ce qui fait l'affaire du négociateur qui est payé à l'heure) pour démoraliser les travailleurs en laissant aucune autre alternative que la grève, elle refuse de considérer nos demandes et veut absolument négocier à partir de leur document (propositions); à l'intérieur de l'usine, elle joue les bons "boss" envers l'ensemble des travailleurs mais continue de baver les travailleurs les plus combatifs. La compagnie identifiait le comité de négociation comme étant plus dynamique que les Métallos, donc elle cherchait constamment à le diviser et face à une telle attitude, il nous fallait renforcir le début de solidarité que nous avions réussi à créer.

La grève

Le 24 avril, les travailleurs doivent se prononcer sur les offres finales de la compagnie. A minuit nous avions droit de grève suite au premier vote de grève du 17 avril. Les deux militants avaient déjà décidé, après discussion au N.P.E., de quitter la compagnie pour des raisons politiques (cf. avant la lutte). Une discussion décisive s'est tenu au N.P.E. pour élaborer une stratégie face à l'éventualité d'une grève. Après évaluation des conditions du milieu et du développement de notre travail, il a été décidé de ne pas influencer le vote de grève. Les gars décideront par eux-mêmes; on craignait d'une part de les lancer dans une "grève-suicide" et de se voir surchargé de travail syndical étant donné qu'il y avait aucun regroupement politique de travailleurs au départ et d'autre part nos objectifs politiques étaient très peu clairs à l'époque (La lutte à Rémi Carrier nous a montré les exigences politiques d'une lutte ouvrière dans de telles conditions.)

Malgré les discours du permanent des Métallos recommendant les offres, les travailleurs ont majoritairement voté la grève, croyant appuyer le comité de négociation qui ne s'était pas prononcé. Ce vote était clairement le résultat de notre travail jusque-là: nous avions réussi à développer une solidarité et un début de prise de conscience pour certains travailleurs (5 ou 6), ainsi qu'une confiance dans le type de travail que nous mettions de l'avant (attitude des travailleurs durant toute la période de négociations).

Dans de telles conditions, nous ne pouvions pas laisser tomber le syndicat car face à une grève, celui-ci était démuni. Ce geste de solidarité envers le Comité de négociations pouvait nous permettre de pousser plus loin notre travail politique en clarifiant les enjeux véritables de la lutte avec les travailleurs durant le conflit, mais sans jamais oublier l'expérience de d'autres travailleurs dans de petites usines où les grèves se sont terminées par des échecs ou des demi-victoires. Il était important de prendre les moyens pour ne pas éterniser le conflit, c'est-à-dire que tout en demeurant solidaire et combatif, cela voulait dire ne pas couper les ponts avec la compagnie. Car on savait pertinamment que cette grève avait volontairement été provoquée par la compagnie qui ne l'a croyait pas possible. On en était venu à une entente lorsque la compagnie décida de commencer les nouveaux taux plus tard que prévu initialement pensant que les travailleurs n'iraient pas en grève pour une telle chose. Elle s'est trompée.(1)

Les Métallos ont tenté d'éviter cette grève et le permanent fut le premier surpris du résultat du vote. En aucun moment, ils ne tentèrent d'encourager les gars à lutter. Le permanent, ayant beaucoup de travail (trois négociations, une autre grève), on le voyait cinq minutes par semaine. Aucun service adéquat ne nous était offert. Mais chaque fois que l'on faisait des pressions au bureau ou des menaces de publicité, ils devenaient plus disponibles et plus coopérants.

Une vingtaine de travailleurs étaient sur les lignes de piquetage tous les matins. Afin de se donner une organisation solide durant la grève, nous avons tenté de former différents comités pour faire participer tout le monde. Ce fut en vain. Les mêmes travailleurs se retrouvaient avec toutes les tâches. Notre travail de militant, s'est limité à organiser des discussions avec l'ensemble des travailleurs pour développer une solidarité entre eux, à des discussions plus politique avec les travailleurs les plus conscients (5 ou 6), à organiser des loisirs pour solidifier le groupe, à faire des pressions auprès des Métallos et à publiciser la lutte surtout à l'intérieur de groupes et de syndicats progressifs dans le but de mettre sur pied un fond de soutien.

Ce travail a eu des résultats positifs. Le conflit était de plus en plus perçu comme un affrontement entre deux classes. L'identification de la contradiction capital-travail devenait de plus en plus claire pour les travailleurs les plus avancés. La solidarité grandissait entre les travailleurs même si le groupe diminuait. A la fin, il ne restait que 12 travailleurs, c'étaient les plus conscients. A mesure que le conflit progressait une compréhension plus juste du syndicalisme d'affaire et des lois bourgeoises se développait. De plus parmi les travailleurs qui restaient, il y a eu une prise de conscience "timide", de la nécessité de se lier à d'autres travailleurs en vue d'un travail politique à long terme. A cause la longueur du conflit (9 semaines); la fatigue et la paresse ont souvent donné un peu trop d'importance aux activités de loisirs que nous organisions, ceci eut des conséquences néfastes par la suite sur notre travail politique...

La compagnie n'a pas prix au sérieux la grève durant les premières semaines. Quand les boss entraient dans l'usine, ils faisaient des farces avec les piqueteurs. Il n'y a

eu aucun affrontement sérieux, même verbal, entre la compagnie et les travailleurs. Personne ne travaillait à l'intérieur de l'usine. Après la troisième semaine de grève, la compagnie passe à l'offensive: elle tente de sortir des marchandises, nous les arrêtons, elle envoie des lettres aux épouses pour tenter de briser le syndicat, chaque lettre a eu un effet stimulant pour la plupart des travailleurs. Elle intente des poursuite de $100,000 contre les travailleurs combatifs et les Métallos. Le lendemain, on se moque d'eux. Elle tâta notre pouls en nous contactant par l'un de ses vendeurs, après un mois de grève. Plus tard, elle fera travailler les contremaîtres à l'assemblage (3 seulement).

Le rapport de force se transformait en notre faveur. La compagnie ne pouvait plus se permettre l'inactivité, elle perdrait des clients aux mains de ses concurrents. Après neuf semaines de lutte, la compagnie cède et nous accorde toutes nos demandes initiales plus quelques améliorations qu'on avait exigé durant la grève ("plus ça va durer, plus ça va coûter cher"). La compagnie se propose pour rédiger le contrat de travail accepté par les deux parties. Dans la rédaction finale, on retrouve une clause sur le taux d'embauche (voir annexe I), mais cette question n'avait jamais été discutée entre le comité de négociation et la compagnie. Les taux avancés ont pour effet que les nouveaux employés retirent présentement le salaire minimum, $2.10 l'heure. A ce moment là, ça faisait déjà deux semaines qu'avait eu lieu le retour au travail (12 travailleurs), et la compagnie avait engagé une vingtaine de nouveaux pour remplacer ceux qui étaient partis durant la grèvee. Donc, on n'était nullement en mesure de reprendre la lutte sur un tel sujet.

APPUIS EXTERIEURS

La majorité des décisions, concernant le déroulement de la lutte, se prenaient en cellule qui était composé d'un militant intellectuel du N.P.E. et des 2 militants travaillant dans l'usine. Le rôle du N.P.E. a été très limité surtout en ce qui regarde la tactique et les tâches quotidiennes parce que d'une part les rapports présentés étaient surtout des narrations d'événements et suscitaient peu de débats et d'autre part sauf l'expérience de Remi Carrier, dont il n'existait qu'un bilan partiel, ils n'avaient de jus concret à apporter dans cette lutte.

L'expérience à Remi Carrier nous a fortement influencé. On a voulu éviter les erreurs commises par la présence d'intellectuels qui faisaient la lutte à la place des travailleurs. Les militants choisis étaient ceux qui avaient une connaissance plus grande du milieu et de la classe ouvrière en général. Leurs interventions dans cette lutte avaient deux objectifs: 1) encourager et élever le moral des travailleurs 2) et si possible susciter des discussions politiques avec ces derniers.

Le premier objectif a été réalisé. Les travailleurs sentaient qu'ils n'étaient pas seuls, ce qui leur a donné un regain de vie. Sauf pour un militant qui est venu régulièrement, il a été difficile de réaliser le deuxième objectif. Il était nécessaire tout en tenant compte de leur niveau de conscience, d'avoir des discussions suivies avec eux. Ce type d'intervention produisit que les militants du CAP Saint-Jacques ont été identifiés comme des bons gars, mais non comme des militants socialistes.

Pour nous, l'identification comme socialistes auprès des travailleurs est importante que dans la mesure où cette identification fait avancer la lutte. Dans ce cas-ci, on en était au niveau primaire "de l'unité et de la solidarité". De plus, comment pouvions-nous, nous identifier? Avec quel programme politique? C'est par des gestes concrets que les deux militants ont construit leur crédibilité auprès des travailleurs et non par de beaux discours.

La présence de ces militants à intervalles réguliers eut d'autres effets positifs comme par exemple: la compagnie eut l'impression qu'on était appuyé par une organisation puissante, ce qui provoqua chez elle une crainte et une sur-estimation de notre force.

Deux militants du Cap St-Michel ont joué un rôle le plus important durant la grève (voir annexe II). Devant la nécessité de créer un fond de soutien, on fit appel à eux pour les raisons suivantes; 1) le manque de participation des travailleurs au comité de fond de soutien 2) le choix limité; sur 12 travailleurs qui continuaient la lutte, 3 étaient déjà dans un comité, 5 ne savaient pas lire ou écrire le français, 1 était sourt et muet, les autres refusaient par manque de maturité ou pour toutes sortes de raisons, 3) ils avaient suivi la lutte depuis le début et ils étaient connu des travailleurs de l'usine. 4) leur local était près de l'usine 5) c'était pour eux une expérienc enrichissante politiquement.

Le comité de soutien fut donc composé de deux militants de St-Michel, d'un militant travailleur (J) et d'un militant du N.P.E. qui avait vécu de très près la lutte à Remi Carrier.

Contrairement à Remi Carrier, il fut décidé de publiciser la lutte moins largement. La propagande était faite surtout parmi les groupes progressifs et quelques syndicats combatifs. Toute personne qui voulait nous contacter devait d'abord passer par le comité de soutien. D'autre part, les militants de St-Michel devaient faire resortir le caractère politique des sommes reçues.

Du fonctionnement et des résultats de ce comité de soutien nous pouvons tirer les conclusions suivantes. L'argent que nous donnait les Métallos étant nettement insuffisante, l'appui de d'autres travailleurs en grève (Shellcast) a fait prendre conscience à certains de la nécessité de liens entre les travailleurs de petites entreprises et les autres travailleurs . Cet appui extérieur a de plus ébranlé la compagnie et a permit aux militants qui y participaient d'acquérir une expérience nouvelle tant au niveau technique que politique. Voilà pour les résultats positifs, voyons maintenant le côté négatif de ce comité. La principale critique que l'on doit lui adresser est que le comité n'a pas su développer le caractère politique d'un tel comité. Lorsqu'un don nous arrivait on regardait le montant d'argent principalement. En somme le comité s'est limité surtout à faire un travail technique de collecter l'argent.

Le retour au travail

Le 26 juin 73, la compagnie et le syndicat signe un mémoire d'entente. C'est une **victoire syndicale** pour les travailleurs. Le retour au travail s'est effectué entre le 28 juin et le 4 juillet. Il y eut un certain relachement des militants dans leur travail politique, causé par la fatigue après 9 semaines de grèves et par une sur-estimation peut-être de la combativité développé chez les travailleurs. En effet, cette combativité s'est passablement transformée après quelques jours de travail. Les vieilles habitudes de travailler individuellement reprirent de plus belle. Le fait d'avoir obtenu une augmentation de salaire produisit que plusieurs se sentaient obligés de produire plus. Même si nous reconnaissions avoir été inconsistants dans notre travail, nous croyons que le facteur principal qui a transformé le rapport de force: c'est la stratégie de la compagnie à laquelle nous n'avons pu répliquer correctement.

D'une part, il y a eu deux semaines de vacances, du 13 au 30 juillet 73, qui ont refroidi notre solidarité, et d'autre part la compagnie ayant perdu beaucoup d'argent et les augmentations de salaires rongeant ses profits, elle orienta sa stratégie de façon à combler ses déficits et à éliminer les têtes dirigeantes du syndicat:

1) En émettant des règlements d'usine écoeurants
2) En exercant un contrôle accru de la production pour hausser les cadences
3) Par une surveillance accrue des travailleurs par les contremaîtres.
4) En montrant des dossiers sur les travailleurs combatifs, en les suspendant et en les congédiant.

Pour faire face à la répression, nous disposions de deux moyens; faire des griefs (l'arme préférée du syndicalisme d'affaire) ou développer des gestes de solidarité pour rendre les travailleurs plus combatifs et donner un contenu politique à ces luttes (ralentissement de travail, grève illégale, etc...)

Premièrement, nous avons tenté le deuxième moyen pour s'opposer à la répression. Mais après 9 semaines de lutte, les gars nous répondaient "Il faut trouver une porte de sortie" i.e. des solutions qui ne les impliqueraient pas. En somme, ils voulaient travailler en paix. Cette réaction, ils l'ont manifestée dès les premiers gestes répressifs de la compagnie: la suspension de trois jours à J. et du président du syndicat au retour de vacances. vacances.

Devant ce manque de combativité, on a concentré nos énergies à faire des griefs, ce qui faisait l'affaire du syndicat qui récupérait ainsi et éteignait toute étincelle de lutte. ça faisait aussi l'affaire de la compagnie qui maintenait ainsi la division et qui possédait les outils nécessaires pour résoudre ses problèmes (l'argent, les avocats, les juges et les lois.)

Nous avons déjà perdu 4 arbitrages, d'une part, parce que sur ce terrain la compagnie a des avantages et d'autre part, parce que les Métallos ne mettaient pas les énergies nécessaires pour défendre ces griefs. A l'intérieur de l'usine, la répression continua: démission de travailleurs combatifs, congédiement de J., sans aucune réaction des gars sinon comme mentionné plus haut.

Devant une telle situation les militants ont préparé leur départ. Un travail plus intense fut fait avec 4 travailleurs plus combatifs qui éventuellement allaient prendre la relève à l'intérieur de l'usine. Depuis le départ des deux militants, il existe des liens informels entre le N.P.E. et les travailleurs combatifs de l'usine. Le N.P.E. apporte une aide technique, va encourager les gars lors d'assemblé syndicale et témoigne lors des jugements de griefs.

III Les acquis

Ce qui va suivre n'est qu'une première conclusion de la lutte que nous avons mené dans cette usine. Il nous fut difficile de faire ressortir clairement les acquis, les expériences positives et négatives de cette lutte. Nous croyons que les militants progressistes et plus particulièrement ceux du N.P.E. peuvent contribuer grandement à cette clarification.

Nous tenterons d'abord de faire ressortir les principaux acquis de la lutte et les principales questions sur lesquelles nous devons nous pencher dans les semaines à venir. Cette conclusion sera juste et nécessaire pour le mouvement que dans la mesure ou les camarades (surtout ceux du N.P.E.) sauront critiquer notre travail dans cette usine.

NOS ACQUIS

Nos acquis sont principalement de deux ordres; politique et syndical.

A) Nos acquis politiques

Notre lutte a clairement fait ressortir la nécessité de l'enquête comme outils indispensable pour intervenir dans un milieu. Nos interventions durant le conflit firent constamment référence aux résultats de cette enquête. Cette enquête en plus de nous montrer concrètement comment fonctionnait l'usine, nous fit connaître les travailleurs. Des détails comme le fait que beaucoup de travailleurs ne savient ni lire et ni écrire produisirent que la priorité au niveau de la propagande en fut une orale. De plus l'enquête permit de découvrir les travailleurs les plus conscients ou combatifs.

2) Il est important dans tout travail d'élaborer des méthodes de travail qui correspondent au niveau de conscience des travailleurs avec lesquels nous travaillions. Ceci ne veut pas dire: être à la remorque des travailleurs mais agir de façon à être compris et que ces méthodes permettent la participation la plus grande possible. Il ne faut pas s'enfermer dans des carcans trop rigides, il faut développer une souplesse dans le travail qui nous permet de réagir au moindre changement. Sinon ce qui risque d'arriver c'est que les militants font faire la lutte à la place des travailleurs en grève en accumulant toutes les tâches.

3) Pour éviter de tomber dans ce piège, il est important d'élever le niveau de conscience des travailleurs par des luttes collectives issues de leurs besoins et à travers lesquels la principale tâche est d'y développer un contenu politique. Dans cette lutte-ci, il ne fut jamais question de partir en "balloon" sur des points qui ne touchaient pas concrètement les travailleurs car comme il est dit plus haut, on en était au début du travail politique, notre tâche était de solidifier le groupe et de l'unifier.

4) Cette lutte a permis d'approfondir nos connaissances sur le travail à faire en petite usine en vue de la création d'"un comité de travailleurs". Il faut cependant ajouter que le texte publié par mobilisation sur les comités de travailleurs nous a grandement aidé.

5) C'est vraiment à partir de cette lutte et à la lecture du bilan de lutte en petite entreprise que nous avons acquis une vision plus claire du travail à faire dans les petites usines et discuter des priorités à y accorder. On n'a pas encore une réponse claire à cette question. Mais de plus en plus les militants du N.P.E. orientent leur travail en fonction de la grande entreprise, considérant qu'en petite entreprise, le travail politique est limitée et politiquement non prioritaire.

6) Dans tout travail politique, peu importe le milieu les militants doivent acquérir la confiance des travailleurs. Cette confiance ne s'acquière pas par de beau discours sur le socialisme, mais par des gestes concrets. Cette confiance est très imnportante car elle permet d'assumer un rôle de "leadership" qui est très important lorsqu'en plus des "boss" on doit faire face à une Union qui tente constamment de récupérer la lutte en sa faveur (cf. Les

Métallos, reflet parfait du syndicalisme d'affaire).

7) Cette lutte nous a permis de mettre en pratique certains principes du marxisme-léninisme. En effet tout au long de la lutte, tout en se référant à l'enquête et à l'analyse du développement de la lutte nous avons agi de telle sorte que nos objectifs reposent sur la réalité et notre stratégie sur nos forces. Les militants lors de cette lutte ont utilisé les textes suivants: **l'enquête ouvrière** de Marx, **Salaire, prix et profit** ainsi que **De la pratique** de Mao.

NOS ACQUIS SUR LE SYNDICALISME

Dans cette lutte nous avons fait l'expérience de ce que pouvait être la mise sur pied d'un syndicat qui se veut démocratique dans une petite usine. Cette expérience nous a servi à mieux connaître et "apprécier" le syndicalisme d'affaire pour qui l'intérêt des travailleurs est très souvent une chose secondaire b) et à mieux voir le rôle de l'Etat et la connivence entre l'Etat, les Unions et les capitalistes face aux travailleurs.

La grande leçon que nous tirons de notre expérience en ce qui regarde le syndcialisme d'affaire est de ne jamais sous-estimer son caractère récupérateur. Comme il est dit au début de cette conclusion n'est pas finale plusieurs questions sont encore sans réponse pour nous.

ANNEXE I

Les avantages économiques obtenus

Offres finales de la cie au 24 avril 1973	Propositions acceptées lors du retour au travail le 26 juin 73
Salaires: Réajustement et augmentation de l'ordre de: minimum 0.20, maximum 0.55, plus 0.20 pour la durée du contrat.	**Salaires:** réajustements et augmentation de l'ordre de: minimum 0.30, maximum 0.65 plus 0.30 pour la durée du contrat.
Paiements forfétaires: $100. à tout le monde	**Paiement forfétaire:** De $250. à $500. i.e. toutes les heures travaillées entre le 5 déc 72 et le 24 avril 1973.
Congés statutaires: 9 pour la durée du contrat	**Congés statutaires** 9 la première et deuxième année. 10 la troisième année.
Réduction des heures de travail 1ère année: de 45 à 43 hres 2ème année: de 43 à 42 hres 3ème année: de 42 à 40 hres avec pleine compensation	**Réduction des heures de travail** Idem
Clause de transfert temporaires refusée par la cie Pour un salaire moyen de $2.00 de l'heure en avril 1973, une augmentation équivalant à $2.85 à la fin du contrat (déc. 75)	**Clause de transferts temporaires** acceptée selon la proposition syndicale Pour un salaire moyen de $2.00 de l'heure en avril 1973 une augmentation équivalent à $3.15 à la fin du contrat (déc. 75)

Clause sur le taux d'embauchage

6 premiers mois: $1.85 l'heure; de 6 à 12 mois: $1.95 l'heure, de 12 à 18 mois: $2.05 l'heure, 18 mois et plus: $2.15 l'heure. Ces taux étant augmenté de $0.10 le 5-12-73 et d'un autre $0.10 le 5-6-74.

N.B. Le 5 juin 74, le salaire horaire en entrant est de $2.05 l'heure, en mai 74, le salaire minimum était porté à $2.10 l'heure.

ANNEXE II

La participation du Cap St-Michel à cette lutte

a) Introduction

Le Cap St-Michel n'avait pas comme tel de front travail au moment de cette grève. Il s'occupait surtout de travail de quartier avec des militants dans un comptoir alimentaire et une association de locataires. Deux militants du CAP participeront à la grève. Il s'agit d'un militant du comptoir alimentaire et d'un autre de l'association des locataires.

B) Situation dans l'usine et interprétation

Au départ, il y a une rencontre avec des militants du N.E.P. qui nous situe le conflit; il nous apparaît alors que notre travail comme militants socialistes, étant donné la situation peu avancé d'une organisation autonome des travailleurs à la base en serait un d'appui aux travailleurs et aux militants du N.P.E. même si le travail politique nous semble difficile à situer de façon claire.

C) Formes d'intervention

Les interventions se sont limitées à trois types:

1- présence sur la ligne de piquetage
2- mise sur pied d'un front de soutien
3- articles dans le journal local

1 présence sur la ligne de piquetage: Le piquetage nous semblait un moyen intéressant de nous identifier aux travailleurs en lutte; notre présence s'est limitée à 4 fois par semaine à raison d'une heure par jour et ce pendant un mois. Nos contacts se sont faits surtout avec les militants du N.P.E. Nous passions par eux à chaque fois pour avoir un compte-rendu de la situation; nous n'avons développé que des liens superficiels d'amitié avec les gars; nous n'avons pas su analyser la situation concrète au point où il nous aurait été possible de pousser avec les travailleurs les plus avancés une explication plus claire des intérêts des deux groupes en lutte, soit les boss et les syndiqués.

2 Article dans le journal local: Nous avons publier un article du président du syndicat dans le journal du coin; le but de cet article était de faire prendre conscience aux gars que la population du quartier où se menait la grève était au moins au courant du conflit. Le geste comme tel n'a pas eu beaucoup de portée; les gars se sont contentés de regarder la photo et n'ont pas lu l'article.

3 le fonds de soutien: Il a été décidé de metre sur pied un fonds de soutien. Une enquête a été faite auprès des travailleurs en grève pour connaître les conditions de travail telles que perçues par ceux-ci. Ceci en vue de publier un petit texte d'environ quatre pages pour sensibiliser l'opinion publique à leur lutte ce qui permettrait de ramasser des fonds.

La préoccupation principale des militants était de toujours relier la lutte aux travailleurs en grève. Chaque étape demandait une consultation auprès des ouvriers et leur approbation quant au contenu. La diffusion du texte s'est faite surtout auprès des groupes populaires, progressistes et des syndicats.

L'organisation du fonds de soutien était sous le contrôle d'un comité de négociation du syndicat. Ce comité a très peu fonctionné, ceci était dû au fait que les membres du comité de négociation ne pouvaient que très difficilement quitter les lignes de piquetage.

L'enquête pour publier un dossier sur le fonds de soutien a été faite de façon trop formelle dans ce sens qu'elle est apparue de façon spontanée chez les travailleurs. L'enquête aurait due être menée de façon plus régulière sur la ligne de piquetage, ce qui aurait permis aux gars d'identifier plus clairement la signification de l'enquête en terme de lutte.

Ceci a eu pour effet que les gars ont semblé apprécier le dossier mais qu'il a eu comme tel très peu d'effets mobilisateurs. Le fonds de soutien a permis aux gars d'identifier d'autres groupes de travailleurs sympathiques à leur grève.

Notre rôle s'est situé en fait plus au niveau de **l'organisation** étant donné le type de contact (de l'extérieur et sporadiques) que nous avons entretenu aves les travailleurs.

CONCLUSION

Le manque de clarté sur les buts politiques à poursuivre avec les travailleurs a amené les militants de St-Michel à opérer de façon plus ou moins humaniste. Ce qui se traduit concrètement par un manque de continuité et d'analyse des interventions quotidiennes auprès des grévistes (parler à n'importe qui, n'importe comment, sans se soucier d'identifier et de travailler à consolider les positions des éléments les plus progressistes.)

Le travail d'appui et d'organisation a eu comme effet d'aider à une victoire syndicale des travailleurs, ce qui est quand même à notre avis un acquis important pour les travailleurs de cette usine. Ce qui ne nous empêche pas de souhaiter voir s'éclaircir, à partir de d'autres expériences concrètes, le rôle politique clair de militants socialistes venus "de l'extérieur".

Bilan de militants dans un quartier

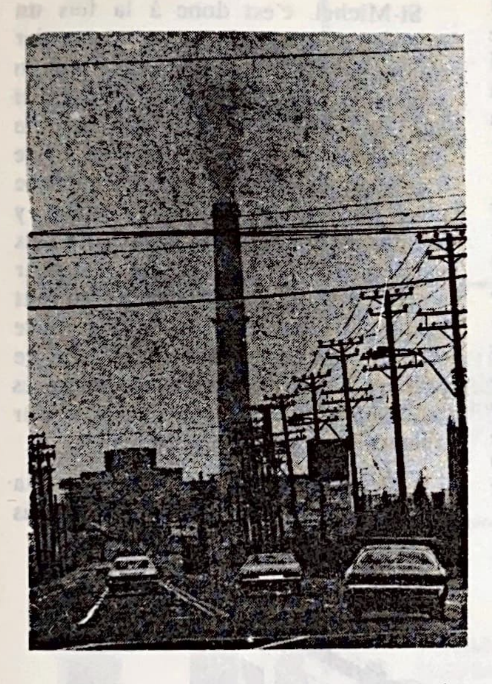
Deux ans de travail politique dans le quartier St-Michel

- ANALYSE DU QUARTIER
- BILAN DU COMITE D'ACTION POLITIQUE DE ST-MICHEL
  - —le comptoir alimentaire
  - —la garderie
  - —le bulletin de quartier
  - —le P.Q.
- PERSPECTIVES

Première partie

Le quartier

St-Michel, c'est un quartier situé dans le nord-est de Montréal, à côté de Montréal-nord, St-Léonard, etc...Près de la moitié du quartier est occupée par les deux plus grosses carrières de Montréal (Miron et Francon, deux compagnies contrôlées par des monopoles étrangers).

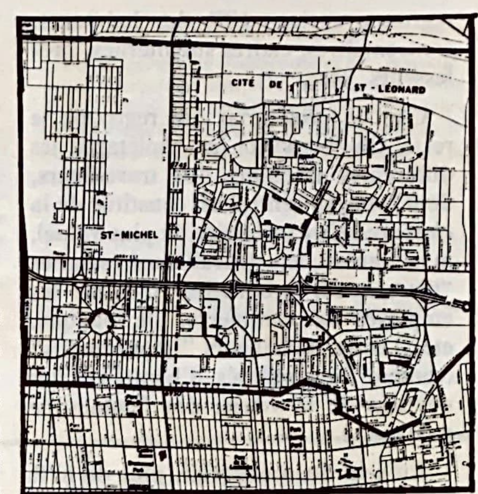


Les conditions de vie dans le quartier sont parmi les plus défavorables à Montréal. Ainsi les logements sont conçus pour une population ouvrière et sont souvent de mauvaise qualité: imaginer d'immenses blocs de trois étages qui s'étalent sur des rues entières et qui ressemblent quelquefois à des "blockhouses". Le pourcentage des locataires dépasse 70% et le reste est surtout composé de petits propriétaires d'uni-familiales.

A ces conditions d'habitation se combine la situation extrêmement pénible de l'environnement. A St-Michel, il n'y a presque pas de parcs, de verdure. A cause des carrières, on y retrouve le plus haut taux de pollution au Québec, peut-être même au Canada. Les camions qui transportent la pierre circulent et brisent la chaussée. La masse très grande de petites et de moyennes entreprises, dispersées partout dans le quartier rajoutent encore plus à la pollution. De plus, contrairement à certains autres quartiers ouvriers où il y a un minimum de planification, à St-Michel, il n'y a rien de ce genre: les entreprises sont dispersées à travers le quartier au milieu des habitations. Presque tous les habitants vivent sur des rues où il y a des entreprises, ce qui veut dire pollution, bruit, circulation de camions, absence quasi-totale d'espaces verts, etc...

LES ENTREPRISES

Sauf les carrières, la grande majorité des entreprises est de taille moyenne ou petite: des petites shop d'alimentation (boulangerie), de transformation de métal, de textiles, de meubles, etc...A cela se rajoutent de nombreux "services": commerces, garages, entreprises de transport, un hôpital, etc...Très peu de ces travailleurs sont syndiqués; la grosse partie des syndiqués est constituée des 2,000 employés de Miron et des 200 chez Francon ainsi que des travailleurs de l'hôpital. Ailleurs, toute tentative de syndicalisation rencontre les obstacles les plus grands. Comme dans l'exemple de M.D., la plupart des entreprises



fabriquent des biens non produisibles en grande quantité, ou des pièces qui peuvent servir ensuite dans la grande industrie (comme par exemple l'usine de Shellcast (1) à Montréal nord). L'importance économique de ces petites entreprises est minime si on regarde les entreprises une après l'autre. C'est dans leur ensemble qu'elles sont stratégiques pour le capitalisme. A cause de ces conditions, il est très difficile pour les travailleurs de s'organiser de façon locale, par l'organisation syndicale ou autre.

LA POPULATION

St-Michel, c'est près de 75,000 habitants avec une composition prolétarienne dominante. Seuls quelques petits propriétaires et notables y demeurent, constituant seulement 6% de la population (d'ailleurs concentrée dans un seul secteur géographique). La nouvelle petite bourgeoisie (2) elle,

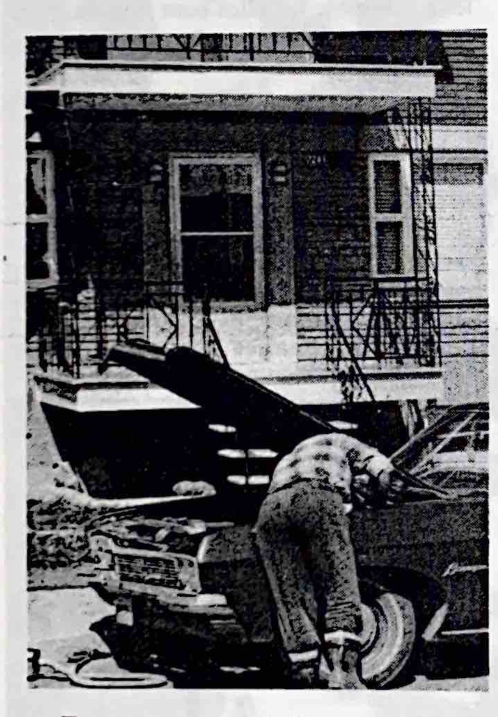


La grande majorité des entreprises à St-Michel sont de taille moyenne...

regroupe environ 10% des habitants: contremaîtres, cadres subalternes, professeurs, etc...

C'est le prolétariat qui regroupe le reste. On entend ici par prolétariat les différentes fractions des travailleurs, dont le noyau central est constitué de la *classe ouvrière* (créatrice de plus-value), mais aussi les travailleurs salariés "directement productifs" (comme les employés de commerce, de banque, etc...) et les travailleurs "improductifs" (comme les employés d'hôpitaux, des ouvriers de la voirie, des femmes de ménage...).

Au sein du prolétariat, plus de 62% appartiennent à la classe ouvrière. Le prolétariat constitue la principale classe sociale du quartier. Elle regroupe des travailleurs du secteur primaire (les carrières Miron et Francon), secondaire (toute les entreprises de fabrication) et tertiaire (commerce, hôpital, services financiers, scolaires et administratifs).



En gros, on peut dire que *plus de 85% de la population du quartier est composé de travailleurs de différentes fractions du prolétariat.*

En 1961, les statistiques fédérales indiquaient que plus de 80% de la population avait un revenu annuel de $7,000. et moins, dont au moins 20% en bas du revenu minimum ($3,000). Il est à noter également que plus du tiers de la main-d'oeuvre est composé de femmes.

Une autre caractéristique de la population à St-Michel est sa *jeunesse*: les moins de 20 ans constituent plus de 40% de la population totale (comparativement au chiffre de 36% pour la région métropolitaine). Cet aspect est caractéristique à une population prolétarienne à faible revenu: il y a beaucoup d'enfants et de jeunes dans les familles.

LANGUE, ETHNIE

St-Michel est un quartier majoritairement francophone. Environ 63% de la population est composée de francophones. Cette proportion a toutefois diminuée en dix ans de 6% au profit des travailleurs immigrés qui constituent maintenant environ 30% (soit une augmentation de 7% en dix ans). Parmi ces immigrés, plus de la moitié est composée de travailleurs d'origine italienne. Ce sont eux généralement qui subissent les conditions de vie et de travail les plus difficiles. Plusieurs d'entre-eux viennent de la région-sud de l'Italie, une région extrêmement sous-développée et d'une pauvreté particulière (3). Sans expérience syndicale ou politique, sans qualification de travail et bien souvent dominés par des clans familiaux, ces travailleurs d'origine italienne sont très coupés du reste de la population. Les contacts entre les ethnies sont assez rares. Ajouter à cela le fait de l'anglicisation de ces immigrés (l'envoi des enfants à l'école anglaise) cela accentue encore plus leur isolement.

ST-MICHEL, UN CAS SPECIAL

Contrairement aux vieux quartiers ouvriers de Montréal comme le centre-sud et le sud-ouest, des quartiers en restructuration interne, St-Michel est encore en expension. Contrairement à Maisonneuve où est concentrée la grande industrie de base, St-Michel, c'est un ensemble de petites entreprises qui sont un peu comme l'"infrastructure" de la grosse industrie. Contrairement aux quartiers du centre de la ville (Rosemont, Papineau, St-Edouard...) oùsont situés les quartiers résidentiels du prolétariat, St-Michel est industrialisé à plein. Ce n'est pas un quartier résidentiel à proprement parlé.

St-Michel, c'est donc à la fois un quartier industriel et un quartier résidentiel. C'est aussi un quartier en expension aussi bien du côté résidentiel que du côté industriel. En fait, le quartier est un peu comme "la porte d'entrée" de la ville: porte d'entrée pour les travailleurs qui viennent y habiter et qui ne le quittent que s'ils parviennent à trouver un meilleur emploi, et aussi porte d'entrée pour tout le complexe industriel de la ville qui se sert du quartier comme un lieu de préparation et de fabrication de pièces et d'objets secondaires devant servir ailleurs dans la grande industrie.

Ces caractéristiques font de la population un ensemble social à la fois



St-Michel est à la fois un quartier résidentiel et industriel

"réceptif" (étant donné les conditions d'exploitation particulièrement aigues) et"mouvant" (beaucoup de gens vont et viennent, ils sont difficiles à mobiliser dans leurs lieux de travail...). C'est dans ce contexte que se situe l'intervention d'un groupe militant issu des luttes populaires des années 1969-70: *LE COMITE D'ACTION POLITIQUE DE ST-MICHEL.*

Notes

1) Shelleast: petite entreprise de métallurgie fabriquant des pièces pour l'industrie électronique et aéronautique. En novembre '73, les 40 travailleurs de l'usine (la plupart des immigrés latino-américain, haitiens, grecs, etc...) déclenchèrent une grève illégale pour la reconnaissance syndicale. Suite à la répression conjuguée de la police, des patrons et du ministère de l'immigration, les travailleurs durent arrêter leur grève en mars '74 sans avoir remporté aucuns gains.

2) Ces catégories de bourgeoisie et de "nouvelle" petite bourgeoisie sont celle utilisées par Céline St-Pierre dans son travail sur les classes sociales, in Socialisme Québécois no. 24. Voir le tableau tel qu'appliqué à la situation de St Michel (cf. le tableau I)

3) Cette région comprenant surtout la Sicile a été consciemment sous-développée par la bourgeoisie italienne qui voulait se constituer là un réservoir de main-d'oeuvre dépendante et à bon marché.

TABLEAU I

CLASSE	SOUS-CLASSE	CATEGORIE	PROFESSION
NOUVELLE PETITE-BOURGEOISIE 10.3		Travailleurs salariés employés à l'organisatio, encadrement du travail (1) 5.1	administration 5.1
		Travailleurs salariés du secteur improductif (niveaux politique et idéologique 5.2	professions libérales et techniciens 5.2
PROLETARIAT 89.9	AUTRES CLASSES LABORIEUSES 27.8	Travailleurs improductifs 8.5	travailleurs des services et des activités récréatives 8.5
		Travailleurs indirectement productifs 19.3	employés de bureau 13.2
			vendeur 6.1
	CLASSE OUVRIERE 62.1	Travailleurs directement productifs 62.1	travailleurs des transports et des communications 9.1
			secteur primaire .5
			ouvriers de métier artisans, ouvriers à la production et travailleurs assimilés 46.
			manoeuvre 6.5

Source: B.F.S. 1961

deuxième partie

Bilan du CAP St-Michel

La phase de l'électoralisme

Les animateurs sociaux du nord de la ville ont longtemps maintenu leur contrôle sur les initiatives populaires.

Ainsi en 1970, devant les élections municipales, les animateurs qui contrôlent alors les groupes populaires, devant le cul-de-sac du travail d'animation ("sensibiliser les gens à leurs problèmes"), décident de se rallier au FRAP pour augmenter la pression de leurs revendications. Divers militants du quartier se forment en comité électoral pour être présents partout, sans tenir compte des niveaux d'implantation à la base.

Cette situation pratique se combine au fait que le FRAP appuyait son programme sur l'analyse social-démocrate de la société et de ses "problèmes". (Voir à ce sujet le "Début d'un mouvement socialiste"). Ce qui a eu pour effet de diviser artificiellement les luttes défensives des travailleurs de la lutte dite politique, pour le pouvoir municipal et de donner à cette lutte politique un caractère réformiste. L'organisation du FRAP est, conséquemment à cette ligne, copiée sur le modèle bourgeois d'organisation politique basée sur des "représentants des intérêts des citoyens" sur une base géographique (de districts).

A St-Michel, des animateurs du FRAP créent assez artificiellement (sans luttes sociales précises) les groupes populaires et persuadent un peu plus tard les gens d'entrer dans la lutte contre Drapeau en déclarant:

"L'intérêt d'une telle stratégie est précisément de rejoindre l'intérêt de plusiers groupes tout en leur permettant d'acquérir une force qui brise l'isolement et l'impuissance dans laquelle chacun se trouve..."

L'échec des élections provoqua la dissociation du regroupement de St-Michel du FRAP. Pour les animateurs alors à St-Michel, la défaite du FRAP prouve que le monde n'est pas encore prêt pour la lutte politique. Dans l'analyse du début du mouvement socialiste à Montréal, (MOB. vol. 3, no. 1), on dit:

"...la lutte entre d'un côté les tendances socialistes et syndicalistes et d'un autre côté la tendance réformiste des animateurs sociaux entraina le départ du FRAP des Cap Ste Anne, St-Michel, Rosemont et Villeray, lesquels dépendaient surtout du leadership des animateurs sociaux. Les trois derniers (St-Michel, Rosemont et Villeray) avaient été créés lors des élections municipales et n'avaient pas d'existence militante antérieure..." (p.55)

La phase de l'animation sociale

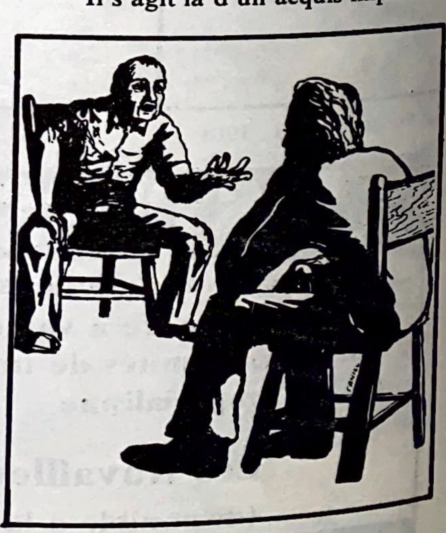
Le départ du FRAP ne s'effectue pas à la suite d'une analyse serrée des objectifs politiques, mais à cause de la faiblesse de l'implantation dans le quartier à laquelle ne correspondaient plus les exigences du FRAP. Comme les autres Cap qui avaient quitté, les militants de St-Michel retournent alors à des activités apparentées à celle des comités de citoyens de la période antérieure (avant 1970). Le type d'interventions suggérés correspondaient aux objectifs politiques et stratégiques des animateurs sociaux qui dominent encore le CAP. Celui-ci devient alors le "Regroupement des citoyens de St-Michel". Les militants plus avancés pensent, par ce moyen, partir du concret pour "politiser les gens" et "s'implanter".

Mais dans ce choix politique de l'"implantation" se dessine encore l'orientation de l'animation sociale et de l'idéologie social-démocrate qui la sous-tend: c'est-à-dire qu'on s'"implante" sur le terrain de la consommation, et non sur le terrain de la contradiction principale du système capitaliste (les lieux de travail). A travers les luttes économiques sur le plan de la consommation, il s'agissait de dégager des aspects politiques. *C'est ainsi qu'on crée un comptoir alimentaire, à l'intérieur duquel on veut commencer un travail politique:* expliquer par l'exemple la possibilité de s'organiser de façon autonome et collective. De là, les gens touchés par le comptoir s'organiseraient dans leur milieu respectif spontanément. Le travail politique était ainsi vu comme un travail de *dénonciation*: dénoncer le système capitaliste sans pour autant proposer des moyens organisationnels pour le remplacer et sans préciser le contenu politique de cette alternative. Ce qui fait qu'en pratique, plusieurs militants au sein du "regroupement des citoyens" étaient des péquistes pour lesquels il n'y avait aucune contradiction entre leur pratique dans le quartier et la ligne politique pro-capitaliste du PQ. AU contraire, ils avaient même l'impression que l'un complétait l'autre.

Voici d'ailleurs le bilan que dressait un groupe de militants en février '72 face au regroupement:

"...Le Regroupement des citoyens de St-Michel est une organisation informelle issue du CAP St-Michel. Le Regroupement n'a pas de structures, de constitution, de base matérielle. Sa ligne politiqque n'a jamais été établie. Le Regroupement n'existe que par les réunions des militants. En termes sociologiques, il s'agit d'un groupe primaire ou d'une gang. Quand on parle des "militants" de St-Michel, on veut dire en gros le Regroupement et vice-versa.

Il s'agit là d'un acquis important.



Toutefois il faut bien voir les limites d'un tel type d'organisation surtout en termes de direction politique, de stratégie, de discipline, de recrutement et d'intégration de nouveaux militants. Les problèmes invoqués au niveau des luttes et de l'implantation sont reliés en bonne partie à ce type d'organisation.

"Nous croyons essentiel de dépasser ce type d'organisation et de construire sur ses bases un noyau politique plus structuré..."

Pour bien voir la nécessité alors d'une ligne politique claire, il faut se rappeler les positions du Regroupement face au PQ-Olier au lendemain des élections municipales. Le Regroupement a envisagé deux positions possibles:

1. intégration des militants au PQ-Olier;
2. maintien du Regroupement et alliance tactique avec le PQ-Olier sur des actions communes.

Le Regroupement a pris la deuxième position, moins en fonction d'une ligne politique claire et définie qu'en fonction des carences du PQ-Olier au niveau de sa pratique dans le quartier.

De plus, en ce qui a trait au cours "Citoyens face au pouvoir" et des autres tâches d'information, le Regroupement n'a jamais pu réconcilier ce travail politique avec son travail d'implantation. On a toujours divorcé ces deux tâches, pensant que la première pouvait nuire à la seconde. Tout cela illustre la nécessité de dégager une orientation nouvelle dans le quartier. Il est donc décidé que ce travail doit se faire à partir d'un noyau politique structuré dans St-Michel".

la phase de formation marxiste

SEPT.71 JANV.72

Des militants d'un organisme de formation de Montréal sont à ce moment-là contactés afin de mettre sur pied des sessions de formation avec les militants plus avancés du regroupement. On y aborde pour la première fois la globalité de la société capitaliste, de son mode de production, de son fonctionnement en général, en utilisant une grille d'analyse marxiste et en essayant d'y relier nos pratiques.

Cependant à cause de l'absence de structure politique précise, les militants ont beaucoup de mal à appliquer en pratique les nouveaux instruments théoriques. La formation ne s'insère pas dans une démarche d'intervention politique claire. Le flottement persiste et l'écart entre la théorie et la pratique se maintient. Ainsi, au comptoir, la pratique continue à être empirique.

C'est ce manque de formation assimilée qui peut expliquer que durant la même période un groupe de militants décide de mettre sur pied une association de locataires (à l'occasion du P.I.L. DE L'Association des locataires du Montréal-Métropolitain). Un militant obtient le poste de permanent responsable de l'association, sans qu'aucune évaluation politique de la situation du logement et de ses implications politiques ne soit faite d'aucune façon. Comme la plupart des groupes populaires de cette période, les associations de locataires s'inscrivent dans la ligne de l'animation sociale "progressiste", c'est-à-dire dans la dénonciation et la sensibilisation des gens aux "problèmes".

La phase du CAP élargi

FIN 71 A SEPT 72

A partir des difficultés rencontrées autant durant les cours de formation (comment lier la théorie à la pratique) que dans les groupes populaires (comment dépasser l'animation), quelques militants décident de reformer un CAP, un noyau d'organisation politique. Des militants des cours de formation, de l'association des locataires, du comptoir et des animateurs sont invités.

Après quelques discussions, et une analyse de la société capitaliste et des rapports de force au Québec, cinq objectifs généraux sont avancés:

1. transformer la lutte actuelle en lutte politique, d'où la nécessité de créer une organisation politique. (Cette conception vague sera à l'origine de nombreuses questions sans réponse dans toute l'histoire du CAP par la suite).

2. la nécessité d'une implantation politique dans les milieux de travail et de quartier; de plus, unification de nos luttes pour en faire ressortir le caractère de classe.

3. la formation des militants du CAP sur la base du marxisme (cet objectif sera très peu respecté à cause de l'origine disparate des militants et des intérêts en présence, ainsi que la prépondérance quelque peu empiriste accordée à l'action pratique (activisme).

4. l'impérialisme américain est l'ennemi principal de la classe ouvrière, et les alliés de cet ennemi sont la bourgeoisie canadienne et québécoise. En ce sens, ce qui est visé, c'est la destruction du capitalisme et la construction d'un Etat socialiste québécois.

5. nécessité d'une organisation politique des travailleurs; nécessité de créer des liens avec d'autres noyaux politiques de travailleurs.

Ainsi, une structure est mise sur pied qui ne répond pas seulement aux besoins ressentis à court terme. Mais ce côté positif est assombri par l'exagération des structures proposées alors et la surestimation des forces. Au lieu d'axer le travail sur la clarification de nos interventions des militants dans les lieux où nous sommes implantés, on met sur pied des comités qui sont beaux sur papier, mais qui ne correspondent à rien en pratique. De plus, il y a confusion sur la question des militants du CAP, qui regroupent plusieurs catégories de monde, y compris des gens progressistes du comptoir sans aucune formation ou expérience pertinente. En fait, le CAP n'était pas une organisation d'avant-garde ni par ses effectifs ni par sa structure, mais seulement par ses objectifs. Cette contradiction découlait d'un manque d'analyse de la situation du moment à St-Michel et du désir plus ou moins conscient de rattraper le degré d'organisation entre autre des CAP Maisonneuve et St-Jacques.

Rapidement, le décalage s'accentue entre la structure et la réalité du CAP. La formation demeure théorique, ne correspondant pas à l'évolution politique des militants en présence (travailleurs, intellectuels, ménagères...). L'objectif de s'implanter dans les milieux de travail ne tient pas compte de la composition de classe et du niveau de développement des militants. D'autre part, les pratiques déjà amorcées antérieurement prennent un certain essor. Le comptoir se consolide, l'intervention politique se précise.

Cependant, entre ce qu'il faut faire à moyen terme et ce qu'il faut faire à court terme pour y arriver, il y a confusion. Les structures sont crées prématurément, les noyaux sont réunis avant d'être consolidés, les moyens d'information sont disproportionnés par rapport aux besoins. Malgré tout, nous clarifions nos priorités en apprenant nos erreurs.

Les pratiques

Conséquemment, ce manque d'analyse amène les militants à développer des

pratiques qui objectivement se situent dans la continuation de l'animation sociale. Ainsi, les permanents de l'association des locataires (ALSM), tout en essayant de dénoncer idéologiquement le type d'analyse social-démocrate des associations du Montréal-Métropolitain ne poussent pas leur analyse assez loin pour en arriver à remettre en cause leur job et donc plus tard à se saborder. Aussi, la survie du projet assurée par les projets PIL suscite un certain "professionalisme" de l'animation qui permet à certaines personnes de gagner un salaire.

Au comptoir alimentaire, les tâches concrètes de consolidation financière occupent la majeure partie des préoccupations et des énergies militantes, ce qui affaiblit l'analyse politique de l'intervention. L'activisme justifie souvent le fait d'aller de l'avant sans savoir où, ni pourquoi.

D'autres militants mettent sur pied une clinique juridique, un peu de la même façon que l'ALSM, c'est-à-dire sans analyse politique de cette intervention, en se lançant tête baissée avec les fonds du gouvernement fédéral.

De plus, suite au départ d'un militant sur une position péquiste de type "vallièriste", la question nationale devient une importante question à laquelle il faut répondre. Les militants se mettent alors à étudier le programme du PQ.

En conclusion, ce qui se dégage de cette étape, c'est que les interventions ne rejoignent guère les objectifs: intervenir idéologiquement dans chacun des noyaux pour développer la "politisation". La seconde étape sera influencée par cette préoccupation qui est plus ressentie qu'analysée.

De l'organisation politique au regroupement de militants

SEPT 72 A MARS 73

Les objectifs du CAP semblent alors disproportionnés par rapport à la réalité militante, les militants sentent plus le besoin d'une structure pouvant dégager des tâches d'analyse et de réflexion commune sur le militantisme de chacun plutôt que des tâches de direction du travail d'organisation matérielle et politique entrepris dans les divers milieux. Le CAP devient donc une structure axée sur la formation de militants engagés dans divers milieux et *non* une structure d'organisation (ce que cela avait voulu être dans le passé). La formation politique des membres qui auparavant était assurée dans chacun des milieux d'implantation doit dans ce contexte être unifiée. Les moyens envisagés sont:

- un journal de réflexion interne aux groupes populaires du quartier;
- une formation par la lecture commune et l'évaluation mutuelle des pratiques respectives parmi les militants du CAP.

Ainsi, le CAP, dès septembre '72, ne se veut plus le *début* de l'organisation politique des travailleurs dans St-Michel, mais plus modestement et plus réalistement, une structure de formation et d'analyse politique.

Mais la composition initiale du CAP nuit à cette nouvelle orientation. Auparavant, se considérant comme l'embryon d'organisation, le CAP incluait facilement toutes personnes combatives se disant pour le socialisme. Le résultat est qu'il y a une grande inégalité entre les militants et le travail de réflexion et de formation politique est difficilement capable de dégager des acquis qui correspondent à tous les niveaux de conscience politique présents dans le CAP.

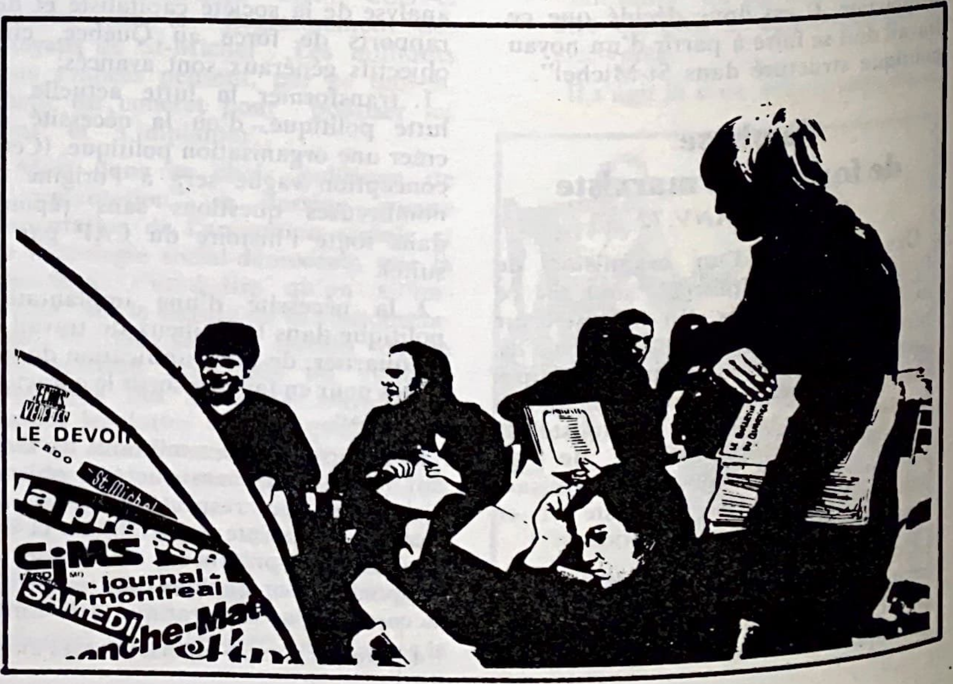
Dans la pratique, ce travail d'analyse entre en contradiction avec les interventions de type animation sociale entreprises par certains militants qui n'ont aucun intérêt à pousser leur analyse jusqu'à remettre en question le bien fondé de leur forme d'intervention et conséquemment de leur permanence payée. L'analyse à ce moment se contente de demeurer à l'intérieur des limites politiques des milieux d'intervention (ALSM, Comptoir, clinique juridique, garderie...).

Ainsi, à la clinique, les militants présents sont incapables d'analyser à fonds leurs pratiques, ce qui à coup sûr remettrait en question leur intervention d'avocats libéraux.

Sur la question du logement, même problème. La réflexion est limitée au cadre interne des pratiques développées jusqu'à date: on passe de l'attentisme justifié par la nécessité de l'"enquête" à l'activisme (réaction aux divers projets de lois) sans tenter de situer l'intervention par rapport à l'ensemble de la situation sociale et politique du quartier.

A la garderie, le peu d'analyse politique globale provoque une réorganisation technique qui répète certaines erreurs sur la question du financement, de l'embauche des moniteurs, et les perspectives politiques auprès des parents.

Ainsi, l'analyse tourne en rond, freinée à la fois par les intérêts personnels des animateurs et le peu de formation théorique. Cela se manifeste particulièrement sur la question du PQ. Sans analyse de la question nationale, bercés par leur formation petite bourgeoise et nationaliste, les militants interviennent dans le PQ à l'occasion de la formation du nouveau comté de Viau. De plus, aucune analyse de ce qu'est le PQ en tant que parti politique n'est faite; il y a sousestimation flagrante des forces de



la direction nationale du PQ combinée à une sur-estimation des forces du CAP qu'on voit encore malgré certaines analyses contradictoires comme l'embryon de l'organisation qui "négocie" avec le PQ l'alliance ouvriers-petits bourgeois... La stratégie et les tactiques de l'intervention se calquèrent sur cette analyse faussée (noyautage de l'exécutif, travail idéologique "gauchiste", absence d'un véritable travail d'implantation...)

Cependant, le désir de mettre l'emphase sur l'analyse politique de nos pratiques donna certains résultats positifs, comme la décision de ne pas appuyer le NPD aux élections fédérales (sur la base d'une critique de la social-démocratie fédéraliste), ou la décision de ne pas appuyer le projet d'un centre communautaire (pourtant une cible de choix pour animateurs sociaux) à cause du contrôle du projet par la petite bourgeoisie locale. Aussi, comme aspects positifs, la mise sur pied du bulletin de quartier, la précision de l'intervention idéologique au comptoir alimentaire, la participation aux lignes de piquetage en '72 à l'hôpital St-Michel et aux élections des usagers au conseil d'administration de l'hôpital (ce qui favorise l'établissement de liens avec les travailleurs de l'hôpital), l'enquête sur la pollution, etc...

En somme patiemment, les militants du CAP durant cette période expérimentent le bien fondé de la méthode analytique des interventions autant par le résultat politiquement encourageant de certaines interventions que par les erreurs grossières provenant de l'activisme de type animation sociale qui persiste encore.

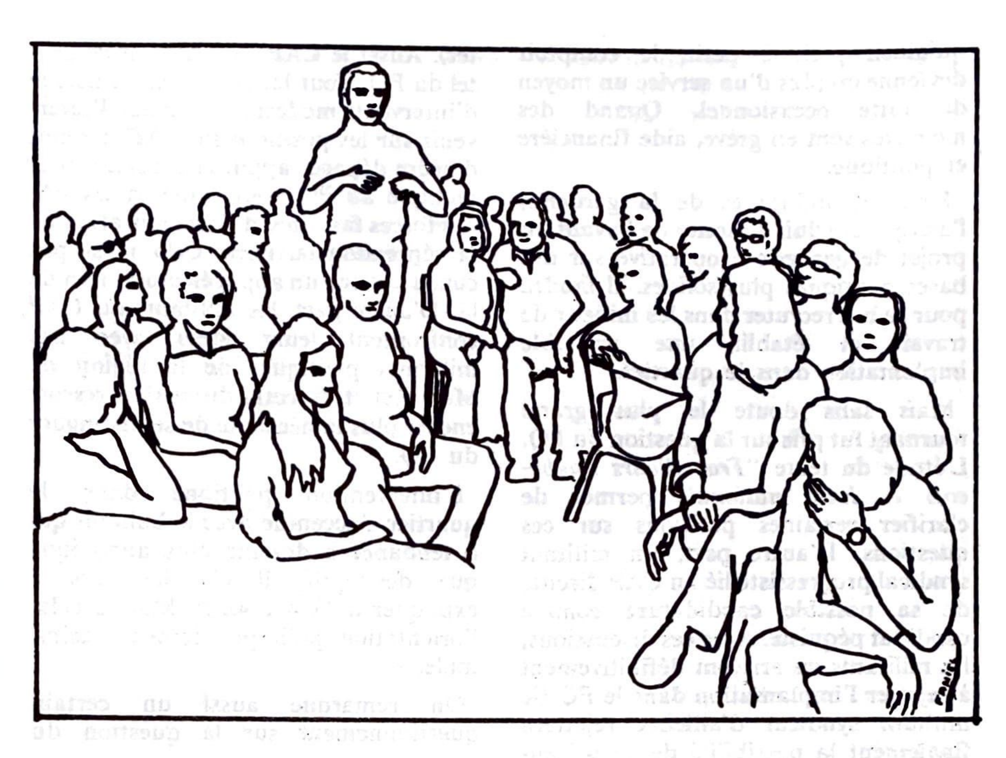
De l'analyse à la stratégie

AVRIL 73 DECEMBRE 73

Le Cap devient de plus en plus un groupe où des militants se réunissent pour s'auto-former, pour évaluer et critiquer leurs pratiques dans les réseaux d'intervention. La composition des militants devient plus sélective.

A l'intérieur des milieux, l'objectif devient le regroupement de noyaux de militants plus avancés à partir desquels un travail idéologique doit être fait. Dans une évaluation en mars '73, les militants disent:

> "...Dans chacun des fronts de lutte existants, nous sommes parvenus à distinguer les *organisations de masse sur tel ou tel front des noyaux à l'intérieur de ces organisations de masse.* Ceci était important à faire comme distinction pour bien préciser les tâches actuelles des militants qui sont moins de contribuer à la mise sur pied d'organisations de masse (services, groupes populaires, syndicats...) que de constituer à l'intérieur de ces organisations existantes des noyaux de militants capables de transformer le caractère de lutte (défensive à l'offensive). Ce qui implique pour les militants du CAP de constituer un noyau de militants et d'entreprendre un travail de formation lié aux problèmes et aux luttes du front en question. Ainsi clarifiées les tâches exigent moins que les militants soient des permanents chargés de mettre sur pied des organisations larges. Ainsi nous voyons que le développement du CAP passe par les noyaux de lutte. Ainsi, il ne s'agit pas de faire entrer du monde au CAP, mais plutôt de constituer des noyaux de militants qui après un certain temps pourront militer au CAP et contribuer à transformer sa constitution et sa direction de classe de petite bourgeoise intellectuelle à prolétaire..."



Pratiquement, cette décentralisation entraine qu'au niveau des noyaux l'analyse politique des interventions devient plus présente. Des conceptions contradictoires (mais non antagonistes) du travail militant apparaissent alors: d'une part une conception qui voit l'action idéologique comme "préparatoire" (politiser les gens pour leur faire prendre conscience en espérant leur auto-organisation); d'autre part, une perception du travail militant visant à créer dès maintenant un début d'organisation du mouvement socialiste par une intervention idéologique à l'intérieur des regroupements de travailleurs. Les conséquences au niveau de l'intervention sont évidentes: la première conception de l'"extérieur" ne peut se faire d'une façon prolongée qu'en faisant appel à des permanents payés. L'autre fait appel à un travail militant plus lié aux travailleurs impliqués dans les organisations de base, où des permanents ne sont nullement essentiels au développement de l'organisation. Les tenants de cette dernière conception quittent majoritairement le CAP. Aussi ces contradictions s'antagonisent quelque peu quand nous décidons conséquemment d'abolir le front logement qui ne pouvait plus correspondre aux buts politiques que l'on s'était fixé.

Au comptoir, les militants constituent un noyau élargi de personnes plus avancées. C'est ce qu'on appellera le comité d'information, qui organise des sessions d'information et intervient politiquement dans les différentes activités du comptoir. On rédige aussi un *manifeste*. On décide d'accroître le nombre de membres en recrutant à partir des lieux de travail, pour

qu'ainsi, petit à petit, le comptoir devienne en plus d'un service un moyen de lutte occasionnel. Quand des membres sont en grève, aide financière et politique.

Pour les militantes de la garderie, l'analyse conduit à mettre de l'avant un projet de garderie coopérative sur des bases politiques plus solides. Il faudra pour ce but recruter dans les milieux de travail et établir une véritable implantation dans le quartier.

Mais sans doute le plus grand tournant fut pris sur la question du PQ. L'étude du texte *"Travailleurs québécois et lutte nationale* permet de clarifier certaines positions sur ces questions. D'autre part, un militant syndical progressiste lié au CAP discute de sa possible candidature comme candidat péquiste. Avec ces discussions, les militants en arrivent définitivement à rejetter l'implantation dans le PQ (le militant syndical d'ailleurs rejettera finalement la possibilité de se présenter). Aussi le CAP se retire-t-il comme tel du PQ. Pour les élections, on décide d'intervenir modestement mais d'intervenir sur les positions du CAP. Le mot d'ordre dégagé: appui circonstanciel et tactique au PQ pour éviter la montée des forces fascistes et l'accenturation de la répression ouvrière. Cela n'est pas conçu comme un appui électoral loin de là. D'autre part, les militants du CAP confrontent leurs idées avec des militants politiques de la région de Montréal et de cette discussion ressort encore plus la nécessité de se distinguer du PQ.

L'intervention politique dans le quartier s'accentue avec le bulletin qui a tendance à devenir plus analytique que descriptif; il cherche plus à expliquer qu'à dénoncer. Malgré cela, l'orientation politique demeure minimale.

On remarque aussi un certain questionnement sur la question du travail dans les entreprises. Malgré certaines approches vers un travail d'implantation on en reste encore à un niveau d'appui extérieur dont le cadre est fixé par les syndicats locaux si ce n'est les permanents des centrales qui viennent chercher de façon opportuniste l'appui extérieur.

Cette dernière période du CAP devait nécessairement déboucher sur l'éclatement des contradictions internes au groupe. De l'activisme à l'analyse, et de l'analyse à la stratégie et à la tactique, cette évolution du fonctionnement interne devait aboutir à l'éclaircissement et à la confrontation des différentes positions pratiques: cela résulte en une scission, l'une des deux fractions refuse cette démarche et quitte le CAP. Malgré la scission, le côté positif domine: il y a un effort véritable d'analyser politiquement les interventions et d'établir une base politique plus claire.

Troisième partie

Les pratiques

Le comptoir alimentaire

avertissement: le bilan qui suit a été produit par des militants du CAP qui travaillent au niveau d'un "comité d'information" au sein du comptoir. Ce comité d'information avait une importance stratégique au niveau politique parce que c'est là que pourrait s'amorcer un travail de réflexion et d'analyse avec certains travailleurs plus conscients en rapport avec la situation globale au Québec. Le texte qui suit est donc centré sur la question du comité d'information, c'est-à-dire du lieu où ressort le travail politique effectué par les militants au comptoir alimentaire.

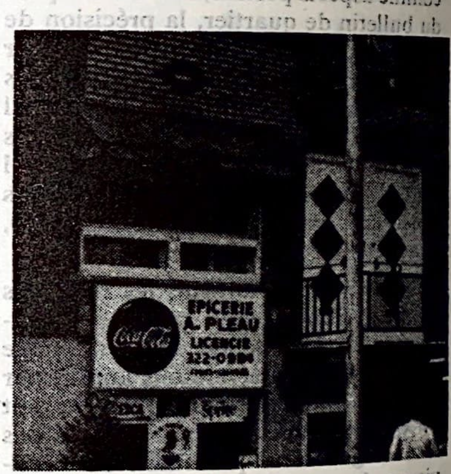
I LES PERSPECTIVES HISTORIQUES

Pour bien comprendre le sens politique dans lequel s'inscrit le travail des militants du CAP au comptoir, il faut se reporter aux origines mêmes du comptoir.

Au début de 1971, le CAP St-Michel ne peut répondre adéquatement aux exigences d'organisation poursuivie dans le FRAP; il lui manque ce que d'autres ont atteint quelques années auparavant: une base d'implantation réelle dans le quartier. C'est pour s'atteler à la réalisation de cette tâche qu'il quitte alors le FRAP.

Formant donc, le "Regroupement des citoyens de St-Michel" l'ex-CAP demeure cependant toujours politiquement dominé par les visées et les méthodes d'organisation de l'animation sociale "progressiste". Cette influence est un élément déterminant dans le choix que les membres prendront du type d'implantation à développer pour des militants qui cherchent à se lier aux travailleurs du quartier.

C'est dans cet esprit de liaison aux masses populaires par une organisation qui, en offrant des services permanents, permet de regrouper des travailleurs que les militants de l'ex-CAP préparent, durant l'été 71, l'ouverture d'un comptoir alimentaire à frais directs. Se restreignant principalement du début du comptoir en sept.71 jusqu'en 72, à consolider techniquement et financièrement le nouvel organisme, ils décident, après s'être donné un début de formation marxiste, de commencer enfin un travail politique plus concret en liaison avec leurs buts initiaux.



Le premier comptoir alimentaire.

Avril 1972

A ce moment, des militants grâce à un projet d'initiatives locales amorcent un travail d'information lié au comptoir alimentaire mis sur pied depuis peu par des militants du Cap. Au début, ils organisent des sessions d'information où on présente des idées (discussions, audio-visuels...) sur la lutte des consommateurs, les empires financiers dans le domaine de l'alimentation, de l'information sur la législation concernant la consommation. On discute aussi de la signification d'un comptoir alimentaire.

Sur une centaine de membres, ces sessions en regroupent une quinzaine.

En général, ces premières formes d'intervention ont peu d'effet. L'infor-

mation qui est amenée sur la question de la consommation est de type plutôt "large", sans répercussion immédiate sur le fonctionnement quotidien du comptoir et des membres. A cause du caractère limité des forces militantes et de la faiblesse de l'implantation, il était impossible d'amorcer un travail plus en profondeur à partir de retombées de ce travail large qui demeurait finalement plus au niveau de la "sensibilisation".

D'autre part, la discussion sur le "pourquoi" du comptoir eut un peu plus de retentissement et fut concrétisée par la production d'un texte portant sur le rôle économique d'un instrument coopératif comme le comptoir, la question de l'"autogestion" ("la direction de nos affaires par nous mêmes") et la nécessité de l'information. Encore là, ce texte eut un impact très limité en ce sens qu'il s'en tenait à des constatations assez générales.

Mai 1972

Suite à la faiblesse de l'implantation du comptoir dans la classe ouvrière, des efforts sont mis pour rejoindre les travailleurs syndiqués de l'hôpital St-Michel. Certains militants syndicaux deviennent membres du comptoir. En plus, un militant d'un groupe populaire prend la parole lors d'une assemblée générale du syndicat pour expliquer le fonctionnement du comptoir qu'on accompagne de la projection de l'audio-visuel sur la "bataille des consommateurs".

L'explication politique qui est alors faite concerne l'idée que des gens ordinaires peuvent gérer eux-mêmes un besoin aussi élémentaire que celui de l'alimentation; le comptoir alimentaire c'est une façon de *réagir* face à la passivité de notre société de consommation et un moyen de se défendre contre un système qu'on ne contrôle pas mais qu'on subit...

L'évaluation de ce premier contact avec des travailleurs dans un lieu de travail nous montre nos faiblesses avec encore plus de force: le langage utilisé avec les travailleurs de l'hôpital leur est inaccessible; on compte trop sur les militants syndicaux déjà membres du comptoir qui ne font pas de recrutement et ne comprennent pas la signification de leur appartenance au comptoir; notre intervention ne lie pas assez la question du comptoir avec la situation des travailleurs, plusieurs d'entre eux sont intéressés, mais pas assez pour s'embarquer.

Août 1972

On organise un "mini-congrès" où on élit comme responsable de l'information un travailleur des postes progressiste. On discute des liens à établir avec les autres organismes populaires du quartier (sans pourtant voir comment concrétiser ces liens). Dans un autre atelier sur le rôle du comptoir, on parle de la "lutte contre le système d'exploitation" de la "politisation" des membres, etc... En fin de compte, on a beaucoup de misère à déterminer un contenu politique clair. Conséquemment, la plupart des membres se sentent peu concernés. Au mini-congrès, la majorité des gens vont dans des ateliers comme dans celui des "achats" délaissant les ateliers "politiques".

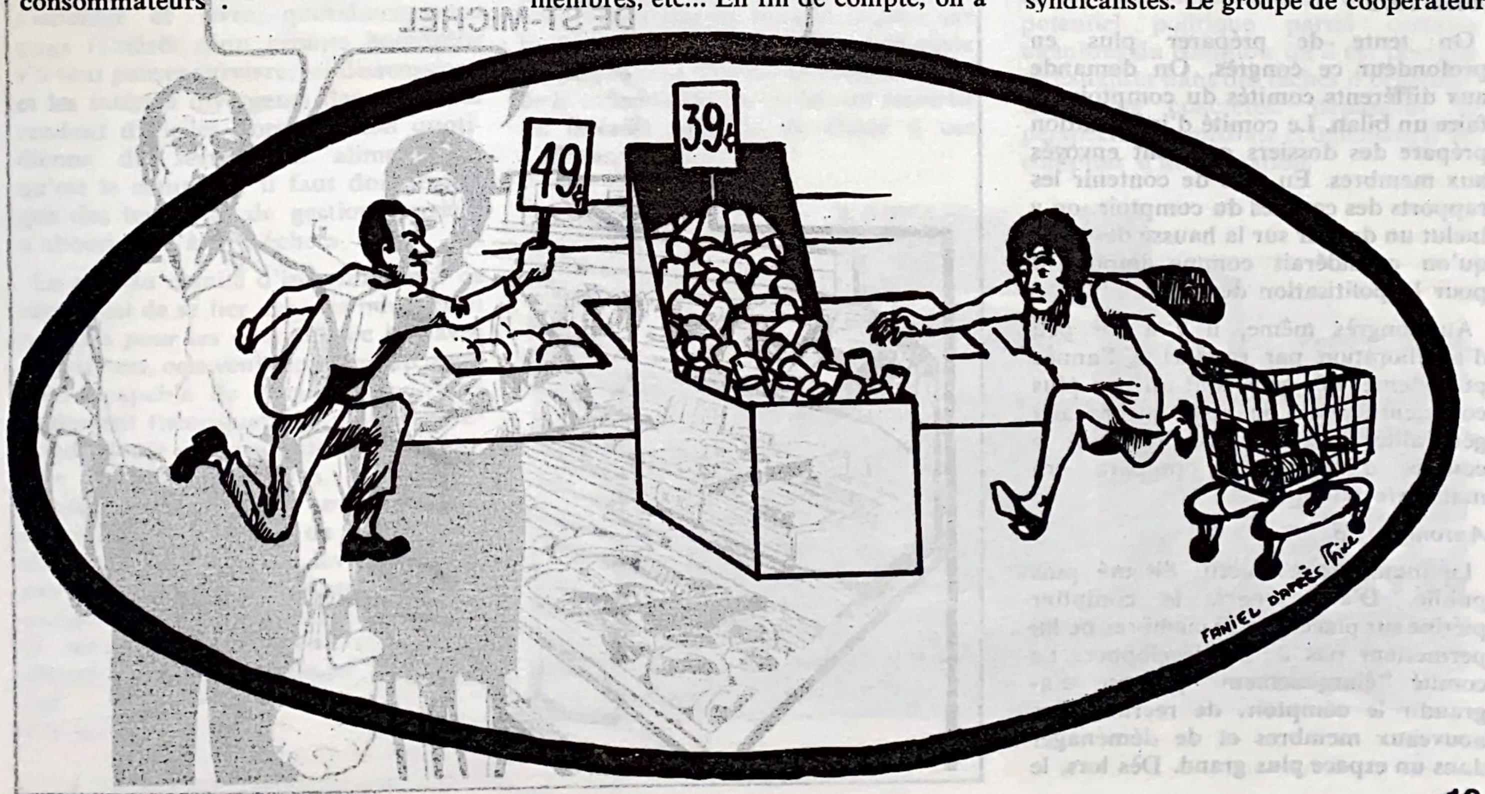
Janvier-mars 1973

Les militants décident d'organiser par le biais du comité d'information un cours sur le mouvement coopératif. Cette initiative laisse plus d'acquis. On commence à approcher les membres dans un langage plus clair et plus concret. La réponse des gens est assez bonne. Plusieurs participent aux cours et il y a beaucoup de discussions valables.

Après le cours, le comité d'information s'élargit et passe à six militants. A ce moment, la viabilité du comptoir devient plus précise: certains parlent même de fermer le comptoir. Suite à une proposition du comité d'information, on décide de renforcer la base militante du comptoir: désormais, on exige de tout nouveau membre la participation obligatoire à deux sessions d'information et de formation.

Avril 1973

Le comité d'information produit un bilan dans lequel il tente de situer les contradictions politiques du comptoir. Il classe les membres en trois groupes: les péquistes, les coopérateurs, les syndicalistes. Le groupe de coopérateur





semble être le plus nombreux. Le comité d'information suite à cette évaluation décide d'entreprendre un travail de base à partir des problèmes vécus et des intérêts des membres selon leur groupe d'appartenance. On écrit et diffuse deux textes: "Sur les origines du comptoir et son fonctionnement", et "Coopératives de travailleurs et entreprises capitalistes" dans lesquels la perspective politique ressort plus clairement.

Mais ce travail idéologique large a peu de répercussions directes. Les gens sont d'accord avec nos idées, mais ils ne participent pas. Les militants du CAP au sein du comité d'information sont incapables de cerner le problème. On se décide à faire un autre congrès.

Août 1973

On tente de préparer plus en profondeur ce congrès. On demande aux différents comités du comptoir de faire un bilan. Le comité d'information prépare des dossiers qui sont envoyés aux membres. En plus de contenir les rapports des comités du comptoir, on y inclut un dossier sur la hausse des prix, qu'on considérait comme important pour la politisation des gens.

Au congrès même, il y a un peu d'amélioration par rapport à l'année précédente. Les gens sont un peu plus conscients. Mais on reste encore aux généralités. Les gens acceptent que le comité d'information prépare un manifeste politique.

Automne '73

Le manifeste est écrit, discuté puis publié. D'autre part, le comptoir piétine sur place. Ses 50 membres ne lui permettent pas de se développer. Le comité "élargissement" propose d'agrandir le comptoir, de recruter des nouveaux membres et de déménager dans un espace plus grand. Dès lors, le comité d'information travaille prioritairement sur le recrutement. Il y a un arrêt temporaire du travail de clarification et de formation.

II
LES POSSIBILITES ET LES LIMITES POLITIQUES D'UN COMPTOIR ALIMENTAIRE A FRAIS DIRECTS

Malgré certaines interprétations gauchistes, le capitalisme monopoliste d'Etat qui est présent de façon de plus en plus évidente et le manque d'organisation d'une classe ouvrière en mal de définition d'objectifs clairs, font qu'une coopérative alimentaire comme celle de St-Michel ne peut qu'offir des *services* à des travailleurs en alimentation, tout en travaillant à maintenir un certain esprit de combativité et à élever le niveau de conscience politique.

Le comptoir est une épicerie

Il en ressort que les membres travailleurs, dans la mesure du possible



se regroupent pour essayer, en mettant en commun leur pouvoir d'achats, de développer une *confiance mutuelle* donc une certaine solidarité au niveau des services qu'ils se donnent (au niveau de leur investissement commun) plus comme tel que sur des expériences de lutte commune, pour pouvoir développer un sens d'appartenance en termes de "nous autres" par rapport à "eux autres".

Le rôle du comité d'information à ce niveau est de fournir une réponse au niveau des différents besoins exprimés par les membres; cela peut être de faire circuler les décisions prises en assemblée générale, etc... Le comité d'information se doit d'être constamment présent auprès des membres s'il ose espérer le moindrement se donner une crédibilité pour diffuser de l'information: il doit continuellement tâter le pouls des membres pour voir à récupérer les membres plus avancés.

LA CLIENTELE DU COMPTOIR: les travailleurs

La clientèle doit être ouvrière. Pourquoi? Parce que pour nous, il est clair que c'est la seule classe qui peut mener la lutte pour transformer à long terme et de façon radicale le système d'exploitation capitaliste. Parce que les ouvriers se reconnaissent et s'appuient naturellement en fonction de leurs propres intérêts et que le comptoir doit s'orienter et vivre quotidiennement dans l'intérêt d'un groupe homogène s'il veut penser survivre; les dissensions et les intérêts divergents des membres rendent difficiles l'organisation quotidienne du *service* en alimentation qu'est le comptoir; il faut donc éviter que des tentatives de gestion ouvrière n'aboutissent à des échecs.

Le rôle du comité d'information à ce niveau est de se lier *avec* les ouvriers et non pas *pour* les ouvriers. Se lier avec les ouvriers, cela veut dire concrètement d'être capable de partager non plus seulement théoriquement mais concrètement leurs préoccupations. Ceci veut dire que les membres du comité d'information doivent se tenir au courant des conditions de travail, rôle du syndicat, vie de tous les jours... Les ouvriers ne verbalisent pas toujours leur méfiance envers le "charriage", mais ils le sentent quand même et souvent disparaissent sans affronter le problème.

Un service

Les travailleurs québécois sont extrêmement dominés idéologiquement. Il faut dans un premier temps leur permettre d'acquérir une autonomie. De plus, il est fondamental que la prise de conscience politique se fasse à un niveau accessible et mobilisateur: c'est pourquoi en faisant de l'information au niveau de l'alimentation et insister sur le rôle qu'y joue le système capitaliste au niveau à la fois de la production et de la consommation, en faisant ressortir les intérêts opposés de classe à ces différents niveaux.

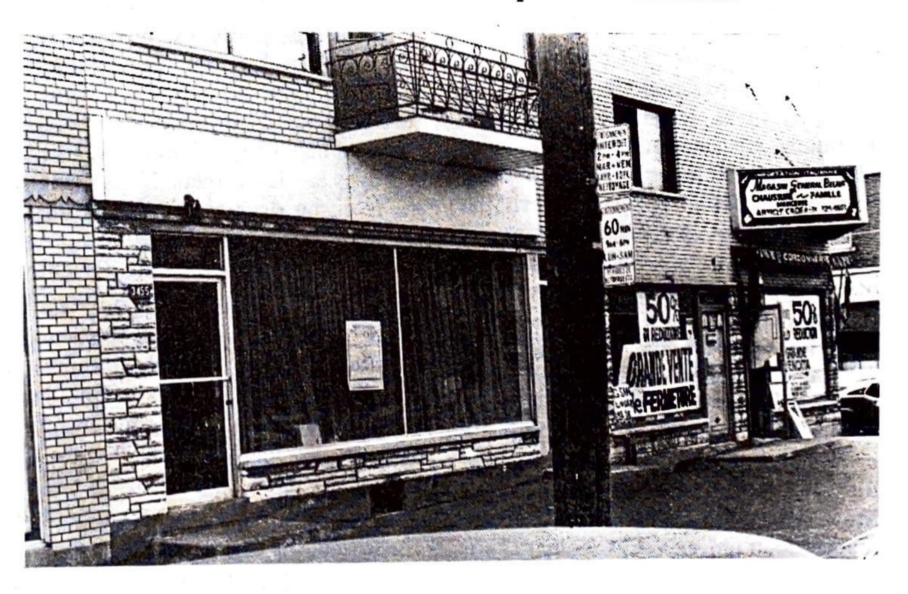
QUAND T'ES PAS ORGANISÉ... TU TE FAIS ORGANISER

III
LES TACHES FUTURES DU COMITE

Le nouveau comptoir

Face au nouveau comptoir, le comité d'information doit encadrer les nouveaux membres de façons plus serrée, en insistant sur le recrutement de travailleurs, de propager le bulletin "Le Travailleur" et de répondre aux besoins d'information généraux. *A moyen terme*, les objectifs sont: tendre à identifier les ennemis ou alliés possibles chez les membres du comptoir dans le but de mener des luttes qui permettront aux membres d'accéder à des victoires, si minimes soient-elles. Ces victoires devraient permettre aux membres d'accéder à une autonomie politique. *A long terme*, tendre à développer l'autonomie politique en reliant théorie et pratique, en identifiant l'ennemi commun.

Dans les faits, il faut élargir la perspective d'un comité d'information à d'autres tâches de formation et d'encadrement. Le comité d'information peut et devra être un lieu d'échanges, de discussions et de rencontres sur des questions qui touchent la situation des travailleurs dans leur milieu de travail. Ce travail large peut déboucher sur des tâches d'organisation que pourraient encadrer des comités de travailleurs dans les entreprises. Actuellement, il existe un potentiel politique parmi certains membres du comptoir qu'il est possible de canaliser dans des tâches d'organisation plus concrètes, dépassant la perspective immédiate et défensive d'un comptoir d'alimentation.



La garderie

L'origine de la garderie

Au début de '73, quelques militantes de St-Michel décident de mettre sur pied une garderie. Cela s'inscrit dans la conception générale du travail de quartier: la construction de "services" autonomes à partir desquels il est possible de faire un travail de formation politique avec les gens touchés. Au début, pour la mettre sur pied, on obtient une subvention P.I.L., ce qui tout de suite cause d'importantes difficultés. Ainsi, le personnel est engagé sans critères d'engagement politique. Les gens viennent là comme pour un autre emploi. C'est un des facteurs qui cause de grandes difficultés à consolider politiquement le travail entrepris auprès des parents, eux-aussi choisis selon des critères très vagues et souvent humanitaires même s'ils étaient quand même presque tous de la classe ouvrière.

Avec les parents, le travail est entrepris sans orientation et sans tactiques de ce qu'il fallait faire exactement. On leur parle de beaucoup de choses, mais il n'y a pas de véritable cohérence dans tout cela. Les parents restent généralement assez passifs face aux événements et à la formation politique que nous tentons de faire. Nous décidons de rédiger une sorte de *manifeste* politique dans lequel l'orientation politique (pour le socialisme) est éclaircie et où se dégage une nouvelle orientation pratique: la transformation de la garderie en coopérative autonome. Mais les idées contenues dans le manifeste n'ont pas fait l'objet d'un véritable travail prolongé de formation avec les parents qui ne comprennent pas le véritable sens de cette intervention. Si nous avions bâti le manifeste avec eux, dans un sens politique, il aurait pu être un moyen de formation et nous servir comme base de recrutement pour la garderie.

La lutte des garderies populaires

Nous avons adhéré à cette lutte pour la survie des garderies, menée par le Comité de Liaison des garderies populaires qui mettait de l'avant la revendication d'un réseau de garderies permanentes subventionnées par l'Etat et gérées par les usagers. Nous doutions du réalisme de cette revendication et participions à la lutte plus pour faire un travail d'information et de formation auprès des parents et dans le quartier.

Encore là, l'absence d'une stratégie globale conduit les militantes à éparpiller leur travail sans qu'aucun travail systématique ne soit entrepris avec les parents sur ce sujet.

La transition en garderie coopérative

Transformer la garderie en coop, c'est, en plus de lui assurer une autonomie financière et la garantie de





Le local de la garderie

survie, bâtir le service sur une base plus claire avec des gens obligés de participer activement au développement du projet. Ainsi, on entreprend le recrutement de parents de façon plus systématique dans certains milieux de travail dans l'espoir de constituer une base d'usagers plus homogène et pour lesquels le travail de formation politique aurait plus d'impact sur leur vie de tous les jours dans leur milieu de travail. Mais l'aspect négatif de la formule coopérative, le taux élevé que la garderie est obligé de charger afin de combler les dépenses, est un obstacle sérieux à ce recrutement dans la classe ouvrière.

Cette situation matérielle limite objectivement le travail. D'autre part, l'idéologie de la famille est encore solidement incrustée chez beaucoup de travailleurs et de travailleuses: envoyer son enfant dans une garderie, c'est par "normal", vaut mieux l'envoyer chez la grand mère, la tante ou la voisine...En plus, pour les militantes qui y travaillent, cela signifie surcharge de travail étant donné l'obligation de diminuer le nombre de permanentes. C'est ainsi qu'il est facile de tomber dans l'accumulation de tâches matérielles et administratives ce qui laisse encore moins de temps pour développer le contenu politique du service.

L'organisation d'une garderie coopérative, même si elle a l'immense avantage de préserver l'autonomie, pose de nombreux problèmes matériels dont il faut solutionner constamment les manifestations les plus évidentes.

Pour les militantes de la garderie, on a aussi senti la nécessité de clarifier l'orientation du travail. Dans ce but, on a mis sur pied des séances de formation dans lesquelles sont analysées les pratiques d'intervention dans la garderie et avec un noyau de femmes du quartier rejointes surtout par le biais du comptoir alimentaire. Un aspect important débattu à ce moment est la question de la femme, comment mobiliser les femmes dans le combat commun avec les hommes pour le socialisme, tout en tenant compte des aspects spécifiques de son exploitation?

Les perspectives

Actuellement, suite à la fin des subventions des PIL, la formule coopérative n'est plus une question de choix politique, c'est une obligation. A ce sujet, il faut aussi éviter de jouer le jeu du gouvernement qui par l'entreprise du projet du ministre Bacon veut financer un réseau de garderies pour une clientèle de mères-chefs de famille qu'on voudrait bien renvoyer sur le marché du travail (comme cheap labor).

Ainsi, la garderie devra fonctionner avec le bénévolat. A St-Michel, les militantes veulent aussi diminuer les frais afin de rendre la garderie encore plus accessible aux travailleurs, qui devront dans ce contexte prendre en charge une bonne partie du fonctionnement et de l'administration du service.

Les veritables limites d'une garderie sont en fait, d'amorcer un véritable travail de formation avec les parents dans une garderie *de quartier*. La nature hétérogène de la clientèle, leur mobilité (les enfants grandissent, les déménagements...) fait en sorte que la base humaine du service est fragile, rendant sous plusieurs aspects artificiel le travail de formation politique. Il est difficile de dépasser avec eux le style de lutte large et "démocratique" pour la survie des garderies tel que cela a été mené jusqu'à présent puisqu'on travaille avec un regroupement hétérogène et large.

Pour nous, il demeure prioritaire de faire des efforts en vue de concentrer le service et la lutte que mènent les garderies populaires en fonction de la classe ouvrière. En ce sens, il faut privilégier la lutte pour la mise sur pied de garderies à l'intérieur des milieux de travail, où cette revendication est prise en charge par les travailleurs et les travailleuses de l'entreprise à l'intérieur de leur lutte contre les patrons.

Ainsi, les garderies de quartier devraient dans cette optique s'insérer dans ce processus qui aide en fait à developper la lutte prioritaire qui se trouvera toujours en milieu de travail. Pour ce faire, il est nécessaire de recruter les parents en milieu de travai et non plus sur une base de quartier hétérogène. Il faut aussi pousser avec ces travailleurs la formation politique dans le sens de la reconnaissance de leur classe et celle de la lutte pour les garderies à l'intérieur de leur shop respective.

Car nous croyons que ce genre de lutte s'inscrit dans le développement de l'organisation de la classe ouvrière, et agrandit par ses composantes et ses buts une orientation juste et la quasi-impossibilité d'une récupération réformiste.

Le Bulletin de quartier

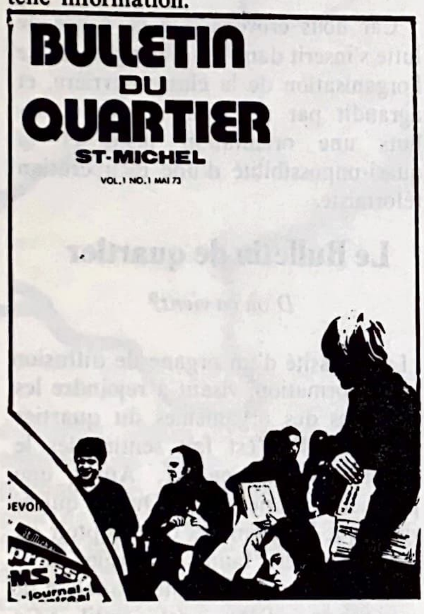
D'où ça vient?

La nécessité d'un organe de diffusion et d'information, visant à rejoindre les membres des organismes du quartier par le CAP, s'est fait sentir, dès le début du CAP en 71. Après une première expérience ("L'Outil") qui ne visait que les membres du comptoir on laissa tomber, faute d'énergies à y accorder, et surtout faute d'analyse de sa raison d'être cet outil. Ce fonctionnement empirique s'explique par le peu de formation existant alors au CAP.

Dès l'automne 72, avec le développement de nos pratiques militantes, de notre expérience formatrice et du processus d'analyse au CAP, l'obligation d'un bulletin de liaison entre les membres des divers groupes à l'intérieur desquels nous militions, s'est imposée. Pour développer l'esprit de solidarité entre les travailleurs de ces groupes, faire reconnaître leurs pratiques mutuelles et souligner l'interrelation des différentes luttes qui y étaient menées contre le même "système", le bulletin large d'information et d'analyse sommaire nous apparaissait être la formule idéale à mettre sur pied.

Nous basant sur un début d'expériences développées dans le "réseau Solidarité-Maisonneuve", nous décidons, après enquête et préparation

technique adéquate, d'approcher les différents groupes que nous rejoingnons par nos pratiques. C'est ainsi que nous regroupons dans l'entente de départ aussi bien les ADDS que le syndicat de l'hôpital St-Michel, le Parti Québécois de Viau que le CAP St-Michel sans oublier le comptoir alimentaire de St-Michel, la garderie populaire, la clinique juridique et l'association des locataires du quartier. La diversité des membres (autant assistés sociaux, petits-bourgeois que travailleurs) et l'orientation politique différente de ces organismes prouvent, mieux que toute autre explication, la confusion qui pouvait exister au CAP, à ce moment-là (janvier 73), sur les buts politiques d'un tel bulletin et sur les couches sociales à atteindre par une telle information.



Cependant, l'aspect dominant de ce départ, reste positif, dans ce sens qu'il repose sur la volonté de relier les larges masses rejointes à un début d'analyse marxiste-léniniste des événements et de nos luttes. Ne se fiant que sur nos pratiques en cours (pratiques assez souvent empiriques et nébuleuses) nous ne pouvions qu'être logiques avec nos interventions du moment. Infiltrant le PQ Viau, nous ne pouvions que favoriser son insertion au bulletin, insertion qui, objectivement, nous aidait fortement dans notre travail d'intervention idéologique. Initiant des pratiques dans le domaine du logement, il était logique d'essayer de rejoindre idéologiquement les personnes touchées par le travail de l'association des locataires.

L'aspect négatif réside non pas dans le fait que le bulletin d'information englobe tous les groupes progressistes du quartier sans distinction mais plutôt dans le choix de pratiques initiales du CAP. En somme, dans l'analyse et l'orientation plus ou moins juste que nous faisions de notre travail d'intervention idéologique.

Comment ça s'est développé

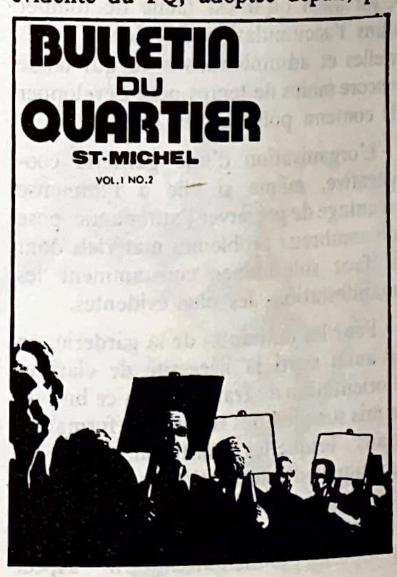
Ceci dit, il n'en demeure pas moins que c'est avec une détermination ferme de ne faire aucun compromis sur le principe directeur du bulletin (à savoir: servir les intérêts des travailleurs) que se sont amorcées les discussions inter groupes qui débouchèrent sur la création du bulletin. D'ailleurs cette détermination particulière, nous amena dès la première réunion, à exclure après discussion de fonds, une autre organisation péquiste de comté (celle de Jeanne-Mance), qui, elle, voulait servir les intérêts des "citoyens québécois".

C'est donc dans "cet esprit de classe" que nous commencons à fonctionner visant, dans un premier temps, à développer avant tout un échange mutuel d'informations sur nos diverses pratiques, chacun des groupes se confinent à ne faire qu'un article par parution et à en assumer la responsabilité respective. Mais rapidement, la situation évolue. Le CAP, se rendant compte du plafonnement de ce genre d'échange, propose alors que le dossier du bulletin (portant sur le sujet à analyser plus en profondeur) fasse l'objet de débats au sein des délégués et des organismes participants, qu'il soit ainsi préparé et adopté avant chaque parution. C'était, d'une part, étendre la responsabilité isolée des groupes à un texte et à une analyse politique commune de tel ou tel point que l'on considérait important à diffuser (hausse des prix dans l'alimentation, dans l'essence). C'était d'autre part, ainsi dépasser l'entente de départ pour favoriser une unité politique plus grande, sinon entre les groupes, du moins entre leurs délégués au bulletin. De cette façon, à partir de débats et d'écrits faits en commun, se consolidait une solidarité qui allait trouver maintes fois ses débouchés normaux dans des appuis mutuels à nos luttes respectives.

Paraissant à tous les mois, le bulletin, en plus de diffuser de l'information sur les buts et les expériences des différents groupes, s'engagea de plus en plus à essayer de répondre aux besoins exprimés par ceux-ci. C'est dans ce sens que, peu à peu, le dossier devint l'aspect principal de l'apport politique du bulletin. Abordant alternativement des sujets d'ordre spécifique reliés directement à la pratique de nos organisations (manifeste du comptoir, de la garderie, des ADDS, historique du syndicat de l'hôpital) et d'autres sujets d'ordre général (le gouvernement anti-travailleur de Bourassa, la hausse des prix de l'essence et de l'alimentation, une analyse des partis politiques avant l'élection provinciale de 73) le dossier unifia souvent de façon claire nos positions politiques sur des sujets et des activités pertinentes au moment de sa parution.

L'exemple le plus probant de cet apport concret d'éclaircissement à nos pratiques militantes fut, sans contredit, le dossier sur les partis politiques provinciaux. L'analyse qu'on y faisait du PQ, de sa place et de son rôle objectif dans la société capitaliste présentement fut un élément très important dans le débat qui devait mener à l'exclusion du PQ Viau du bulletin de quartier. Après une analyse générale de la situation, et régionale et nationale des pratiques et des intérêts défendus concrètement par le Parti Québécois, les délégués des groupes participants en vinrent à l'unanimité, à refuser de continuer à collaborer plus longtemps avec un parti qui ne rejoignait pas leurs buts de défense et de promotion des intérêts des travailleurs.

Encore là, l'importance du geste ne peut se mesurer qu'à la lumière des conséquences politiques qu'il engendra: on n'a qu'à souligner le débat formateur qui s'en suivit au comptoir même et qui, de fait, n'est pas terminé, le désistement d'un syndicaliste combatif de la candidature électorale qu'il posait au PQ local, la démarcation évidente du PQ, adoptée depuis, par



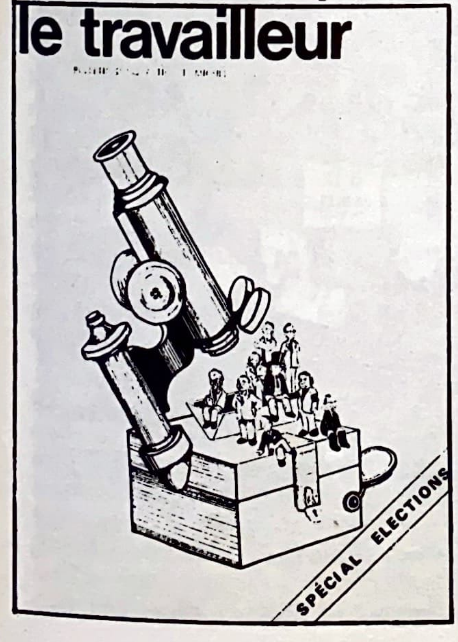
plusieurs militants progressistes que le Bulletin rejoint, etc...

Cet exemple du débat sur le Parti Québécois qu'engendra un des dossiers paru pertinemment avant les dernières élections provinciales pouvait se comparer à celui sur la hausse des prix dans l'alimentation arrivant dans un contexte d'inflation auprès de travailleurs regroupés autour d'une solution partielle (comptoir) au problème rencontré spécialement en alimentation. Il serait long ici d'en situer le contexte et les implications; retenons-qu'il fut un des outils-pivots autour duquel notre travail d'intervention idéologique au comptoir put faire des pas sérieux dans le sens de la conscientisation de classe des travailleurs de cette organisation.

Ces acquis ne nous font cependant pas oublier les limites que nous n'avons pu dépasser. Ayant su développer une unité minimale de classe entre les militants progressistes et même entre certains membres de nos organisations conjointes, et ce, par la diffusion et le débat en commun d'analyse sur certains points importants, force nous est imposée de reconnaître que la diversité des organisations en présence, de leur type d'intervention et de leur lutte respective pose des difficultés sérieuses pour le moment, à une unité politique militante plus grande que celle que nous avons su développer.

Essouflement du moment... Pourquoi

Cette critique chronologique du Bulletin étant établie, il serait bon de discerner les limites auxquelles est présentement confronté le "Travailleu", d'en analyser les causes et par la suite d'essayer d'y pallier efficacement.



1. Il est assez clair qu'actuellement, le Bulletin passe par une période prolongée *d'essouflement.* Régulièrement, les délégués responsables des organismes membres ne viennent pas aux assemblées conjointes (à tous les mois et demi), l'entrée des articles ne se fait que grâce à des efforts soutenues de la part du responsable du Travailleur; étant donné la désaffiliation d'un bon nombre de groupes, la rédaction des dossiers est assumée par un groupe de plus en plus restreint de personnes qui fatiguent rapidement de cumuler plusieurs fonctions concurremment.

2. Financièrement, cette désafection de plusieurs groupes nous acculent à une augmentation prochaine des contributions des trois ou quatre groupes présents.

3. De plus, face aux buts premiers du Bulletin qui étaient de favoriser, par l'information mutuelle de nos pratiques, une solidarité et une entraide commune de nos groupes respectifs, force nous est imposée de se rendre compte que cette entraide ne fut qu'occasionnelle (1 fois la garderie) et partielle (le comptoir) et que cette solidarité fut restreinte, le CAP étant la charnière indispensable de cette solidarité entre par exemple l'hôpital et la garderie. Il est évident que le comptoir comme groupe a eu très peu de relations de solidarité avec l'hôpital. Malgré les raisons qui justifient cela, il n'en demeure pas moins que nos objectifs initiaux du Bulletin n'ont été que partiellement atteints à ce niveau et ce par le biais du travail de quelques militants du CAP.

CAUSES TECHNIQUES

- formule rigide de fonctionnement basée sur l'obligation d'une parution d'un article par bulletin, article bien souvent expédié par le responsable de tel groupe sans souci d'analyse politique mais plutôt de description plus ou moins dynamique.

CAUSES ORGANISATIONNELLES

- basées sur des groupes aux buts diversifiés et aux liens en dehors du Bulletin peu développés. Le souci de créer ces liens ne semblent pas exister concrètement au niveau des groupes populaires si ce n'est comme source de recrutement. Alors qu'à l'hôpital, les liens sont espérés dans un sens politique évident.

CAUSES POLITIQUES

- On n'a pas dépassé l'énoncé de

le travailleur

BULLETIN DU QUARTIER ST-MICHEL, vol 1, no



principe de la défense des intérêts des travailleurs du début du Bulletin. Le projet "Bulletin" s'essoufle par manque de clarification et d'unification politique des différentes interventions de chacun des militants - délégués impliqués dans la rédaction.

- Centrés sur le fonctionnement technique, nous avons négligé l'approfondissement du processus politique que pourrait engendrer le "Travailleur"; il faudra dorénavant y voir.

Perspectives de développement du TRAVAILLEUR

Asseoir le bulletin sur des bases organisationnelles et politiques plus solides en l'axant sur le regroupement des militants du Nord-est, regroupement initié à partir d'intérêts semblables à ceux du Bulletin (solidarité inter-groupes, entraide mutuelle). Et qui développe peu à peu une analyse politique cohérente.

De ce regroupement de militants oeuvrant tant dans les groupes de quartier que dans les syndicats locaux, une équipe de rédacteurs pourraient recevoir le mandat d'élaborer et de rédiger à période fixe (à tous les mois et demi ou 2 mois) un dossier, plus une ou deux pages d'information, à insérer dans les bulletins respectifs de chacun des groupes (ou vice-versa).

Il va sans dire que le financement demeure un problème auquel tous les efforts de solutions devront être apportés rapidement.

Ce n'est qu'au prix de ces efforts et de d'autres qu'une des plus fructueuses initiatives du CAP pourra continuer à oeuvrer adéquatement dans les milieux qui sont rejoints par le "Travailleur".

Intervention et liens avec les syndicats locaux

Comme d'autres C.A.P. dans les années 1971-72, le CAP St-Michel était marqué par la contradiction suivante: la volonté de se présenter comme embryon d'organisation politique des travailleurs et la faible liaison de ses militants avec la classe ouvrière dans les milieux de travail. La liaison avec la classe ouvrière s'établissait surtout avec les travailleurs d'un quartier à partir de problèmes sociaux. Devant cette contradiction, on privilégia l'intervention de l'extérieur sous forme de soutien à des travailleurs en grève, tout en reconnaissant les limite de ce type d'intervention, à la suite surtout de la lutte chez Rémi Carrier.

Dans St-Michel, le CAP s'est limité à intervenir de l'extérieur des entreprises et ses interventions ont touché un nombre restreint d'entreprises. Dans ce qui suit, on tente de catégoriser et d'évaluer les différentes formes d'interventions passées et actuelles.

SOUTIEN A DES TRAVAILLEURS EN GREVE

Le C.A.P décida de soutenir les travailleurs de l'Hôpital St-Michel lors de la grève du Front Commun au printemps 1972. Cette intervention sur les lignes de piquetage permit aux militants du CAP d'amorcer avec eux un contact qui allait permettre de développer une liaison soutenue avec ce syndicat.

Le CAP intervînt auprès des travailleurs en grève chez Blank and Arrow à l'invitation d'un permanent du CCSNM plus progressiste. Cette intervention permît aux militants de constater la faiblesse extrême du syndicat local; aussi aucun contact sérieux n'a pu être fait avec des travailleurs de cette entreprise.

Enfin, le CAP organisa un fonds de soutien aux grévistes de chez M.D. Dans ce cas, la lutte syndicale et le travail de soutien était dirigé de l'intérieur par deux militants-travailleurs reliés au secteur travail du Cap Maisonneuve. (voir le bilan de la lutte chez M.D.).

Comme on peut voir l'origine de ces trois interventions de soutien à des travailleurs en grève est différente. Dans le premier cas, il s'agit d'une initiative du Cap; dans le deuxième cas, c'est un permanent progressiste qui invite le Cap à intervenir; dans le troisième cas, ce sont des liens entre militants politiques (Maisonneuve, St-Michel) qui amène le CAP à intervenir. Ceci explique également les différences entre ces trois interventions en ce qui a trait à la connaissance préalable du milieu et l'aspect politique de l'intervention. Dans le premier cas, quelques militants du CAP avaient des connaissances sur la situation à l'hôpital; d'autre part, l'intervention du CAP se situait dans le cadre d'une des luttes syndicales les plus importantes au Québec. En un sens, le CAP n'avait presque pas le choix d'intervenir ou pas. C'est uniquement parce qu'il a été possible de repérer des travailleurs combatifs que cette intervention a revêtu un caractère politique important pour le CAP. Dans le second cas, le CAP a agi par activisme et a été ni plus ni moins que la marionnette de l'appareil syndical. On s'est servi du CAP et le CAP s'est laissé embarquer dans une intervention sans connaitre les conditions et les possibilités d'un travail politique. Dans le cas de M.D., c'est différent. Les militants du CAP ont pu connaitre à l'avance les conditions et les limites de l'intervention grâce aux liens existants entre des militants travailleurs et des militants politiques de Maisonneuve et St-Michel.

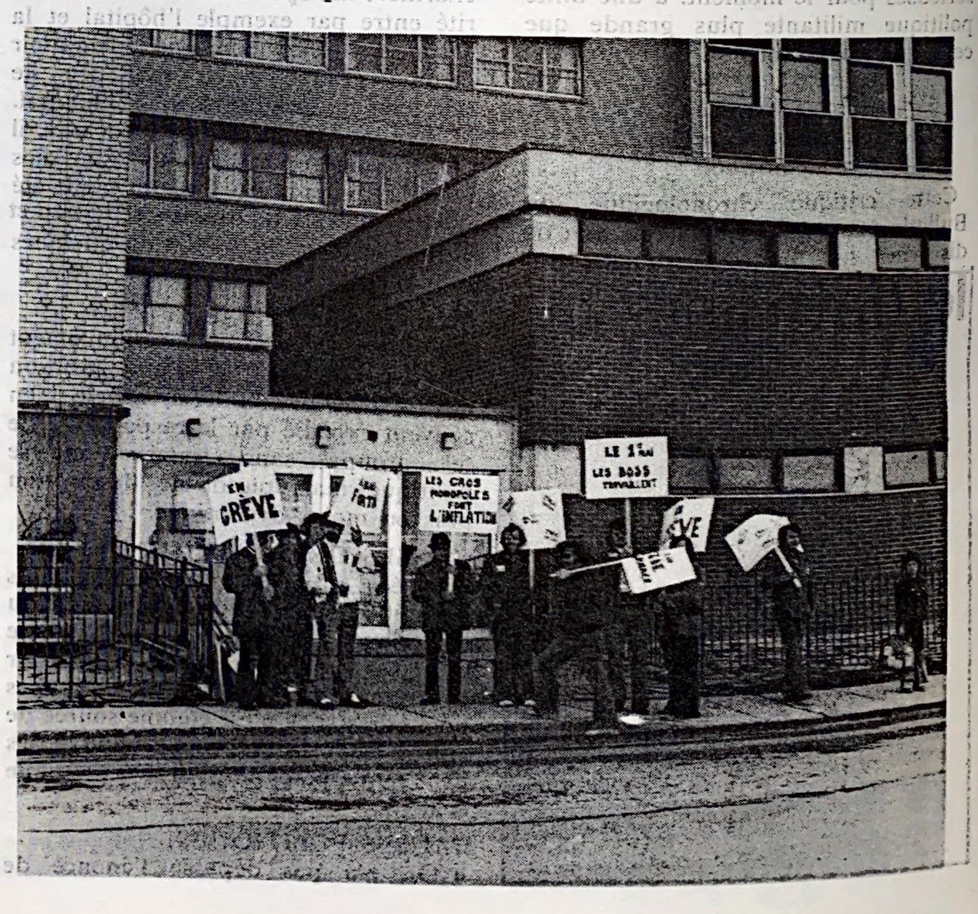
Ces interventions ont permis aux militants du CAP *d'apprendre beaucoup* sur les conditions et les possibilités d'un travail politique à l'extérieur et à l'intérieur des milieux de travail, sans pourtant permettre de résoudre la contradiction mentionnée plus haut.

ENQUETE SUR LES MILIEUX DE TRAVAIL

Parallèlement à ces interventions de soutien, le CAP a poursuivi de façon décousue et superficielle un travail d'enquête sur les milieux de travail dans le quartier. Les résultats sont plutôt en termes de cartographie industrielle. On connaît peu la situation des travailleurs des usines du quartier.

INFORMATION-PROPAGANDE

Soit par le biais du contact sur les lignes de piquetage, le Bulletin de quartier, la participation aux assemblées syndicales, des échanges informels et d'autres type d'intervention, le CAP a tenté de faire un travail idéologique: les éléments avancés étaient en gros la critique des appareils syndicaux, la question des monopoles, la critique des partis bourgeois et la nécessité de l'organisation politique autonome des travailleurs, la solidarité avec d'autres travailleurs en lutte etc... Ce travail a été un peu plus approfondie avec les travailleurs de l'hôpital par le biais du



Bulletin lequel est distribué à l'ensemble des travailleurs.

Toutefois ce travail d'information-propagande peut difficilement s'évaluer dans la mesure où il ne se raccroche à aucune ligne politique claire. Il y a danger de tomber dans l'opportunisme aussi bien que dans le gauchisme; il s'agit de voir qui peut supporter ce travail à l'intérieur des syndicats et voir dans quelle mesure ce travail conduit à un isolement ou à une plus grande liaison avec les masses.

INTERVENTIONS COMMUNES: 1er MAI ET BILL 65

A la suite de la grève du Front Commun, le CAP et le Syndicat de l'H.ST.M. ont collaboré au niveau de deux interventions: la fête du 1er mai et l'élection des usagers auC.A. de l'hôpital prévue par le Bill 65.

Dans le premier cas, on a marché ensemble dans les rues autour d'un char allégorique dénonçant l'administration de l'hôpital. Il y a eu collaboration pour la diffusion de tracts et la constrution du char allégorique. Cette action commune a permis au CAP de raffermir ses liens avec le Syndicat.

A la même époque, l'expérience des liens entre le Syndicat et les groupes populaires était diffusée au niveau du Congrès du CCSNM et donna lieu à un certain nombre de résolutions.

En même temps, des rencontres avaient lieu concernant l'élection d'usagers au C.A. de l'hôpital. Il fut décidé de présenter un candidat du cap et un candidat du Syndicat. Au niveau du Cap, on n'a pas fait une analyse très poussée sur la participation aux élections et à un organisme dominé par les patrons. Aucun militant du CAP n'était réellement préparé à cette tâche. Plutôt que de procéder à une analyse politique claire avec les militants du Syndicat, nous nous sommes laissés embarqués dans cette lutte opportuniste; nous comptions par cette lutte renforcer nos liens avec le Syndicat. En pratique, nous faisions le jeu des Centrales et de l'Etat.

Cependant l'échec subi lors des élections et le déroulement-même des élections permirent aux militants syndicaux et politiques de mieux voir le rapport de forces entre les patrons et les travailleurs à l'étape actuelle. Ceci permit également de secouer le mythe des élections et l'illusion démocratique dans une société capitaliste.

REGROUPEMENT

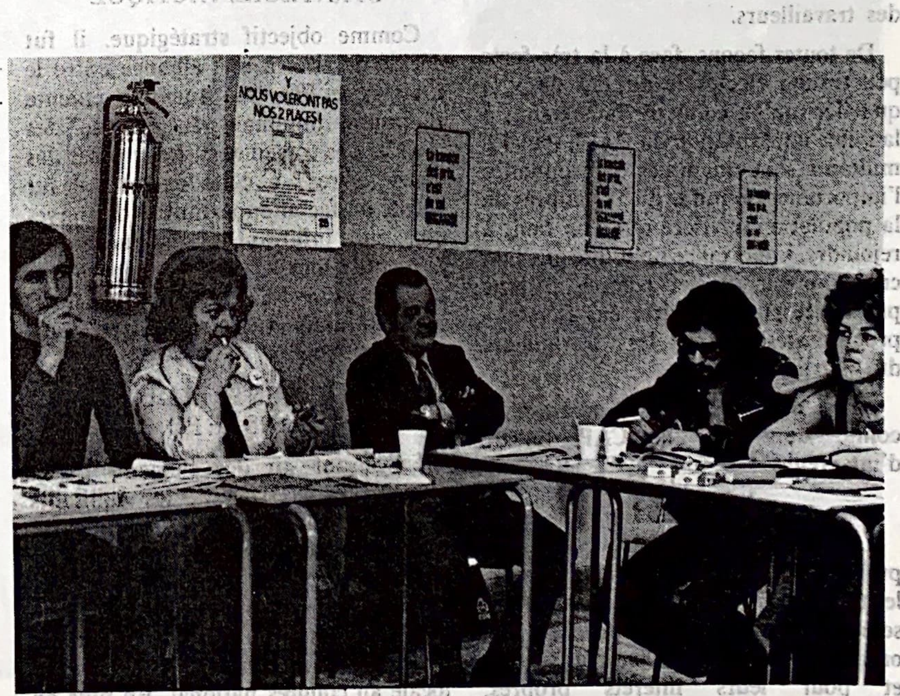
Des militants d'un organisme de formation ont décidé de concentrer le travail de formation et de soutien idéologique à l'organisation au niveau de quatre régions. Une des régions déterminées couvre le Nord-Est de Montréal, y inclus le quartier de St-Michel. Ce travail était concentré au niveau de syndicats locaux en lien avec le CAP et les groupes populaires progressistes du quartier St-Michel. Deux types d'intervention étaient d'abord prévus: une école de militants syndicaux d'entreprises de la région et un travail de formation en profondeur avec quelques groupes de travailleurs combatifs dans deux ou trois syndicats. Pour amorcer ce travail, il était important de trouver une façon de regrouper les militants de syndicats, d'établir le contact et de gagner leur confiance. De plus, on trouvait important de commencer à établir des liens entre ces militants et des militants du CAP oeuvrant dans des groupes populaires dans la perspective de transformation des groupes populaires (composition, direction assumée par des travailleurs d'entreprise du quartier). C'est ainsi que sous la direction d'un militant syndical d'un hôpital fut convoquée une première réunion en semptembre '73 regroupant des militants de syndicats d'hôpitaux de la région et de groupes populaires.

Le regroupement était conçu comme un lieu d'échange devant conduire à une analyse commune, à des actions en commun. Comme tel, le regroupement n'avait aucun caractère organisationnel; il s'agissait plutôt de réunions périodiques présidées à tour de rôle par différents militants. En pratique, le temps des réunions a été consacré à des échanges entre militants syndicaux sur les problèmes et les luttes qu'il vivaient. Ceci était favorisé par le fait qu'il s'agissait tous de militants travaillant dans des hôpitaux.

Ceux-ci peuvent commencer à entrevoir des pratiques communes et des collaborations concrètes. Notamment au niveau des griefs, du journal, et de la prochaine convention collective, les militants du M.R. et de St-Michel pourraient jouer un rôle d'avant-garde. Pour le moment il serait prématuré d'inviter des militants syndicaux de d'autres secteurs d'activité. Il faudra que le travail politique dans d'autres milieux progresse.

FORMATION

A l'occasion des réunions du Regroupement des travailleurs d'hôpitaux, il a été possible d'établir des contacts sérieux avec les militants des syndicats des hôpitaux en vue d'entreprendre un travail de formation. Un militant du CAP est responsable de cette tâche. L'objectif principal poursuivi, c'est de permettre à un groupe ou un comité de travailleurs combatifs de se constituer sur des bases autres qu'uniquement la lutte syndicale et politique.



Le CAP fut très actif dans la formation des syndiqués des hopitaux du quartier.

L'intervention du P.Q.

SITUATION GENERALE DU PQ VIAU

Le comté de Viau est créé à l'automne '72. Il regroupe des classes sociales assez diversifiées en plus de contenir une bonmne proportion d'immigrés (région de Montréal-Nord, St-Michel). Aux élections de 1970, dans les comtés regroupés maintenant dans le comté de Viau, le PQ possède une cote de popularité parmi les plus haute dans la province chez les francophones (59%). Cependant, le PQ ne peut espérer remporter le siège à cause de la forte présence de la communauté italienne.

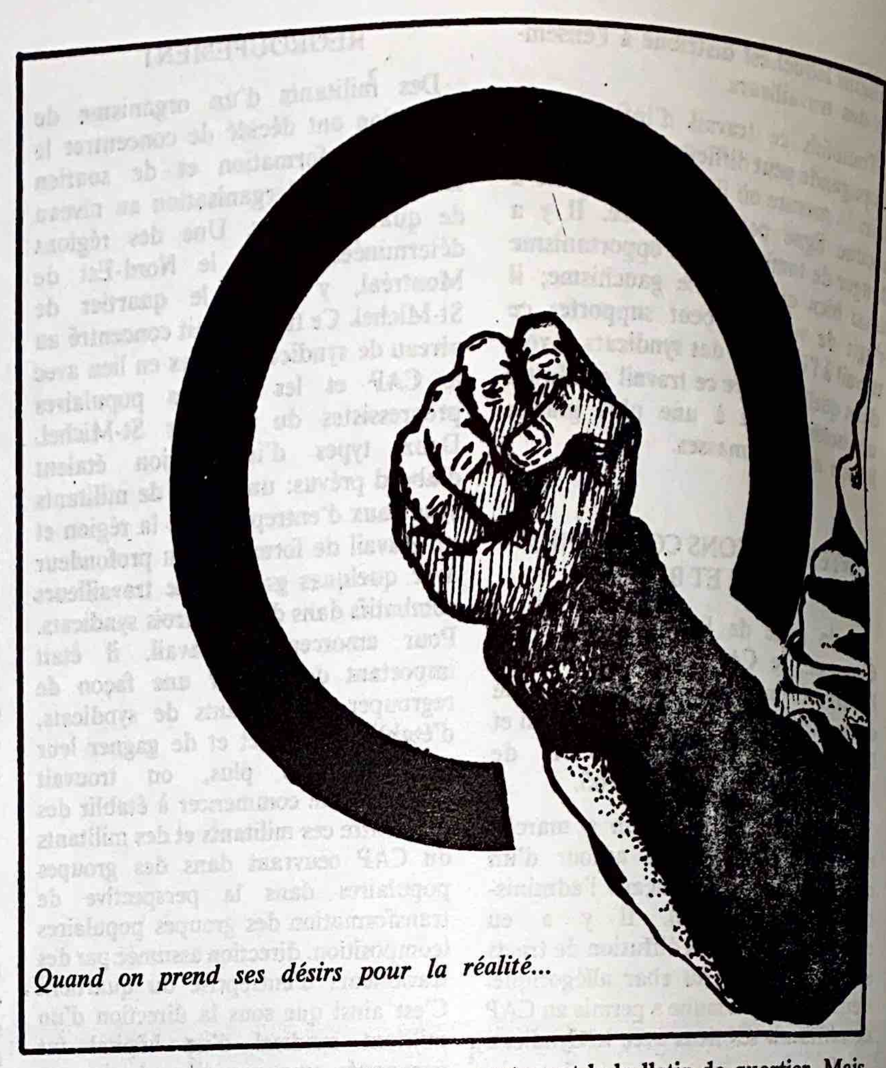
Et c'est dans ce décor que le CAP décide d'intervenir en octobre '72. Son implantation est très faible, sa façon d'intervenir demeure la constitution de "noyaux" plus politisés dans les groupes populaires. Malgré l'opinion politique de plusieurs militants envers le PQ ("un parti bourgeois") plusieurs embiguités subsistent quant à la question nationale et des intérêts des travailleurs dans cette lutte. On sait que la direction du parti est petite bourgeoise et ne partage pas l'analyse de la lutte des classes. Cependant, certains militants croient encore à une possibilité de changement de l'intérieur tandis que d'autres, tout en reconnaissant le caractère progressiste du PQ n'y voient qu'un parti avec qui, circonstanciellement, il serait utile de s'allier de façon autonome en fonction des intérêts des travailleurs.

De toutes façons, face à la très forte pénétration électorale du PQ dans le quartier (qu'on compare faussement à la faible implantation du CAP), tous les militants sont unanimes à reconnaître l'importance politique du PQ auprès de la population ouvrière que l'on tient à rejoindre, importance politique que l'on croit pouvoir utiliser comme tribune privilégiée pour encadrer des éléments progressistes parmi les travailleurs du quartier.

Aussi, dès le début de la création du comté de Viau, le CAP décide d'intervenir.

NOS BUTS

L'objectif à long terme poursuivant la pratique des "noyaux", est de récupérer les travailleurs les plus progressistes au sein du PQ pour les orienter vers une organisation luttant réellement à partir et pour leurs intérêts propres, organisation qui reste à créer. A court terme, il s'agit d'orienter les travailleurs vers des organismes de base comme le comptoir. Ces objectifs étaient encore assez vagues: les militants ne connaissaient pas réellement la force de récupération politique du PQ-national.



Quand on prend ses désirs pour la réalité...

STRATEGIE, TACTIQUE

Comme objectif stratégique, il fut décidé de viser à une alliance entre le CAP et le PQ-Viau sur une entente commune minimale de défense des intérêts des travailleurs. Pour poser des bases "sûres" à cette entente, il fut décidé de façon opportuniste d'intervenir en infiltrant individuellement l'exécutif local. La question d'une alliance entre le PQ local et le CAP pourrait alors mieux se poser après cette infiltration.

L'INTERVENTION DU CAP DANS LE PQ

Se basant sur des éléments qu'on croyait "progressistes", les militants obtiennent les postes clés sur l'exécutif. De l'infiltration on passe dans les faits au noyautage. Par l'exécutif, on tente d'orienter le contenu politique de l'intervention péquiste dans le comté. Ainsi on oriente même la délégation locale au congrès national. En plus on fait adopter par le PQ une résolution soutenant le bulletin de quartier. Mais dans les faits, aucun travail d'intégration avec la base péquiste n'est entrepris sérieusement. Les militants élus sur l'exécutif veulent se démarquer trop rapidement et trop idéologiquement du projet nationaliste petit bourgeois. Dans l'absence d'un travail d'organisation et de contacts à la base, les militants du CAP sont alors catalogués comme étant de "gauche" et sont amenés rapidement à se retirer face à l'hostilité et à l'incompréhension qu'ils éveillaient chez plusieurs péquistes "moins à gauche", cela combiné au peu de liens qu'ils avaient su se donner avec les éléments progressistes sur une base de travail en commun à un projet commun (l'organisation du comté).

L'ENCADREMENT DU CAP

Expérimentant une nouvelle forme d'intervention, le CAP ne fit pas une évaluation systématique du travail. L'activisme et le manque de clarification politique conduisaient plusieurs autres militants à délaisser la question du PQ pour la laisser aux "responsables". Ainsi, aucune analyse de la conjoncture et des éléments en présence ne fut faite avant de décider l'intervention. Enfin de compte, l'intervention s'est faire presqu'individuel-

lement,

EVALUATION

La ligne opportuniste au départ de notre intervention prend des formes "gauchistes" dans sa réalisation: pour preuve, on n'a qu'à voir les attitudes provocatrices des militants dans une organisation "à infiltrer" et le peu d'intérêt porté au développement de leur crédibilité qu'on ne peut acquérir qu'à partir d'un côte-à-côte régulier dans une tâche commune d'organisation du PQ.

D'autre part, l'infiltration à l'exécutif liait les militants à des tâches d'organisation immédiates, de représentativité au national, régional, etc...et surtout celle de représenter l'idéologie péquiste aux yeux des militants locaux. Les militants pouvaient critiquer le PQ mais jusqu'à une certaine limite. Les postes à l'exécutif bloquaient l'intervention politique. On attendait des militants à l'exécutif qu'ils représentent la majorité des péquistes et qu'ils n'affichent pas trop de parti-pris. Ces tâches les coupaient des membres à la base.

Mais plus fondamentalement encore, ce qui était erroné, c'était la conception de l'alliance entre le PQ local et le CAP. Cette stratégie ne découlait absolument pas d'une analyse du rapport de force en présence. D'une part, une telle alliance n'aurait pu apparaître qu'au travers d'actions communes et non dans une "négociation" entre les deux groupes. D'autre part, il est maintenant évident que l'organisation locale du PQ quel que soit son degré d'organisation autonome et à la récupération idéologique du PQ national (qui rejoint les membres par les journaux, la télévision, etc...). Conséquemment, le projet d'une alliance surestimait grandement les possibilités mobilisatrices du CAP et sous estimait encore plus l'appareil péquiste en général.

A cela. il faut ajouter une autre constatation, le travail d'"orientation" que les militants du CAP voulaient faire au sein du PQ se faisait à partir de "discussions politiques" sur la nécessité de construire une force politique des travailleurs". Les travailleurs péquistes ne réagissaient que très peu à ces discussions qui leur apparaissaient bien naturellement comme très idéalistes. Les militants donnaient l'image ainsi comme des gars qui veulent "tout démolir" et n'ont rien à suggérer de constructif. Au lieu d'entreprendre avec eux un travail d'organisation répondant à des besoins ressentis, dans leur milieu de travail ou dans le quartier, on leur proposait des "idées" détachées de toutes propositions ocncrètes.

LES CONSEQUENCES DE NOTRE INTERVENTION

Un peu avant la campagne électorale, dont l'organisation fut presque nulle, le départ des militants du CAP suscita plus de remous en dehors du PQ local que chez certains groupes comme le syndicat de l'hôpital qu'à l'intérieur du comté. Ainsi, un militant syndical qui voulait présenter sa candidature pour le PQ se décida à la retirer après discussions avec le CAP, constatant l'effet négatif de son intégration au PQ par rapport au travail qu'il avait entrepris à l'hôpital. Ce geste fit réfléchir plusieurs travailleurs de l'hôpital favorables au PQ. La base qui avaient confiance dans le militant syndical et suscita plusieurs questions quant au tôle du PQ par rapport aux intérêts des travailleurs.

Ces événements clarifièrent la question du PQ pour les militants des



Il ne faut pas sous-estimer la capacité de récupération du P.Q. dans l'état actuel du rapport de force politique.

groupes populaires et de l'hôpital. Ainsi, sur la quetion de la ré-intégration du PQ au bulletin de quartier (qui s'en était retiré pour la durée des élections), les militants refusèrent la présence du PQ. Cette position avait déjà été préparé durant les élections où le CAP avait publié une analyse du PQ dans le bulletin. Tout en suscitant certaines réactions négatives, la prise de position plus claire sur le PQ fut perçue avec un certain aspect positif: le PQ y était clairement identifié aux intérêts de la moyenne et de la petite bourgeoisie nationale. Ainsi, peu à peu, les militants du CAP de même que ceux des groupes populaires étaient amenés à se démarquer une fois pour toutes du PQ.

EN GUISE DE CONCLUSION SUR LA QUESTION NATIONALE

C'est dans cette veine autonomiste qu'il faut voir l'orientation des militants du CAP actuellement. Il est clair maintenant que le travail auprès des travailleurs doit être orienté vers la construction d'organisations de masse et autonomes. Une action de "sensibilisation" dans un cadre comme celui du PQ ne peut pas résulter en des effets positifs directs. De l'intérieur du PQ, les militants ne pouvaient faire autrement qu'avoir l'air de gars qui veulent tout casser et rien bâtir. La conception "opportuniste" de notre intervention dans le PQ isola les militants des travailleurs progressistes dans la base du PQ. Désormais, la question nationale devra être abordée à partir des contradictions vécues sur le milieux de travail et dans les organisations autonomes de travailleurs.



Liens avec les autres CAPs et groupes progressistes

Comme l'indique le bilan sur le CAP, les liens avec d'autres CAP et groupes progressistes ont existé surtout en 1970 lors de la campagne du FRAP. Ce n'est qu'à partir de la lutte chez M.D. et le débat sur la question nationale en 1973 que se développent des liens plus serrés avec les autres CAP et groupes progressistes. Toutefois le CAP a subi l'influence des débats au sein des CAP par des contacts et la lecture de textes émanant des CAP et des groupes progressistes ("pour l'organisation...", "La nécessité de...", "Mobilisation", "Les comités de travailleurs", etc...). Pendant un certain temps, le militant travaillant dans un organisme de soutien jouait le rôle de liaison avec les groupes progressistes et autres CAP. Par la suite, plusieurs militants du CAP à travers leurs pratiques ont établi ces liens. En gros le CAP n'a pas cherché à s'insérer dans les débats qui ont secoué les CAP et le FRAP. Malgré tout, le CAP a subi l'influence marquante des Cap Maisonneuve et St-Jacques.

Des liens ont été établi à l'occasion des colloques locaux de quartier pour définir la position des CAP face à cette initiative du CCSNM. Des liens ont également été établi avec le Comité Québec-Chili à l'occasion des manifs, d'une assemblée publique dans le quartier, etc. Le comptoir, la Garderie et le Bulletin, à travers les militants du CAP qui s'y retrouvent ont établi des liens avec d'autres groupes progressistes.

Cependant, ces faibles liens, particulièrement avec les CAP, s'expliquent par le fait que les militants du Cap St-Michel considéraient que la formation idéologique et politique des militants de St-Jacques-Maisonneuve était beaucoup plus avancée, que leurs pratiques étaient beaucoup plus approfondie particulièrement dans les milieux de travail, que leur nombre et leur degré d'organisation était plus poussé. Ce sentiment d'infériorité qui en fait correspondait à une inégalité de développement d'organisations (les Cap) rendait difficile l'établissement de liens.

D'autre part à cause des nombreux débats au sein des Cap Maisonneuve et St-Jacques, on voyait mal comment on pouvait établir des liens avec ces CAP sans devoir s'insérer dans des débats pour lesquels nous nous sentions mal préparés (du point de vue de la formation et de la pratique). Depuis, ce sentiment d'infériorité s'est évanoui face à une connaissance plus concrète de ces Cap. Cependant le problème de liaison minimum entre militants socialistes reste entier et a longtemps été obscurci par l'existence des Cap sous leur forme passée et actuelle.

quatrième partie

Conclusion

Le bilan de nos diverses pratiques nous amène ainsi à dégager certains acquis plus généraux, principalement en ce qui a trait au travail en quartier, mené par des militants socialistes. Dans un premier temps, nous essaierons donc, de situer le développement du travail de masse en quartier, donc des luttes *sociales* menées par les travailleurs, par rapport aux luttes menées par les travailleurs en usine (lutte ouvrière)

C'est pourquoi nous tenterons de définir 1) ce qu'est une lutte sociale (travail en quartier) 2) ce qui fait qu'on ne peut pas à l'étape actuelle du mouvement ouvrier espérer qu'une lutte sociale devienne et engendre un processus large de conscientisation de classe. Ensuite 3) nous tenterons de souligner la nécessité de concentrer nos énergies sur la lutte ouvrière et sur la tâche principale à accomplir: la construction d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Enfin, dans un second temps, sous situerons la place et le rôle essentiel d'un regroupement de militants socialistes dans le travail de quartier précédemment circonscrit.

Organisation de masse en quartier

La lutte sociale

Avant de définir comment il serait possible de lier les luttes sociales aux luttes ouvrières, il faut tenter de définir ce qu'est une lutte sociale (ou urbaine) et ce qui fait qu'elle peut s'insérer dans un processus de continuation ou pas.

On peut définir une lutte sociale comme étant un nouveau type de conflit social directement lié à l'organisation collective du mode de vie. En effet depuis déjà plusieurs années, le développement du capitalisme a donné naissance à des contradictions urbaines qui ont engendré de nombreux problèmes urbains. On n'a qu'à penser aux conditions de logement, à l'accès aux équipements collectifs, aux problèmes de transport (l'éloignement grandissant entre le milieu de travail et le foyer, aux problèmes spécifiques à certains groupes sociaux, tels les vieillards, les assistés sociaux, les chômeurs..., à la rénovation urbaine, à l'absence de garderies pour les femmes, etc...Tous ces problèmes sont le résultat de la concentration accélérée des moyens de production aux mains d'une infime minorité, de la constitution de trusts financiers et de grandes organisations de production, liés à l'intervention croissante de l'Etat, en d'autres mots au *capitalisme monopoliste d'Etat.*

Ces problèmes urbains donnent naissance à certaines organisations populaires qui remettent en cause l'ordre établi. Les luttes "sociales" sont donc des luttes sur les conditions de vie en dehors de l'usine.

Nous savons déjà que de nombreuses luttes urbaines (ou sociales) ont été menées ailleurs, aux USA, en France, en Italie, au Chili, mais il existe peu d'analyse, à notre connaissance, qui nous permettent d'évaluer ce qui fait qu'une bataille contribue ou pas à l'édification d'une conscience de classe. Manuel Castells dans *Luttes Urbaines*, après avoir analysé et participé à un certain nombre de luttes urbaines affirme qu'une lutte sociale réussit, c'est-à-dire plus précisément a un effet politique, quand, à un premier niveau, trois conditions fondamentales se retrouvent simultanément, à savoir:

1) un "enjeu social" sans ambiguité, où les intérêts de classe en présence s'affrontent directement;

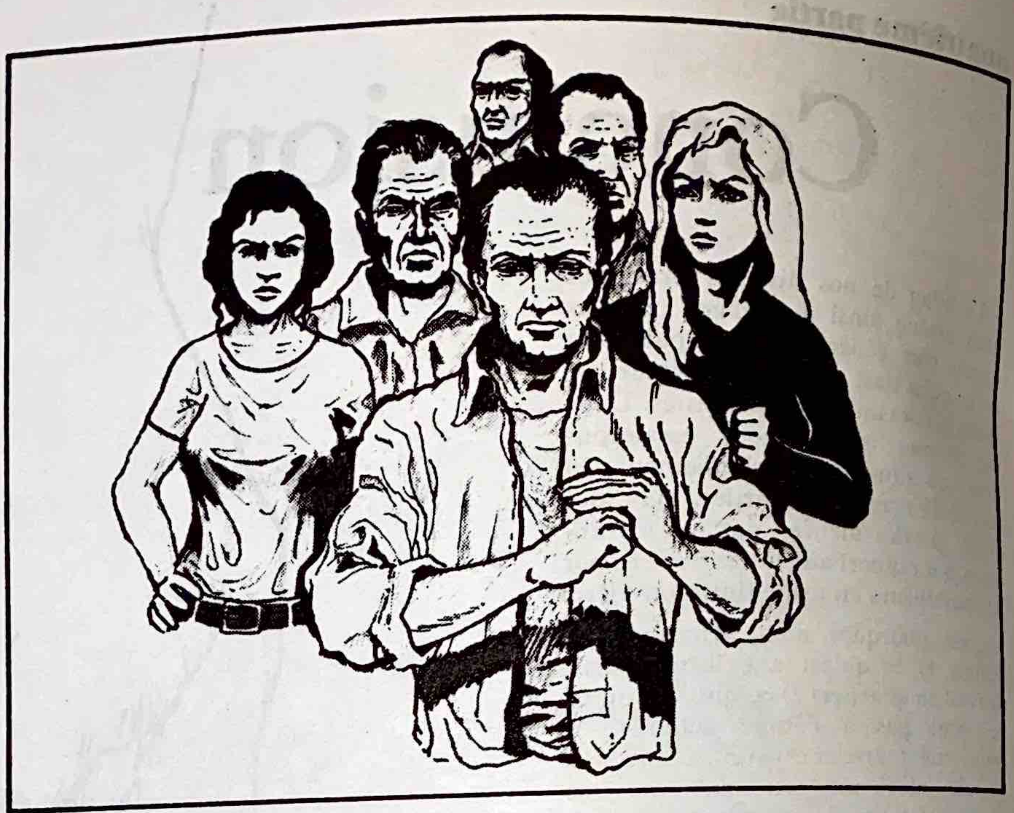
2) une "base sociale" homogène (classe ouvrière;

3) une "organisation politique" ouvrière, dont les militants habitent le quartier et prennent en charge la coordination et la popularisation des luttes, tout en se liant étroitement à cette base sociale, pour constituer avec elle une "force sociale".

Et à un deuxième niveau, l'effet urbain (la revendication est satisfaite ou non) et l'effet politique (mobilisation et organisation de l'autonomie des habitants du quartier) se renforcent en se désamorçant mutuellement selon un processus assez précis: en effet, le

niveau de conscientisation plus ou moins grand d'une lutte repose sur le fait que la revndication est satisfaite ou non, selon le degré de mobilisation et enfin selon l'orientation politique de l'organisation intervenant.

Ce schéma nous permet de mieux comprendre pourquoi les luttes sociales à St-Michel n'ont jamais revêtu un caractère combatif, contrairement par exemple à St-Henri ou Milton-Park.. En effet, à St-Michel, il existe ou existait selon le cas deux types d'organisations défensives, à savoir des organisations pouvant revêtir un caractère combatif (association de locataires, ADDS...) et des associations à caractère défensive (comptoir alimentaire, garderie, clinique juridique...) Le premier type d'organisation à St-Michel n'a jamais livré de lutte sociale parce qu'il n'y a jamais eu un "enjeu social" suffisamment clair où les intérêts en présence auraient pu l'affronter. C'est sans doute ce qui explique que les permanents de l'ALSM aient senti le besoin *d'initier* des luttes qui n'ont jamais mobilisé personne (ou si peu). D'autre part, le second type d'organisation (qui se situe dans des conditions différentes amenant des possibilités de luttes différentes), que l'on définit habituellement comme des organisations de services visant à donner aux travailleurs leurs propres instruments pour mieux "lutter" contre les effets quotidiens du système capitaliste, ces organisations tout en mobilisant beaucoup de gens, n'offrent aucune possibilité de lutte, du moins présentement, pouvant conscientiser ses membres. Ainsi, au comptoir alimentaire, la "lutte" s'avère des plus difficiles. D'une part, l'"enjeu social" n'y est pas sans ambiguité (il n'y a pas que les ouvriers qui soient touchés par la hausse des prix des aliments). Et d'autre part, la base sociale n'y est pas tout à fait homogène (ainsi un comptoir alimentaire regroupe tout autant des travailleurs, des assistés sociaux, des petits bourgeois...) Oubliant cette analyse objective de la réalité, les militants ont tenté de faire du comptoir un instrument de lutte de la classe ouvrière. C'était présenter une fausse alternative à l'agression capitaliste (l'inflation). Car cette forme d'organisation défensive, tout en mobilisant des gens, ne peut développer spontanément une conscience de classe appuyée sur des luttes concrètes. Ne pouvant se base sur des confrontations réelles de classes, il ne restait alors qu'à y développer la lutte idéologique (style présentation et



adoption d'un manifeste politique affirmant l'étiquette anti-capitaliste et prolétarienne du comptoir alimentaire). Cette tendance opportuniste de "gauche" ne fut cependant pas dominante.

Le travail de quartier jusqu'à date en fut un plutôt d'animation sociale, caractérisée avant tout par une tendance social-démocrate. Les militants avaient des buts à long terme au CAP (développer la conscience de classe et participer à la création d'un parti des travailleurs), mais il était impossible de les relier concrètement à des pratiques qui allaient dans ce sens. En s'enfermant dans ce qu'ils avaient initié, les militants essayaient sans tenir compte des limites objectives inhérentes aux types d'organisations mises sur pied de conscientiser les travailleurs membres à "fret", c'est-à-dire en dehors de tout lieu de confrontation réelle de classe. *On voit donc que l'articulation entre luttes sociales et lutte politiques ne se fait pas d'elle-même: il faut une intervention organisée, capable de les lier dans la pratique politique des masses.*

Bien que les conditions objectives n'aient pas permis de mener une lutte "sociale" véritablement combative à St-Michel, les militants reconnaissent qu'il y a eu ailleurs certaines luttes "sociales" (par exemple, la lutte contre la rénovation urbaine dans Milton-Park, la demande de construction d'un hôpital à St-Henri, la lutte pour un centre communautaire à Maisonneuve, etc...) Ces luttes présentaient certains éléments (tel un "enjeu social" et une base sociale homogène) susceptibles d'engager un processus de conscientisation de classe. Cependant, là-aussi, la liaison entre lutte sociale et lutte politique n'a pas su se faire dans la pratique. Elle a été tout au plus énoncée à travers une organisation (FRAP, organisation ne s'appuyant pas fondamentalement sur la classe ouvrière).

Donc pour qu'une lutte sociale fasse avancer la conscience ouvrière, un des éléments déterminants est l'orientation politique et le type d'organisation avancé pour prendre en main la mobilisation de la lutte. Cette organisation n'existe pas encore ici: c'est ce à quoi travaillent les militants socialistes actuellement. Si la lutte sociale ne permet pas *présentement* ou ne favorise pas le développement d'une conscience de classe orientée vers l'organisation ouvrière, organisaiton pouvant donner une direction politique aux luttes de classes, on en vient à se demander quelles sont les luttes qui favoriseront cette émergence?

La lutte ouvrière

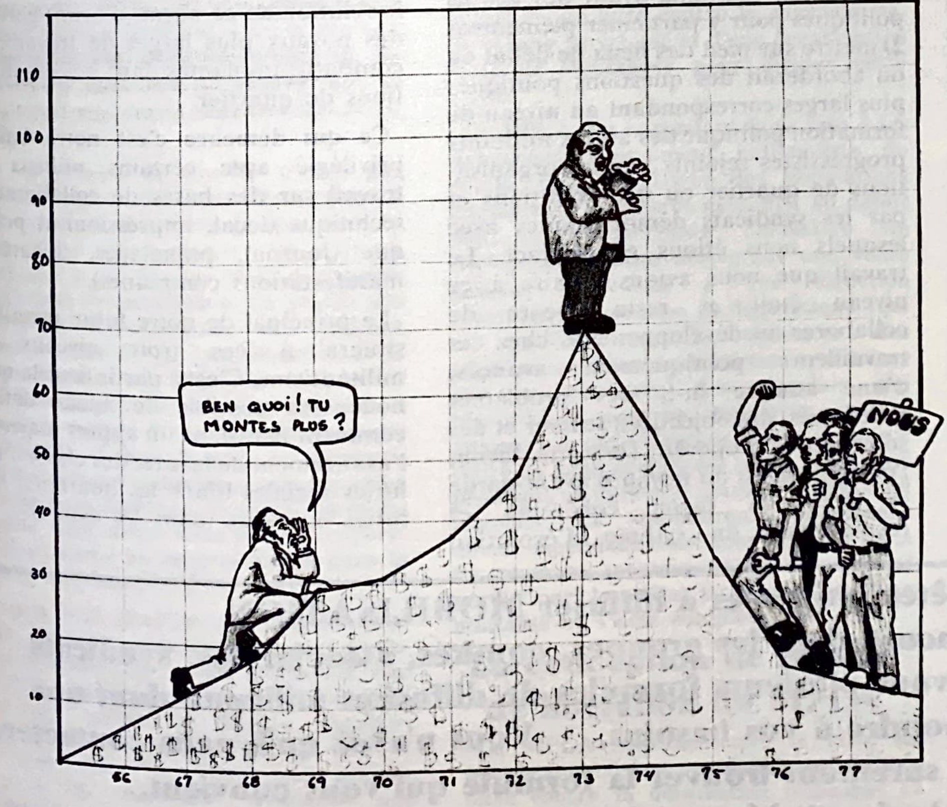
Certaines luttes ouvrières offrent un "enjeu social" où les intérêts de classe en présence s'affrontent directement; quant à la base sociale, elle est homogène, ce qui n'est pas toujours le cas des luttes sociales. C'est pourquoi, nous croyons qu'au Québec actuellement, nous devons concentrer nos énergies sur la lutte ouvrière (en usine), laquelle lutte favorise sans doute

l'émergence d'une avant-garde véritablement prolétarienne.

D'ailleurs, l'expérience des luttes ouvrières au niveau international nous éclaire énormément sur ce sujet. En effet, au Chili, les luttes sociales qui ont fait avancé la conscience de classe des travailleurs étaient liées à des organisations politiques (entre autres le mouvement des pobladores). Sur la question de la liaison entre lutte sociale et lutte ouvrière, le texte préparé par les militants de l'organisation italienne LOTTA CONTINUA (in Mob., vol.3, no 6) est assez explicite. Les premières tâches que les militants se sont données consistaient à assurer la consolidation et la continuité des *organisations de base dans les usines*; quant à la deuxième étape, elle consistait à porter la lutte en dehors des usines (la lutte sociale ou urbaine).

"...Cela ne signifie pas toutefois pour nous que l'aspect principal de la lutte n'est pas situé dans les entreprises. Au contraire, nous pensons que l'existence des luttes de la classe ouvrière à l'intérieur des usines est une condition essentielle pour le développement du mouvement à l'intérieur. Cela est ainsi parce que c'est à l'intérieur des usines principalement qu'il est possible de créer les conditions pour l'unité de la classe ouvrière et pour le développement de la direction ouvrière sur les autres couches d'exploités; ainsi, les ouvriers doivent diriger la lutte parce qu'ils sont les seuls à pouvoir exprimer un tel degré d'antagonisme contre la structure du capitalisme dans son ensemble..."

Partant de cette conclusion prioritaire dans la construction d'une organisation ouvrière, il apparait alors important d'utiliser les quelques acquis constitués au comptoir et à la garderie, dans le sens développé par cette orientation. C'est donc en soulignant auprès des travailleurs et travailleuses les plus progressistes du comptoir et de la garderie par exemple l'alternative organisationnelle que constituent les comités de travailleurs qu'il sera possible de développer une ligne et un travail politique appropriés à notre lieu d'intervention (quartier) et à l'étape actuelle du mouvement révolutionnaire au Québec. Cependant, n'ayant pas développé à St-Michel ces pratiques en usine, les militants tenteront au moment opportun, de mettre ces travailleurs progressistes en liaison avec ceux qui y militent. Il ressort donc qu'à l'étape actuelle, les militants doivent privilégier l'organisation en milieu de travail. Conséquemment, ils croient qu'il importe présentement de susciter un intérêt marqué chez les travailleurs rejoints sur la base du quartier en faveur des solutions en milieu de travail.



Organisation d'avant-garde

En quartier

Comme on le voit, on a beau établir que la priorité est à l'organisation en milieu de travail, il ne faut pas en conclure pour autant que tous les militants doivent concentrer leurs forces en usine, abandonnant ainsi les acquis développés sur d'autres fronts de lutte.

Au contraire maintenant, en situant clairement les limites et les possibilités du travail de quartier, nous voyons que les luttes ouvrières peuvent parfois tirer avantage de nos pratiques. En effet, d'une part nos expériences de luttes et d'autogestion sur tel ou tel point peuvent sûrement être le guide concret de certaines luttes en milieu de travail (ex. les garderies devenant une importante revendication de classe en usine) tandis que d'autre part les travailleurs progressistes rejoints par le biais des organisations de quartier et politiquement informés par des militants socialistes y travaillant peuvent orienter leurs énergies combatives vers leurs milieu de travail et ainsi participer à la construction d'une force réelle des travailleurs. Ainsi relié aux lutte ouvrières, le travail en quartier devient un apport à tout le moins non négligeable. Cependant, cette interrelation entre les deux types d'intervention nous amène à souligner l'importance d'une coordination concertée des tâches politiques du militantisme en quartier. En effet, comment des militants socialistes peuvent-ils penser présenter de façon cohérente auprès des travailleurs rejoints, non seulement une optique de classe mais surtout des solutions pratiques d'organisation qui tiennent compte des priorités du moment (comités de travailleurs) sans pour cela prévoir un lieu où ces militants socialistes s'entendraient sur les objectifs à atteindre et analyseraient les moyens pour y parvenir et planifieraient une stratégie militante commune.

Et comment peut-on, en milieu de quartier éviter la tendance social-démocrate si répandue dans les luttes sociales (celles qui voient la priorité dans l'animation sociale et "politique" d'où naîtra, on ne sait trop comment, un parti de travailleurs) sans un travail d'analyse rigoureuse de nos interventions et des possibilités politiques qu'elles contiennent?

De plus, comment peut-on concevoir des interventions socialistes en quartier

qui puissent tenir compte de leurs limites politiques (à l'encontre des ultra-"gauchistes" qui se voient en quartier comme l'embryon organisationnel du futur parti) et conséquemment de leurs rôles spécifiques à remplir dans l'édification de l'organisation des travailleurs, sans pour cela voir l'importance d'un regroupement de militants plus avancés dont la tâche serait justement de clarifier ces multiples aspects de leur travail politique?

Comment penser un travail politique sérieux et cohérent sans enquêtes, sans analyse commune des conditions de base, sans critique mutuelle de nos intervention, sans systématisation de nos acquis, sans clarification de nos objectifs et sans élaboration de nos stratégies? En fin de compte, clairement, comment militer de façon juste et efficace en quartier sans un regroupement de militants socialistes qui puissent ajuster continuellement notre travail au niveau des luttes sociales aux priorités actuelles du mouvement et aux principes du marxisme-léninisme?

Ce noyau d'avant-garde (que nous est apparu, au fur et à mesure de nos pratiques, essentiel à tout travail d'intervention politique. Autant en milieu e travail, il est important d'analyser entre les militants socialistes, les conditions objectives et subjectives qu'on aura à rencontrer, la façon de traiter telle ou telle situation, les erreurs d'intervention et les bons coups qu'on a posés autant en quartier ce type de concertation est primordiale.

Ce noyau de militants socialistes ne peut être, dans un premier temps que restreint à ceux qui ont la formation et l'expérience voulue pour participer pleinement aux analyses et aux débats élaborés de façon ouvertement marxiste-léniniste. Il ne s'agit surtout pas de charrier dans ces discussions des militants qui bien que progressistes, seraient dépassés par le type de problèmes abordés clairement au C.A.P.

Expliquons-nous! Cette façon de fonctionner s'est implantée au C.A.P. suite à de multiples expériences désastreuses de participation large de militants progressistes au CAP (Frap 70, regroupement des citoyens, CAP élargi 71). A ce moment là, guidé par un esprit quelque peu ouvriériste, nous affirmions que le noyau de militants avancés devait regrouper le plus grand nombre de travailleurs combatifs et de personnes progressistes. Cependant, c'était se vouer à un fonctionnement sclérosé voire même très peu efficace. En effet, soit que, d'une part conscients du peu de formation politique de certains militants, nous nous contentions d'aborder des sujets à très courts termes, touchant leurs intérêts immédiats: on en arrivait ainsi rapidement à ne militer que de façon empirirque sans réelle analyse de fond de nos interventions et de leur orientation politique. Soit que d'autre part, excédés par ce peu de clarification commune nous agissions alors de façon gauchiste en abordant individuellement les sujets certes essentiels pour des militants socialistes mais qui paraissaient de peu d'intérêts pour les travailleurs progressistes qui se réunissaient alors au CAP.

Peu à peu, l'évidence ne pouvait que s'installer. Pour avancer efficacement dans notre travail d'intervention politique nous devions 1) restreindre le débat d'analyse, d'orientaiton et de stratégie socialiste, dans un premier temps, aux militants ayant des acquis politiques pour y participer pleinement 2) mettre sur pied des lieux de débat où on aborderait des questions politiques plus larges correspondant au niveau de formation politique des autres militants progressistes rejoints par les organisations de quartier où nous militions et par les syndicats démocratiques avec lesquels nous étions en contact. Le travail que nous avions à faire à ce niveau était et reste encore de collaborer au développement, chez ces travailleurs politiquement avancés, d'une analyse m-l, des problèmes rencontrés, des objectifs à se fixer et des solutions à proposer. De cette façon, l'élargissement du noyau d'avant-garde se fera de façon cohérente et respectueuse du rythme d'évolution politique des travailleurs rejoints. Bien que cet élargissement demeure secondaire présentement face à celui à créer en milieu de travail (priorité qu'il nous faudra constamment souligné auprès des travailleurs rejoints), nous devons envisager dès maintenant, la collaboration de certains travailleurs devenus des militants socialistes au sein du CAP.

Cette pratique évolutive s'est avérée jusqu'à maintenant juste à St-Michel. Aussi, c'est à la lumière de nos expériences autant positives que néfastes que nous continuerons à militer dans ce sens. A partir de ce bilan, plusieurs discussions politiques seront initiées entre certains éléments plus formés avec qui nous travaillons depuis longtemps, et nous-mêmes. De ces discussions pourra naître un nouveau noyau de militants où, la composition, les objectifs et le fonctionnement ayant été clairement établis, nous pourrons continuer à ajuster notre militantisme à une analyse commune, constante et cohérente.

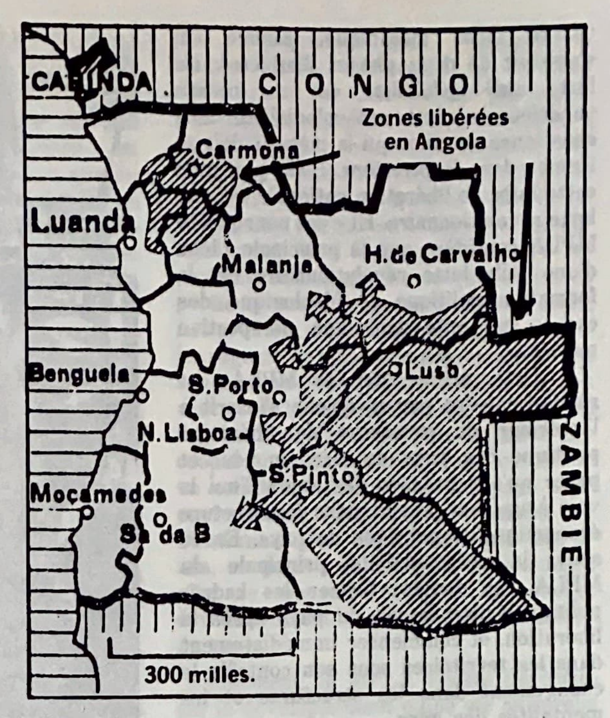
Le Comité d'action politique cessera de s'appeler comme tel. Il s'appellera d'un nom qui correspondra à sa fonction réelle mais cela n'a que très peu d'importance. Ce qui demeure, c'est la nécessité d'un regroupement socialistes où l'analyse, la critique et l'orientation de notre travail puisse se faire pleinement. Ce qui demeure, c'est la relation de ce noyau d'avant-garde à des noyaux plus larges de travailleurs combatifs implantés dans nos organisations de quartier.

Ce qui demeure c'est notre liaison privilégié avec certains milieux de travail sur des bases de collaboration technique (local, impression) et politique (Journal, piquetages, débats et manifestations communes).

Le principal de notre futur travail se situera à ces trois niveaux de militantisme. C'est à partir de cela qu'il nous sera possible de mieux définir comment lier, dans un apport majeur à l'avancement de la lutte des classes, nos luttes sociales (dans les quartiers) aux luttes ouvrières (dans les usines).

ANGOLA

La lutte et l'organisation dans les territoires libérés



Zones libérées en Angola où 10.000 soldats des MPLA (Mouvement Populaire de Libération d'Angola) doivent faire face à une mobilisation de 62.000 soldats portugais.

Bref historique

Le MPLA fut crée en 1956, fusionnant plusieurs organisations clandestines. Ces différentes organisations, isolées, non reliées entre elles, et peu consolidées quant à leurs objectifs et à leurs moyens de lutte, étaient alors représentatifs du mouvement spontané de révolte qui se manifestait en Angola, comme ailleurs en Afrique.

Le mouvement de révolte n'était pas nouveau. Déjà au début du siècle certains mouvements avaient été écrasés dans le sang. . Celui des années '50 arrivait cependant à une époque où la désorganisation de la vie nationale avait atteint son paroxysme. L'introduction des grandes cultures industrielles, l'accentuation de la répression due à la politique super-réactionnaire du gouvernement portuguais en face de la montée des luttes dans les pays avoisinants (Congo belge), et l'émigration massive des campagnes vers les villes à cause de la politique de travail forcé du régime colonialiste avaient particulièrement exacerbé les contradictions dans la société angolaise.

Face à cette situation s'étaient développées plusieurs organisations qui revendiquaient une plus grande autonomie, des réformes sociales et la possibilité d'une vie culturelle propre au peuple angolais. Cependant ces organisations en vinrent vite à constater l'inutilité de leurs actions face à la répression sanglante qui s'abattait sur elles. Sous l'initiative d'intellectuels angolais qui avaient étudié à l'étranger et avaient eu accès à la théorie marxiste, ces organisations se réunirent dans le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), mettant de l'avant la nécessité d'un front uni populaire de lutte contre le colonialisme, de la lutte prolongée et d'une organisation forte et structurée pour diriger cette lutte.

Le MPLA dut cependant faire face à un dangereux mouvement nationaliste de droite, l'UPA (L'Union des populations angolaises). Ce mouvement prit au début des années soixante l'initiative de déclencher la lutte armée sur une vaste échelle, mais dû à une direction réactionnaire, raciste et dogmatique (qui se traduisit par le massacre des populations blanches de certain territoires par le massacre des angolais qui travaillaient pour les entreprises portuguaises, et par l'absence d'une stratégie claire de lutte prolongée), cette campagne provoqua un immense massacre du peuple angolais. Ce malheureux événement devait cependant constituer le début de la fin pour ce mouvement de droite qui perdit par la suite la plupart de ses militants et s'isola complètement.

La conception de la lutte de libération du MPLA

Le MPLA considère que la lutte du peuple angolais est une **double révolution:** lutte contre la domination coloniale, et lutte contre les structures traditionnelles. En ce sens, la lutte n'est donc pas uniquement militaire, elle est également politique. Cette conception d'une double révolution vient du caractère même de la lutte, qui est à la fois anti-colonialiste et révolutionnaire. Cependant, le caractère de masse de la lutte anti-colonialiste est masse de la lutte anti-colonialiste est prépondérant dans la première phase de la lutte, qui est celle de la libération politique du territoire angolais. Dans ce premier temps, il s'agit de rassembler toutes les forces anti-colonialistes de l'Angola dans un mouvement de masse, le MPLA, et d'unifier ces forces autour du même but.

Cependant, si la tâche immédiate de la lutte armée est la libération du territoire nationale, la tâche principale entrevue par les dirigeants du MPLA est la lutte révolutionnaire anti-impérialiste. Ainsi trois leçons principales ont été tirées des autres luttes des peuples africains:
1. il ne suffit pas seulement de faire une lutte militaire, mais aussi la formation idéologique des hommes et l'éducation politique des militants. Seul un tel programme d'action peut assurer une indépendance réelle.
2. l'action armée est l'école où le peuple apprends à lutter pour l'indépendance économique et sociale.
3. le parti doit contrôler la vie dans le pays à tous les niveaux, quotidiennement. Pour cela, il doit être indépendant, fort, discipliné, structuré et lié aux masses.

Il ne faut pas voir la liaison entre la lutte anti-colonialiste et la lutte anti-impérialis-

te de façon mécanique, comme s'il s'agissait de deux phases distinctes. La lutte anti-impérialiste est un niveau supérieur de la lutte anti-colonialiste, où la conscience de ceux qui la mènent doit se former dans la première. C'est pourquoi cette lutte de libération nationale est une lutte révolutionnaire. Et c'est pourquoi le MPLA considère que la principale tâche d'une telle lutte révolutionnaire est la formation politique et idéologique des cadres militants dans une perspective marxiste.

La lutte menée par le MPLA est révolutionnaire par ce qu'elle s'inscrit à l'intérieur du processus de libération politique des pays du tiers monde, et parce qu'elle prépare dès aujourd'hui la voie à un changement dans la structure économique et politique du pays. En ce sens, la responsabilité principale du MPLA est double: former les cadres politiques pour la vie du pays après la libération, et commencer immédiatement dans les territoires sous son contrôle le changement dans les structures et les mentalités des gens.



La formation de cadres révolutionnaires

C'est pour faire face de façon juste à deux grandes contradictions que le MPLA a décidé de former des cadres révolutionnaires: contradiction entre le front uni et la direction révolutionnaire de ce front, et contradiction entre l'action militante et l'action militaire. Des CIR furent ainsi créés (Centre d'instruction révolutionnaire) afin de résoudre ces contradictions. Les militants qui y passent apprennent à appliquer une ligne de masse lorsqu'ils seront envoyés dans les régions libérées pour encadrer l'application des politiques du mouvement; ils y reçoivent également une éducation politique et militaire afin de pouvoir encadrer les milices populaires mises sur pied dans les villages et régions libérés. Ils y reçoivent également une éducation idéologique marxiste afin de pouvoir intervenir à tous les niveaux de la vie de la communauté. Imbus d'une discipline de parti (même si le Parti n'existe pas encore, le MPLA étant toujours un mouvement de masse), ils sont la base de la création future de ce parti. On leur apprend également à subvenir à leurs propres besoins, à ne pas être dépendant de la communauté pour leur survie.

"Pour nous l'idéologie est plus importante dans le Parti, parce que aujourd'hui nous sommes un mouvement de masse, un mouvement populaire, mais pas encore un Parti, avec une structure de Parti. Dans l'avenir cependant, il y aura un Parti, avec sa philosophie, son idéologie propre et ses structures. Afin d'y arriver nous devons commencer aujourd'hui à en préparer la voie. C'est pourquoi le MPLA accorde tellement d'importance à l'éducation idéologique de ses militants. En ce qui concerne les masses, aujourd'hui encore ce qui est principal est l'éducation de type nationaliste". (Spartacus Monimanbu, membre du comité directeur du MPLA).

Le changement dans les structures et la mentalité du peuple

Au début de la lutte, comme au début de l'élargissement de la lutte à une nouvelle région, il faut d'abord se gagner la confiance du peuple tout en assurant une fense militaire organisée et efficace; une fois que cette confiance est acquise, il s'agit de commencer le travail politique de hausse de leur conscience par l'éducation politique et l'organisation sociale, afin d'améliorer les individus tout en améliorant l'organisation sociale.

La principale tâche est de voir à créer une organisation sociale nouvelle qui ne donne pas prise au néo-colonialisme et qui puisse servir de base solide pour combattre éventuellement une intervention impérialiste. Ainsi en 1967 fut-il décidé la création de plusieurs programmes destinés à hausser le niveau général de vie des Angolais des territoires libérés tout en assurant dans ces régions la mise sur pied d'un pouvoir populaire. Les principaux traits de ce programme sont:réorganisation et expansion des milices populaires, réorganisation de l'agriculture, établissement d'un programme d'éducation, mise sur pied d'un centre d'éducation révolutionnaire pour les cadres, accroissement des services d'assistance médicale, mise sur pied d'un réseau de distribution des biens nécessaires par l'entremise de magasins du peuple. Toutes ces mesures ont été le ıer de lance d'un pouvoir populaire qui se consolide depuis au niveau de l'activité culturelle avec des journaux, littérature et manifestations de la culture nationale, comités populaires et même forces policières issues des milices populaires et contrôlées par le MPLA.

Toutes ces instances mises en place sont cependant très centralisées; des milices populaires aux comités d'action, en passant par les organisations de masse comme le syndicat national (UNTA), l'organisation des femmes angolaises (OMA) et l'organisation de la jeunesse, il s'agit d'assurer en tout la direction du Parti (rappelons que même si le MPLA n'est pas un Parti, il s'efforce de mettre en place toutes les conditions de fonctionnement qui lui permettront de le créer lorsque ce sera nécessaire), ceci afin: d'assurer l'application d'une politique juste (contre le racisme par exemple, contre le militarisme...), d'assurer le développement d'une économie et d'une politique d'indépendance, d'assurer la discipline des cadres dans la vie sociale.

Le double but ainsi visé par cette révolution dans les structures de vie et de pensée du peuple est: affirmer pratiquement une forme d'organisation de la société qui sont anti-capitaliste, et ainsi couper la possibilité du réformisme, et assurer la survie matérielle du pays quand le colonialisme portugais sera défait, et même avant.

De plus en plus donc le MPLA est en train de constituer un pouvoir populaire parallèlement à la formation de cadres révolutionnaires. Une structure de direction révolutionnaire apparaît à mesure que se met en place le pouvoir populaire. Il s'agit de faire en sorte de promouvoir une large démocratie de masse tout en solidifiant la centralisation politique afin de garantir les progrès de l'action.

LA LUTTE
une guerre populaire prolongée

Dès le début les dirigeants du MPLA ont conçu leur lutte comme devant être une guerre populaire prolongée. Ceci veut dire que les fronts de lutte sont étendus, souples, peu stables, et avec un très grand niveau de mobilité des forces armées. Ceci veut dire aussi que les populations paysannes jouent un rôle de premier plan dans la lutte, servant de base matérielle et sont organisées en unités de combats, milices populaires. La stratégie consiste à contrôler de larges régions, ouvrir de nombreux fronts à la fois afin d'affaiblir l'ennemi, l'empêcher de concentrer ses troupes plus nombreuses et mieux équipées pour une expédition de balayage d'une région, contrôler les campagnes pour encercler les villes et y paralyser l'ennemi.

Au point de vue du caractère populaire de la lutte, il s'agit de rallier le peuple à la lutte en lui montrant les buts politiques de la guerre, en lui montrant comment il est personnellement impliqué dans cette guerre. Et ceci se fait principalement de deux manières: par l'encadrement et l'éducation politique, et par l'organisation de la vie.

Nouvelle forme de pouvoir

Nous verrons dans l'interview qui suit comment le pouvoir populaire est constitué. On peut dire cependant que les structures de ce pouvoir, très souples au niveau du village, permettent une démocratie réelle dans toutes les sphères de son application. Les groupes d'action, qui ont charge d'encadrer politiquement au niveau local la population, ont reçu une formation apte à leur faire suivre véritablement une ligne de masse, tout en étant fermés sur les nouvelles formes d'organisation (fermes et souples ne pas plier sur le fond mais faire des concessions sur les moyens). Les milices populaires de leur côté accordent aux paysans un rôle prépondérant dans leur défense, dans l'administration de la justice, selon la conception du MPLA que c'est dans la lutte armée que l'on peut le mieux former des militants disciplinés et aguerris. Les organisations de masse, syndicats, etc... participent directement à la gestion de la vie du pays. Ces structures sont libératrices, au sens quotidien et pratique, en ce qu'elles permettent l'épanouissement personnel dans le cadre de la collectivité, la participation au pouvoir.

Nouvelles formes d'organisation sociales

Une nouvelle agriculture est en train de naître, socialisée. Ainsi dans les zones libérées se sont constituées des "plantations populaires", où tous les paysans sont tenus de fournir 2 jours de travail par semaine. Le fruit de ce travail est réparti collectivement, une partie allant aux forces de libération. Deux autres jours sont consacrés à la culture du jardin individuel que possède chaque famille. De plus en plus cependant on remarque une disparition progressive de ces lots individuels, les paysans préférant se consacrer entièrement à la culture de l'exploitation collective. Deux autres jours sont consacrés à l'instruction et à l'éducation politique. Le dimanche est consacré aux manifestations culturelles nationales, à travers lesquelles le MPLA voit un puissant moyen de développer la conscience nationale des paysans angolais et renforcer ainsi leur volonté d'indépendance.

A cause du type même de lutte qui est menée, l'éducation politique des masses est principalement axée sur le nationalisme, le MPLA étant un mouvement de masse pour l'indépendance. Cependant tout un réseau de militants s'emploient à véhiculer, sous une forme non directive et non formelle encore, l'idéologie socialiste, la conception socialiste de la vie et du travail, afin d'affermir politiquement dans la pensée des gens les bases de la nouvelle organisation sociale.

Le changement dans l'organisation sociale touche également le système d'échange et de distribution des biens. Des magasins populaires ont été créés, à raison de un par secteur, qui reçoivent des comités d'action les biens venant de l'aide étrangère et qui sont les plus nécessaires: vêtements, sel, savon. L'échange est fait soit contre des biens produits par les paysans, soit en argent, ce qui servira en partie à entretenir les forces de libération. Les produits médicaux sont gratuits. Dans les régions les plus avancées, on a déjà mis sur pied un début d'industrialisation, des centres de transformation des produits de l'agriculture. On a de plus organisé des coopératives de production qui ont établi un commerce direct avec les pays amis environnants (comme la Zambie). Finalement des techniciens sont entraînés, en dehors de l'Angola évidemment, afin de pouvoir prendre en charge éventuellement le relèvement économique du pays.

Finalement, le MPLA insiste beaucoup sur le développement d'une vie culturelle qui fasse ressortir l'identité nationale de l'Angolais, afin de lutter contre les divisions nationales qui ont été exploitées à fond par les Portuguais et les nationalistes de droite. Les CIR voient ainsi à faire des pièces de théâtre sur la vie sous l'occupation portuguaise, sur le processus de libération, et sur la vie dans les zones libérées. Par cet effort de création culturelle, on s'efforce aussi de s'allier les intellectuels angolais, dans leur grande partie encore soumis à la domination des portuguais, et peu actifs pour la révolution angolaise.

Une grande dose de réalisme caractérise les révolutionnaires angolais. Pour eux il est clair que la libération du pays de la domination des Portuguais n'est que la première phase de leur lutte. Les américains, les allemands, les français continuent à investir d'énormes capitaux dans le pays. Ceci veut-il dire qu'il y aura une intervention impérialiste directe pour protéger ces capitaux? Eux-mêmes ne sauraient le dire. Mais le sens et l'orientation de leur lutte, de la vie dans les nouveaux territoires libérés, met en place toutes les conditions pour assurer la réelle indépendance du pays après le départ des Portuguais, et pour assurer la défense du pays par une mobilisation de masse dans le cas d'une intervention impérialiste. En ce sens, le rôle des révolutionnaires et des progressistes du monde entier pourrait être d'une importance vitale.



«Unifier les forces, diriger la lutte»

rencontre avec

● Jose Eduardo

membre de la direction politique du MPLA, militant du Front nord.

● Loy

responsable de la logistique pour le front est, membre de la commission du MPLA pour la coopération internationale.

Le cadre de la rencontre est celui d'une rencontre de travail et de discussion plus approfondie sur le travail d'organisation, la stratégie du MPLA, de façon à ce que dans le travail politique au Québec on puisse en tirer des leçons et connaître davantage la situation et l'évolution du mouvement de libération en Angola; aussi, d'en arriver à un échange sur certains aspects de la situation actuelle au Québec.



Loy: Je trouve que c'est très important pour nous d'avoir la possibilité de nous trouver ensemble pour échanger des points de vue en ce qui concerne la lutte que nous menons en Angola pour l'indépendance de notre pays, la liberté de notre peuple et pour avoir aussi le plus possible d'informations sur le développement de la lutte pour la libération des peuples, et afin d'obtenir des précisions sur les différents aspects de votre lutte et de votre travail pour que nous puissions mieux nous orienter et mieux construire les bases qui doivent constituer les formes de solidarité entre les peuples.

Quelle est la conception politique du MPLA en tant que front politique, par rapport à la conception d'un parti?

J.E.: Le MPLA, d'abord c'est le mouvement populaire pour la libération de l'Angola. C'est un mouvement qui apparaît en 1956, après la fusion de plusieurs organisations clandestines. Le MPLA a un caractère unitaire, cela veut dire que toutes les organisations qui menaient des actions clandestines avant 1956 avaient chacune d'elles un programme bien défini et c'est sur la base d'un programme commun que le premier manifeste du MPLA a été publié,

proclamant la fondation du mouvement et traçant les lignes générales de la lutte du peuple angolais. Donc c'est un mouvement où il existe plusieurs tendances, où l'aspect de la lutte des classes n'assume pas pour le moment l'aspect principal de la lutte. Toutes les classes et toutes les couches sociales sont unies pour combattre contre une exploitation étrangère pendant une première phase de la lutte de libération nationale. En général, c'est de cette façon qu'on définit le MPLA comme un front.

Le MPLA a aussi un **caractère national**; c'est un mouvement qui combat la discrimination raciale, ethnique et tribale, étant donné que l'Angola est un pays très vaste, formé de plusieurs groupes ethniques, des tribus qui ont chacune une langue et une certaine culture. Pendant les années 1950 à 1960 et même jusqu'en 1963, il y a eu certains individus parmi les Angolais à l'extérieur du pays, comme au Zaïre, qui ont essayé de créer certains groupes à caractère tribal. Cela a porté un préjudice à l'effort libérateur du peuple, étant donné que les forces extérieures, les forces de l'impérialisme, par exemple, profitaient de cet aspect particulier pour diviser les nationalistes. C'est comme ça qu'apparaissent certaines formations comme l'UPA (Union des populations d'Angola) qui s'appelait auparavant l'Union des populations du nord de l'Angola, qu'apparut aussi l'Alliance des ressortissants du Zambo. Il y eut donc un travail mené par le MPLA, un travail de sensibilisation, d'éclaircissement, de mobilisation, qui avait surtout pour but de situer la lutte de libération nationale dans un contexte national et inciter les populations à mettre de l'avant la lutte pour l'unité nationale. Malgré ces efforts et malgré l'aide de beaucoup de pays, pays africains surtout, on n'a pas pu surmonter ces difficultés jusqu'à présent. Mais beaucoup d'organisations à caractère tribal n'ont pas pu survivre parce que le peuple a compris que l'exploitation n'est pas accentuée par une certaine tribu mais l'exploitation se fait également partout, tant au nord qu'au sud, qu'à l'est ou à l'ouest.


Angolais à l'entraînement, au camp de [illegible]
Tout a commencé en [illegible]

Le problème qui s'est posé ce n'était pas de considérer une certaine tribu comme supérieure à une autre mais c'était la question de la lutte contre une domination, contre une exploitation de nos richesses et de notre force de travail. C'est à cause de cela, du travail mené avec beaucoup d'intensité qu'on a pu détruire ces groupes tribaux ou régionaux. Et une seule de ces organisations a pu survivre, passant par plusieurs métamorphoses, pour former en 1962, le Front national de libération de l'Angola, dirigé par Holden Roberto.

Mais nos efforts ne sont pas arrêtés parce que c'est une priorité dans l'action que nous menons, la lutte pour l'unité de toutes les forces qui peuvent être capables de combattre le colonialisme portugais, sur le plan armé et politique.

Quel est le travail fait par le MPLA au niveau de l'organisation d'un mouvement de travailleurs angolais?

J.E.; Vous savez que la politique portugaise, tant au Portugal qu'en Angola même, c'est une politique fasciste, qui n'admet pas la liberté de réunion, d'expression, la liberté syndicale. Il est par exemple très difficile et presque impossible de mener une activité ouverte dans les grandes villes où sont les travailleurs, dans les usines. La plupart des actions que nous menons pour le moment, sont d'une façon générale menées dans la campagne, plus près des paysans. Il y a quand même une certaine activité clandestine qui touche surtout les centres urbains, les travailleurs, les étudiants, et c'est comme ça qu'on a pu prendre une part active dans des grèves qui ont eu lieu à Luanda, mais on peut dire que c'est encore à un stade embryonnaire, si on considère la lutte de la classe ouvrière elle-même en Angola.

Il faut d'abord travailler en profondeur pour que la classe ouvrière puisse réellement prendre conscience de l'exploitation capitaliste et de ses revendications de classe. Pour nous, c'est un aspect très important mais qui n'est pas le plus important pour le moment, étant donné qu'il faut profiter de tout le potentiel populaire, tant celui de la classe ouvrière que de la paysannerie et même de la petite bourgeoisie qui, pour le moment, n'a pas la possibilité de se développer elle-même et qui souffre du colonialisme de la bourgeoisie portugaise. Ce sont des classes qui sont intéressées au renversement du régime colonial, donc elles peuvent toutes contribuer à cette phase de la lutte pour la libération nationale. Durant cette période, notre lutte a un caractère démocratique, national et anti-impérialiste.



Quelle est la position du MPLA face à la petite fraction d'Angolais qui, volontairement ou non, a été amenée à collaborer avec les colonialistes portugais?

J.E.: Pour nous, c'est justement par la participation dans le système colonial que nous classons les gens. C'est pour cela que nous disons toujours que le problème de conflit racial ou tribal ne se pose pas pour nous. Dès qu'un



Angolais, comme un Portugais, défend les idées de Marcello Caetano - pour ce qui est de Spinola, je ne sais pas encore - qui armes à la main, combat contre la lutte de libération du peuple d'Angola, c'est un ennemi, donc nous le combattons.

Ici, il faut faire une parenthèse, parce que les conditions en Angola ne permettent pas aux gens de s'exprimer ouvertement contre le régime colonial. Il y a des gens qui sont contre le régime colonial mais qui ne peuvent s'exprimer. C'est donc par son attachement à la cause, lorsque les conditions seront créées, par son identification à la cause que nous menons que nous pouvons prendre position.

Deux questions nous intéressent particulièrement: 1) la question nationale et 2) comment, concrètement, vous avez développé l'organisation chez les travailleurs, chez les paysans et les étudiants? Est-ce que dans la lutte nationale, le MPLA s'appuie plus particulièrement sur une classe?

J.E.: Notre lutte est une lutte de libération nationale mais on ne doit pas écarter les contradictions de classe qui seront toujours là. Ce n'est pas pour le moment l'aspect principal de notre lutte mais de toute façon, il ne faut pas perdre de vue l'analyse de classe de notre société angolaise pour qu'on puisse réellement mener une action efficace. 70 à 80% de la population angolaise est constituée par la paysannerie; on retrouve donc des travailleurs en différents endroits du pays. Mais nous considérons que le moteur dans cette étape de la révolution, le moteur dans la lutte de libération, ce sont les **paysans**, parce que ce sont eux qui, en 1961, après le déclenchement de la lutte de libération à Luanda où des groupes d'étudiants et de travailleurs sont passés à l'action, ce sont des paysans ayant beaucoup souffert de l'exploitation coloniale, qui immédiatement se sont levés pour répondre à ce cri de guerre lancé à Luanda et jusqu'à présent, c'est la paysannerie qui est la force principale.

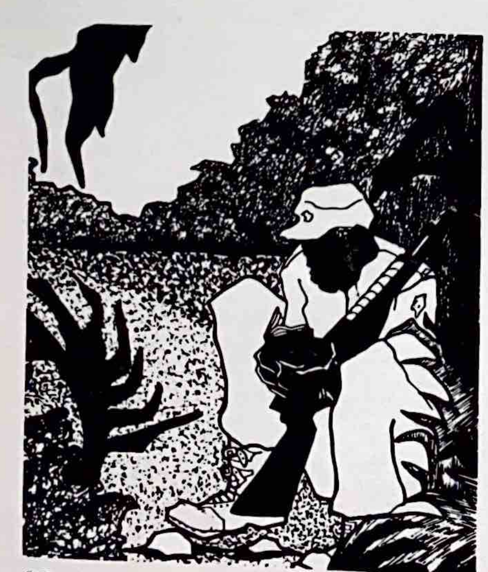
Il faut voir maintenant la participation de la classe ouvrière. Nous considérons que la classe ouvrière, par ses idées révolutionnaires, est **la classe la plus avancée** mais qui, à ce moment en Angola, n'est pas encore structurée comme telle, n'est pas encore en mesure de poser concrètement la défense de ses intérêts. Il y a aussi la petite bourgeoisie, qui a peu de moyens et qui avait beaucoup plus de facilités dans la société coloniale; c'est elle qui a donné la plupart des intellectuels, des théoriciens de la révolution. Dans ce milieu, il faut encore distinguer les intellectuels révolutionnaires qui adhèrent au marxisme-léninisme, il y a ceux qui sont des patriotes, qui veulent la libération du pays et se donner des tâches techniques, il y a enfin ceux qui sont réactionnaires et conservateurs.

Pour le moment, c'est encore difficile de donner le rôle dirigeant à la classe ouvrière mais avec le développement de la lutte, quand on pourra atteindre les centres urbains, rien ne peut nous dire que la classe ouvrière ne prendra pas conscience de son rôle dans le processus de libération nationale. Pour le moment, nous faisons encore des efforts pour rassembler toutes les classes, toutes les couches sociales dans un vaste mouvement de libération nationale.

Loy: Malgré que nous comprenions que pour faire la révolution, il faut que la classe ouvrière soit évidemment mobilisée et forte et alliée à la paysannerie, l'analyse des couches sociales de notre pays montre bien que si nous voulons vraiment faire une lutte pour la libération de notre peuple, nous devons surtout compter avec la réalité de notre pays. C'est pour cela que nous ne pouvons pas laisser en dehors de ce processus de libération aucune des forces valables qui sont réellement, d'une façon ou d'une autre, engagées dans la lutte contre le colonialisme portugais, malgré que le colonialisme n'est pas notre ennemi principal, c'est seulement notre ennemi direct, notre ennemi principal, nous l'avons dit, c'est l'impérialisme. Mais dans cette phase de lutte directe contre le colonialisme portugais, toutes les forces du pays doivent avoir la possibilité d'être encadrées dans la lutte.

Pourriez-vous donner quelques détails sur les structures du MPLA, comment le comité directeur est choisi, quelles sont ses responsabilités?

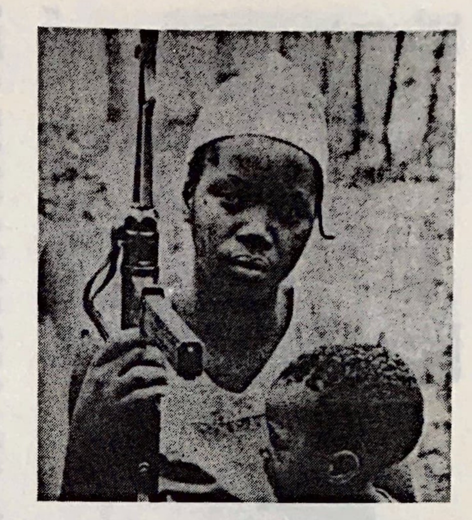
Loy: La structure du MPLA c'est la plus simple possible: nous avons une structure de base qui est composée par les militants de base, organisés dans les groupes d'action qui regroupent de 3 à 5 militants. Dans un endroit donné, il y a différents groupes qui sont liés par un comité d'action. Chaque groupe a un responsable, les responsables de ces groupes forment le comité d'action de la place. A tous les niveaux, il y a des réunions des différents groupes; chaque instance inférieure envoie aux instances supérieures les propositions et décisions prises dans les réunions. L'instance supérieure du mouvement, c'est le congrès national, composé des représentants des comités d'action; c'est le congrès qui nomme l'exécutif des organismes supérieurs. Actuellement, le



con... directeur est composé de 42 membres qui travaillent dans différents endroits - en ce qui concerne les communications, la situation nous a imposé la division du pays en front de l'est et front du nord, parce que c'est très difficile d'avoir un seul centre; nous avons des membres du comité directeur sur les deux fronts et d'autres membres qui travaillent dans la clandestinité.

Le congrès se réunit pour établir la ligne générale de l'organisation, pour discuter les problèmes les plus importants du mouvement; à cause des difficultés, le congrès ne se réunit pas régulièrement. Les conditions de la clandestinité dans notre pays sont très difficiles; même les déplacements dans le pays sont une chose très compliquée. Pour substituer aux difficultés d'organisation de congrès, on convoque souvent des assemblées régionales qui étudient des problèmes spécifiques, sous la direction du comité directeur. Ces assemblées régionales ont la possibilité d'appeler d'autres camarades à la direction du mouvement, de "congeler" des membres qui ne sont pas actifs à la direction.

A part ça il y a aussi la conférence des cadres qui se réunit souvent pour prendre des décisions importantes sur différents problèmes concernant la lutte de libération; cette conférence n'a pas le droit de "congeler" des membres de la direction du mouvement mais elle peut coopter les autres membres pour faire partie des cadres du mouvement. De façon générale, les groupes sont liés à la direction du mouvement à travers les comités d'action, mais le comité directeur peut aussi envoyer des décisions directement aux groupes d'action.



Donnez nous quelques exemples des tâches accomplies par les comités d'action par rapport à la lutte armée et la lutte politique?

Loy: Les comités d'action, ce sont des organismes qui assurent et élaborent le travail politique, qui encadrent le travail politique dans les masses, qui assurent l'exercice du pouvoir populaire et d'une façon générale administrent toute l'activité de la région où ils se trouvent, avec les instructions reçues de la direction du mouvement.

Ils s'occupent concrètement du ravitaillement du front, du problème de la défense des régions par les milices populaires, aussi, avec l'assistance locale du mouvement , de l'orientation de la santé, des organisations de masse, de la femme et de la jeunesse; ils fonctionnent comme les organses du pouvoir politique dans les régions où ils se trouvent.

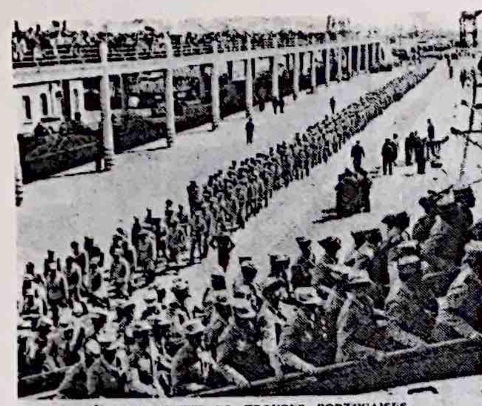
Dans les conditions objectives de répression, quelles formes a pris l'organisation?

Loy: La structure de l'organisation prend deux formes: la forme ouverte et la forme clandestine. La forme ouverte a été adoptée pour les régions libérées et pour quelques représentations à l'extérieur du pays; la forme clandestine se trouve dans les villes et les villages qui sont encore sous le contrôle des Portugais. Dans ces cas, l'organisation prend une forme verticale, de façon à se défendre contre toutes les éventualités de la police fascite. Lorsque quelqu'un est arrêté, il ne connait que deux personnes ou même une seule; dans le film Sambisanga on peut voir comment la résistance clandestine est organisée.

Comment s'est fait le travail préliminaire pour construire les comités de base?

J.E.: Vous savez que nous avons opté pour la lutte armée afin de libérer notre pays, mais on ne peut faire de lutte armée s'il n'existe pas une conscience politique. Avant d'inciter des actions de guérilla dans une zone, nous avons des commissaires politiques, des camarades qui ont des connaissances politiques suffisantes, qui se déplacent, qui étudient les conditions de la région et qui mènent d'abord un campagne de sensibilisation des masses, basée sur le fait colonial. Cela fournit beaucoup d'aspects, d'abord pour politiser les camarades, leur faire comprendre le colonialisme portugais c'est un système, d'abord étranger, un système qui se base sur une exploitation de la main-d'oeuvre des paysans, c'est un système qui arrache la terre à l'Angolais pour la donner aux colons blancs pour les plantations.

Ces questions sont exploitées selon l'importance économique des régions; c'est surtout sur les aspects économiques qu'on place les problèmes face au fait de l'exploitation. Lorsqu'une certaine sensibilisation est faite dans les masses populaires, il y a la phase de mobilisation politique qui commence par l'enseignement du programme du mouvement, quels sont les objectifs de notre action. Lorsque les éléments du peuple sont convaincus, ont accepté le programme, il y a l'encadrement. Si ce sont des jeunes gens qui peuvent combattre, ils sont encadrés dans nos forces de guérilla; si ce sont des gens qui ne peuvent pas combattre, ils sont amenés à exercer d'autres sortes


EMBARQUEMENT DE TROUPES PORTUGAISES.
Destination : Angola.

d'activités au niveau de l'organisation, pour la défense des villages, l'organisation de la vie dans les zones contrôlées.

Sur quoi est basée la stratégie de guerre populaire prolongée?

Etant donné qu'en Angola, le système ne permet pas une action légale, à partir de 1961, il y a une réaction de la part des Portugais; des dirigeants angolais sont emprisonnés, beaucoup doivent quitter le pays ou rester en brousse pour faire la guérilla. C'est à partir de ce moment que nous commençons à sentir l'influence de l'extérieur sur la lutte, d'abord l'influence des pays libres et à part cela, même l'influence de l'impérialisme et une certaine tendance de la part de pays étrangers à vouloir donner une orientation à notre mouvement, hors de notre volonté. Toutes ces difficultés auxquelles nous avons survécu nous ont prouvé que la guerre devait être de longue haleine. D'abord parce que nous avions un ennemi puissant, le colonialisme portugais, armé d'armes modernes, alors qu'en 1961 nous avons débuté avec quelques fusils, des pierres et des machettes; c'est comme ça que nous avons débuté la lutte de libération, pour faire face à une armée organisée, à un système qui avait une longue durée. Puis nous avons compris qu'il faudrait également du temps pour que les masses puissent comprendre le vrai sens de la lutte de libération nationale et aussi pour que nous puissions former des cadres capables de mener une action efficace, tant sur le plan politique que militaire, contre le colonialisme potugais. Et ensuite pour acquérir une certaine expérience d'organisation, être capable de faire face à tout une série de contradictions qui existent dans le peuple.

Donc, en menant une lutte armée prolongée, c'est aussi possible d'arriver à mener une action dans toute l'étendue du territoire national, alors qu'il était trop difficile de combattre partout dès le début. C'est ainsi qu'en 1964 s'ouvre le front nord, en 1966, on ouvre le front à l'est, près de la Zambie, et maintenant il va jusqu'au centre du pays. Voilà brièvement pourquoi nous avons opté pour la stratégie de la lutte armée prolongée.

Loy: Quand la lutte commence, il y a beaucoup de gens qui pensent qu'on va se bagarrer quelque chose comme une ou deux années; mais on a vu que ce n'était pas ça. Les Portugais ont commencé à tuer les gens, alors il faut faire comprendre que la lutte c'est un problème sérieux et qu'il faut vraiment se préparer pour faire l'indépendance. La définition du type d'indépendance que nous voulons vient dans un sens du caractère de la lutte. La lutte de longue durée pourra offrir les conditions suffisantes pour adopter les idées de l'indépendance totale et pour donner la possibilité que toute la population du pays puisse s'intégrer dans le processus de lutte.

Quels sont les échanges politiques et matériels entre les différentes forces de libération des colonies portugaises?

loy: Il y a une tradition de lutte qui vient même d'avant le début de la lutte armée dans les colonies portugaises. La prise de conscience de la part de certains groupes qui étaient étudiants au Portugal a fait que ces camarades de l'Angola, du Mozambique, de Guinée Bissau, militaient dans des organisations démocratiques portugaises. Mais ils décidèrent aussi de former des organisations propres pour combattre dans les colonies, abattre le colonialisme et le fascisme portugais.

Alors c'est là que se réalise l'idée de la formation d'un mouvement anti-colonialiste et plus tard, quand la situation se clarifie, les camarades forment le MPLA, le PAIGC et le FRELIMO. Et toujours en liaison, ils établissent un organisme de coordination appelé la Conférence des organisations nationalistes de colonies portugaises, qui existe encore aujourd'hui. C'est un organisme qui a pour but d'établir des points de vue communs, une même stratégie de lutte et coordonner les activités des forces de libération. Nous croyons que c'est la forme la plus élevéee de collaboration des mouvements de libération des colonies portugaises.

Qu'est-ce que vous pensez de ce qui vient de se produire au Portugal et des thèses avancées par Spinola sur les colonies portugaises?

J.e.; Pour le moment, nous ne connaissons pas encore le vrai sens politique du coup d'Etat; nous pouvons seulement parler de la personnalité de Spinola lui-même qui était un commandant des "dragons" en Angola et qui, en Guinée Bissau a participé à l'assassinat d'Amilcar Cabral. Je ne sais pas ce qu'on peut attendre d'une telle personne qui, pour moi, est un fasciste. Dans son livre "Le Portugal et l'avenir", publié avant le coup d'Etat, il a fait une déclaration où il ne voyait pas la possibilité d'une victoire militaire dans les colonies; pour nous, c'est le seul pas positif. Tout va dépendre, au Portugal, d'abord de la participation des masses populaires, puis des forces démocratiques, du rôle qu'elles vont pouvoir jouer. Si le rôle des partis démocratiques, socialistes et communistes n'est pas un rôle dominant, nous doutons beaucoup

que la situation d'exploitation puisse changer.

Au niveau militaire, est-ce que vous favorisez la naissance de "noyaux" libérés dans plusieurs parties du pays?

Loy: Une zone libérée a un caractère différent de ce qu'est un pays indépendant parce que dans la situation de guerre et surtout de la guerre que nous menons, la guerre de guérilla, il n'y a pas de front inutile. La guérilla surtout, c'est très mobile; les ennemis ont des moyens de communication très rapides, comme l'aviation, alors de caractère fixe d'une région, d'une zone, c'est par une fin ultime. Souvent par exemple, à cause d'un bombardement de l'ennemi qui a détruit toute l'alimentation, un village - qui était libéré - doit s'établir dans une autre place. L'ennemi ne contrôle pas le territoire où nous sommes et quand il vient nous attaquer ici et là, c'est tout simplement pour détruire nos détachements militaires.Les zones plus ou moins fixes, ça se caractérise dans les régions plus avancées, là où nous pouvons dire où se trouve la frontière entre les zones qui sont contrôlées par l'ennemi et celles contrôlées par nous. Mais là où le contrôle est exercé effectivement par les unités de guérilla, c'est pas vraiment la défense de ces territoires qui est le principal, parce que l'ennemi n'y vient pas.

Est-ce qu'il y a une organisation de femmes en Angola et quel est le rôle joué par les femmes qui font partie de l'organisation?



Loy: La femme participe complètement à la libération de l'Angola et il nous serait difficile d'opposer une résistance effective au colonialisme sans la participation de la femme. C'est elle qui donne la plupart des efforts pour l'organisation de l'agriculture, c'est elle qui est dans les hopitaux, les écoles, c'est elle qui voit à l'alimentation des guérilleros et souvent même porte le matériel, le ravitaillement sur les fronts de combat, et il y a aussi des femmes qui participent aux embuscades. Ca veut dire que la participation de la femme est une participation complète.

Il y a l'Organisation de la femme angolaise (OMA) qui se préoccuppe de la préparation de la femme angolaise en tous les domaines. L'encadrement de la femme angolaise dans la lutte, ça se fait pas seulement par une nécessité de résoudre les problèmes directement reliés à la lutte mais aussi dans la perspective de la préparation de l'homme nouveau dans notre société. Et nous travaillons dans le sens que l'organisation de la femme angolaise puisse créer les conditions nécessaires pour cette transformation. Aujourd'hui, on peut dire que la femme, dans les zones libérées, c'est complètement différent de la femme dans la société coloniale.

Quels sont les liens de l'Organisation de la femme, les autres organisations de masse et le MPLA?

Loy: Le MPLA est composé de différentes organisations de masse, de départements, institutions, services, etc. et parmi les organisations de masse, nous avons l'OMA, l'organisation des pionniers, l'organisation de la jeunesse, l'organisation des travailleurs, l'Union nationale des travailleurs angolais. Ces sont des organisations qui ont une structure autonome, qui travaillent pour atteindre des objectifs spécifiques.

J.E.: L'organisation de la femme est une organisation qui a une structure parallèle à la structure du MPLA, qui s'étend à l'ensemble du territoire national, qui est autonome dans ses relations avec le monde extérieur; par exemple, l'organisation de la femme angolaise participe à des conférences internationales de femmes.

Nous avons des femmes qui sont membres d'un comité directeur du mouvement. Selon les directives du mouvement, il n'y a aucune distinction entre la femme et l'homme dans tous les domaines. La seule difficulté que nous rencontrons, c'est que l'exploitation coloniale a beaucoup influé sur la femme. Et à part l'exploitation coloniale, il y a certaine exploitation qui a été faite par l'homme angolais, à cause de la mentalité traditionnelle.

Est-ce qu'il y a des syndicats en Angola?

Loy: Nous avons l'Union nationale des travailleurs angolais qui est le syndicat de notre organisation. Mais ici, il y a un aspect très spécifique qui est une conséquence de la situation où nous vivons. Par exemple, la participation des travailleurs dans notre organisation n'est pas très grande, sinon dans les villes et dans la clandestinité. Dans la forme ouverte d'organisation, d'une façon générale, l'UNTA se préoccupe davantage de l'organisation de la production dans ses différents aspects. Dans les régions où les Portugais dominent encore, alors que les travailleurs sont organisés aussi au sein de l'UNTA mais de façon clandestine. Les revendications qui ont été faites, par exemple comme la manifestation organisée en novembre passé, c'était justement une conséquence du travail de l'UNTA. Les conditions sont bien différentes, par exemple, dans des pays indépendants.

Déclaration du MPLA après le coup d'état au Portugal

Ni la rapidité avec laquelle le "Mouvement des forces armées" a accompli le coup d'état, ni l'appui enthousiasme du peuple portugais à ce coup et au nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir ne furent des surprises pour les dirigeants et les militants du MPLA. Il est clair depuis longtemps qu'une grave crise couvait entre les forces armées et les autorités politico-militaires du Portugal, et il y a toujours eu une grande résistance populaire contre le régime fasciste et colonialiste qui maintenait le Portugal dans un régime répressif et brutal.

Les peuples portaugais et angolais sont aussi conscients de la contribution fondamentale à ce soulèvement qu'a apporté la lutte de libération nationale d'abord déclenchée par le MPLA le 4 février 1961, suivie du PAIGC en 1963 en Guinée Bissau et en 1964 par le FRELIMO en Mozambique.

Même si ce changement de pouvoir constitue une affaire intérieure du peuple portugais, et même si la position du nouveau gouvernement sur les guerres coloniales, tel que cela a été déclaré jusqu'à présent est contraire aux plus justes aspirations du peuple angolais, qui n'acceptera que l'indépendance totale et immédiate, le MPLA conçoit le changement actuel comme un facteur politique qui peut amener le Portugal à de plus justes positions.

La dissolution de la DGS (l'ex-PIDE), la police politique haïe de tous et coupable de tant de crimes contre les peuples portugais et angolais, et les autres peuples des colonies, l'arrestation de plusieurs de ses agents, la libération de prisonniers politiques, entre autres de militants des brigades révolutionnaires de la LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) et de l'ARA (Action révolutionnaire armée), ainsi que du Parti Communiste Portugais et de d'autres tendances politiques au Portugal, la supression de la censure, tout cela constitue une attitude encourageante.

Le MPLA exige que les mêmes mesures soient appliquées à l'Angola et à toutes les colonies, où tout se passe comme avant.

En laissant la solution du problème colonial à une future assemblée constituante, le gouvernement retarde dangereusement la solution du problème colonial, permettant aux même gens qui prétendent lutter pour les intérêts légitimes du peuple portugais de continuer le génocide de notre peuple en Angola et dans les autres colonies portugaises, causant la perte de vie de soldats portugais et des meilleurs fils et filles de notre peuple.

Le Comité Exécutif du MPLA et tous ses militants demandent en toute urgence au Mouvement des Forces Armées et au gouvernement portugais de reconnaître immédiatement le droit de notre peuple à l'auto-détermination et à l'indépendance et de commencer des pourparlers pour réaliser ces droits.

Le MPLA demande aussi au peuple portugais de ne pas se désarmer, pour réussir à changer radicalement leur pays en vue du progrès et de la justice du futur régime politique portugais, qui doit respecter le droit légitime de notre peuple à l'auto-détermination et à l'indépendance.

Le MPLA exige que le gouvernement portugais relâche immédiatement tous les prisonniers politiques angolais, que les Angolais soient libres de s'organiser politiquement et qu'ils aient pleine liberté d'expression et d'assemblée dans notre pays.

Le Comité Exécutif et les militants du MPLA demandent au peuple patriotique angolais, aux paysans, aux travailleurs, aux employés de bureaux, aux personnalités civiles et religieuses, aux étudiants et aux intellectuels, sans distinction ethnique, de sexe ou d'opinions religieuses ou politiques, à ce moment crucial pour l'avenir de la nation angolaise, de s'unir autour de leur organisation d'avant garde, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola.

Le MPLA lance l'appel aux peuples et aux pays voisins et à tous les peuples africains et des autres continents pour qu'ils continuent à nous donner leur grand appui pour notre lutte de libération nationale en Angola et dans les autres colonies portugaises. Le MPLA espère qu'aucun pays ou aucune organisation internationale ou régionale ne tentera de jouer un rôle intermédiaire pour le mouvement de libération angolais sans son accord préalable.

Le MPLA déclare qu'il va continuer sa lutte armée jusqu'à l'indépendance totale. Nos unités continueront le combat dans les zones libérées et contestées, et nos comités dans les villes et les régions rurales maintiendront leur clandestinité et redoubleront leur activité.

LA VICTOIRE EST CERTAINE!

Le Vomité Exécutif,
Lusaka, Zambie, 1er Mai 1974.

...à la prochaine!

Ce numéro complète le volume trois de la revue Mobilisation. *Notre prochain numéro paraîtra vers le 20 septembre. Il portera sur la social-démocratie dans le monde et au Québec et touchera en particulier la question des élections municipales à Montréal. Nous avons aussi prévu d'autres numéros, dont entre autres, un spécialement consacré aux luttes étudiantes et enseignantes au Québec, un autre sur la question des interventions idéologiques militantes, ainsi qu'un autre numéro sur le Parti Communiste Canadien et la question du révisionnisme. Nous aborderons aussi de nombreux autres thèmes que des militants et nous-mêmes préparerons au cours des prochains mois.*

Au cours de l'été, nous avons prévu la parution de notre dossier sur la question nationale, ainsi que d'autres brochures.

Comme toujours, nous invitons tous les lecteurs à ne pas se gêner pour nous communiquer impressions, commentaires et critiques. C'est en faisant un effort commun que nous réussirons à bâtir un mouvement socialiste au Québec, et si nous pouvons arriver à briser l'isolement et la désunité des militants, de grandes possibilités nous attendent. Finalement, un petit mot mot sur de "sales" questions d'argent.

L'indépendance financière de la revue est essentielle à cette étape-ci de son développement. Et pour remplir cette condition, notre seul moyen est de s'appuyer encore plus sur nos lecteurs. Nous avons besoin de nouveaux abonnements, nous avons besoin de contributions. Si vous pensez que Mobilisation *est un instrument utile pour votre travail et votre éducation, contribuez financièrement à sa survie et envoyez nous des fonds à la mesure de vos moyens. Nous vous remercions à l'avance de votre appui.*

Le comité de rédaction.

formule d'abonnement

☐ $5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
☐ $.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]
☐ $.......pour les numéros précédents suivants............................
☐ $0.50 pour les DOSSIERS suivants...................................
☐ $10.00 pour..............abonnements de soutien
☐ $10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

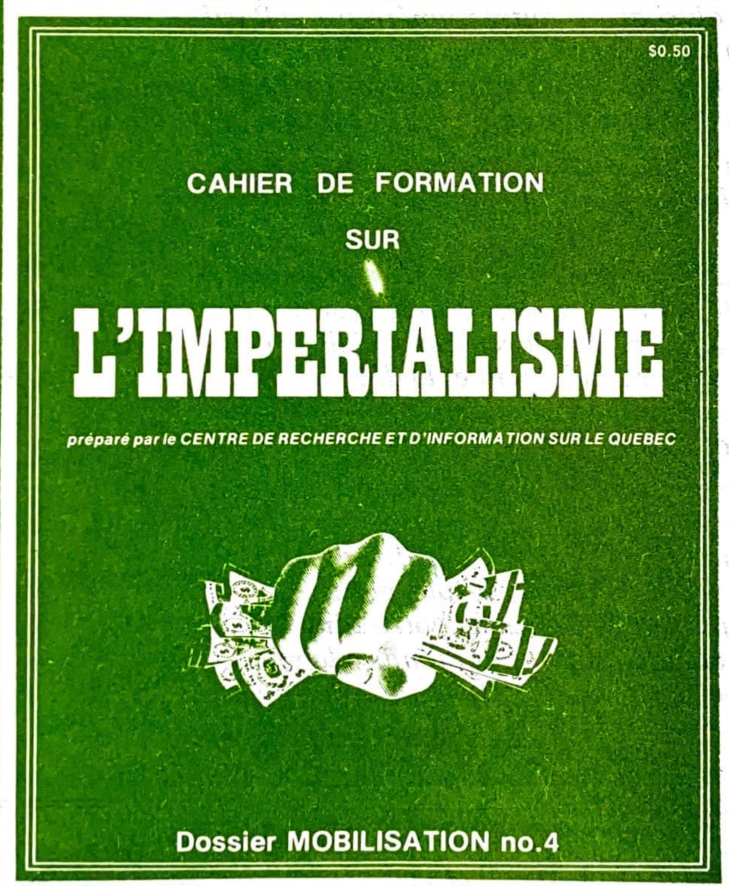
Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom....................................
Adresse................................
....

Vient de paraître!!!

Un cahier de formation marxiste sur l'impérialisme



44 pages——————————$0.50

Distribué par:

La librairie progressiste
1867 Amherst, Mtl.
Tél.: 522-1373

les éditions mobilisation

Extrait de l'introduction

Depuis la publication de NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS, la question de l'impérialisme américain au Québec est de plus en plus à l'ordre du jour. Dans les milieux progressistes, on s'entend généralement pour situer les difficultés qu'affrontent les travailleurs québécois dans le cadre des manifestations de celui-ci. Et si d'aventure on oubliait sa présence écrasante, les manoeuvres et les déclarations de nos politiciens, les luttes des travailleurs de Firestone, de United Aircraft et d'ailleurs sont là pour nous le rappeler.

Malheureusement, la connaissance de l'impérialisme américain est incomplète. D'une part, on connait encore peu ses manifestations concrètes. On arrive mal à voir, par exemple, comment il agit sur le plan économique, comment il contribue à retarder ou à freiner le développement de la conscience de classe des travailleurs, ou encore quelles sont les positions des classes dominantes face à la bourgeoisie U.S.

De plus, on arrive encore difficilement à répondre de façon plus générale à laquestion suivante: qu'est-ce que l'impérialisme?

Bien sûr, des pas énormes ont été franchis depuis deux ou trois ans dans la compréhension de l'impérialisme et de ses diverses manifestations; mais il reste encore beaucoup à faire. En attendant, nous demeurons tous vulnérables aux explications libérales ou réformistes à cause de la faiblesse même de nos connaissances. Or celles-ci réduisent l'impérialisme à une question de "boss" ou de contrôle américains sur les entreprises canadiennes, d'investissements "étrangers", etc...

C'est oublier l'essentiel. Avant tout l'impérialisme, c'est le capitalisme parvenu à un certain stade de son développement. On ne peut dissocier l'un de l'autre, comme voudraient nos économistes libéraux. Dénoncer l'impérialisme, c'est mettre en cause les fondements mêmes du mode de production capitaliste.

La présente brochure tente précisément de présenter l'impérialisme à sa place, c'est-à-dire comme le résultat des contradictions qui traversent le mode de production capitaliste. Avant tout, elle cherche à fournir aux travailleurs combatifs et aux militants qui interviennent dans leur entreprise, dans leur quartier ou dans leur école certains concepts fondamentaux pour mieux comprendre notre ennemi principal: le capitalisme des monopoles, l'impérialisme. De tels éléments de formation sont essentiels pour quiconque cherche à inscrire son travail dans la perspective de contribuer à bâtir le Parti de la classe ouvrière.

L'objet du texte

Pour l'essentiel, cette brochure cherche à présenter trois choses:

- comment les contradictions qui sont à la base même du développement du capitalisme conduisent à l'apparition des monopoles et de l'impérialisme
- quelles sont les traits majeurs de l'impérialisme à l'heure actuelle
- de quelle façon se caractérise la situation actuelle